

ARSENAL DE RÉSISTANCE : PLUS DE 60 ACTIONS POUR REPRENDRE LE POUVOIR

Le jour où nous cessons d'obéir, le jour où nous disons NON collectivement, avec une masse critique suffisante, ils n'ont plus moyen de faire quoi que ce soit.

Jean-Dominique Michel¹

La vérité et l'amour doivent l'emporter sur le mensonge et la haine.

Václav Havel

Introduction : de la philosophie à l'action

Nous voici parvenus au cœur opérationnel de cet essai. Après avoir décrypté les mécanismes de manipulation, identifié les dysfonctionnements systémiques et exploré les horizons possibles, il vient le moment de l'action concrète. En effet, analyser l'empoisonnement sans fournir le contrepoison, c'est jouer à l'apprenti herboriste de bibliothèque alors qu'on attend un naturothérapeute de terrain.

Mais avant de plonger dans l'arsenal pratique des plus de 60 fiches d'actions suggérées dans ce chapitre, accordons-nous un détour fondamental. Un manuel de réappropriation de notre destin ne peut se réduire à une simple liste de techniques ou d'astuces. D'abord cela exige une philosophie et une compréhension profondes de ce qu'est véritablement la résistance non violente face à un système qui gangrène progressivement toutes les institutions.

Cette philosophie, nous la trouvons dans l'œuvre d'un homme qui a affronté le totalitarisme tchécoslovaque des années 1970 et en a tiré l'un des plus puissants textes de résistance jamais écrits : Václav Havel et son essai *Le pouvoir des sans-pouvoirs*².

1. «Le jour où nous cessons d'obéir, le jour où nous disons "NON" collectivement, avec une masse critique suffisante, ils n'ont plus moyen de faire quoi que ce soit. [...] Je crois vraiment que la seule manière d'aller vers un avenir plus prometteur que celui qu'ils ont à l'esprit pour nous, c'est d'être très lucide sur ce qui se passe, mais lucide sans se désespérer. [...] C'est trop douloureux psychiquement, existentiellement, de se dire : "les gens qui nous gouvernent sont sans foi ni loi, ils n'en ont rien à fiche que nous mourions, que nous crevions la dalle, que nous soyons complètement assujettis, dominés..." c'est même ce qu'ils veulent. C'est douloureux d'ouvrir les yeux sur cette réalité. Mais en même temps, ce n'est qu'à la condition que nous soyons capables d'ouvrir les yeux sur cette réalité que nous aurons une chance de nous en sortir.» Jean-Dominique Michel - (Anthropo-Logique), «La fabrication du désastre, toutes les réponses aux questions qui fâchent!», youtu.be/jPpAxZZ2Y3Y?t=3013

2. Havel, Václav. *Le pouvoir des sans-pouvoir*. Trad. Jan Rubeš et Xavier Galmiche. Éd. Première Partie, 2021.

CLAUSE DE RESPONSABILITÉ

Ces fiches constituent des pistes d'action citoyenne. L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage qui en est fait et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire. Si les idées ou les pensées devaient devenir condamnables, nous serions alors dans un système orwellien.

Ne tirez pas sur le messenger ; les bonnes cibles étant les actes et acteurs *de la destruction de la démocratie*. C'est-à-dire les ennemis de la liberté d'expression, entre autres choses.

Avant de vous présenter toutes ces fiches d'actions concrètes du présent chapitre, prenons connaissance de ce court texte de 1899 qui a traversé les continents et même des régimes. Elbert Hubbard y célèbre l'homme qui AGIT sans tergiverser. Lisez-le comme un antidote aux trop nombreux bavardages stériles de notre époque. L'auteur lui-même, dans son introduction de 1913, raconte comment ce petit texte a conquis le monde. Puissiez-vous accomplir ce test suprême afin de faire avancer le schmilblick malgré toutes ces *schtroumpftitudes*.

UN MESSAGE À GARCIA

APOLOGIE

BON SENS PRATIQUE

Si vous travaillez pour un homme, au nom du Ciel, travaillez pour lui. Si votre salaire vous procure pain et beurre, travaillez pour lui, parlez bien de lui, pensez du bien de lui, soutenez-le et soutenez l'entreprise qu'il représente. Je crois que si je travaillais pour un homme, je travaillerais pour lui. Je ne travaillerais pas pour lui une partie de mon temps, mais tout mon temps. Je donnerais un service sans partage ou sinon rien. Au pied du mur, une once de loyauté vaut une livre d'habileté. S'il vous faut vilipender, condamner et éternellement dénigrer, eh bien, démissionnez de votre emploi et, quand vous serez dehors, maudissez tout votre saoul. Mais je vous en conjure, tant que vous faites partie d'un établissement, ne la condamnez en rien. Non que vous nuisiez à l'organisation — nullement — mais quand vous dénigrez l'entreprise dont vous faites partie, vous vous dénigrez vous-même. Et n'oubliez jamais : « j'ai oublié » ne vaut rien dans les affaires.

Cette bagatelle littéraire, *Un Message à Garcia*, fut écrite en une seule heure, un soir après le souper. C'était le vingt-deux février mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, anniversaire de Washington³, et nous étions sur le point de mettre sous presse le *Philistin*⁴ de mars. L'article jaillit tout chaud de mon cœur, écrit après une journée éprouvante, alors que je m'étais efforcé d'amener quelques villageois, plutôt défaillants, à renoncer à l'état comateux et à devenir radio-actifs⁵.

3. George Washington (1732-1799), premier président des États-Unis, dont l'anniversaire est célébré comme jour férié fédéral (*Washington's Birthday*), officiellement fixé au troisième lundi de février depuis 1971; et non plus le 22 février, sa date de naissance réelle.

4. *Le Philistin* : mensuel satirique publié par Elbert Hubbard à East Aurora (New York), 1895-1915. Publication emblématique du mouvement Arts & Crafts américain, mêlant critique sociale, philosophie pratique et esthétique artisanale.

5. radio-actifs : néologisme de l'époque (la radioactivité fut découverte par Henri Becquerel en 1896; Marie Curie forgea le terme et découvrit le polonium et le radium en 1898.) Hubbard l'utilise métaphoriquement pour désigner des personnes énergiques, dynamiques, « rayonnantes » d'activité — par opposition à l'état « comateux » ou léthargique. Voir : Henri Becquerel, « Sur diverses propriétés des rayons uraniques », *Comptes rendus hebdomadaires*

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Toutefois, la suggestion immédiate vint d'une petite discussion autour d'une tasse de thé quand mon garçon Bert suggéra que Rowan était le véritable héros de la guerre de Cuba. Rowan était allé seul et avait accompli sa mission — porté le message à Garcia.

Cela me vint comme un éclair ! Certes, le gamin a raison, le héros est l'homme qui fait son œuvre — porter le message à Garcia. Je me levai de table et écrivis *Un Message à Garcia*. J'y attachai si peu d'importance que nous le fîmes paraître sans aucun titre dans la revue. L'édition sortit, et bientôt les commandes commencèrent à affluer pour des exemplaires supplémentaires du *Philistin* de mars, une douzaine, puis cinquante, puis cent ; et quand l'*American News Company* en commanda mille, je demandai à l'un de mes aides quel article avait ainsi remué la poussière cosmique.

« C'est l'article sur Garcia », dit-il.

Le lendemain, un télégramme arriva en ces termes de George H. Daniels du *New York Central Railroad* : « Donnez prix cent mille exemplaires article Rowan forme brochure — publicité *Empire State Express* verso — délai livraison possible. »

Je répondis en donnant le prix, et déclarai que nous pourrions fournir les brochures en deux ans. Nos installations étaient modestes et cent mille fascicules paraissaient une monumentale entreprise.

Il en résulta que je donnai à M. Daniels la permission de réimprimer l'article à sa façon. Il le fit paraître sous forme de fascicule par éditions d'un demi-million. Deux ou trois de ces éditions furent expédiés par M. Daniels et, de surcroît, l'article fut réimprimé dans plus de deux cents revues et journaux. Il a été traduit dans toutes les langues écrites.

À l'époque où M. Daniels distribuait le *Message à Garcia*, le prince Hilakoff, directeur des Chemins de fer russes⁶, se trouvait dans le pays. Il était l'hôte du *New York Central*, et fit une tournée du pays sous la direction personnelle de M. Daniels. Le prince vit le petit livre et s'y intéressa, plus sans doute par l'ampleur du tirage que pour toute autre raison.

En tout cas, quand il rentra chez lui, il le fit traduire en russe, et un exemplaire de la brochure fut donné à chaque employé de chemin de fer en Russie.

D'autres pays s'en emparèrent alors et, de Russie, il passa en Allemagne, France, Espagne, Turquie, Hindoustan et Chine. Durant la guerre entre la Russie et le Japon⁷, chaque soldat russe qui partait au front recevait un exemplaire du *Message à Garcia*.

Trouvant les brochures en possession des prisonniers russes, les Japonais conclurent que cet écrit recélait une sagesse digne d'intérêt et en conséquence le traduisirent en japonais.

Ainsi, et sur ordre du Mikado⁸, un exemplaire fut donné à tout homme employé par le gouvernement japonais, soldat ou civil. Plus de quarante millions d'exemplaires d'*Un Message à Garcia* ont été imprimés.

On dit que c'est là, dans toute l'histoire, un tirage supérieur à celui qu'aucune autre entreprise littéraire n'ait jamais atteint du vivant de l'auteur ; grâce à une série d'heureux accidents ! — E.H.

6. Prince Mikhaïl Khilkov (Князь Михаил Иванович Хилков, Knyaz Mikhail Ivanovich Khilkov). Bien que souvent cité comme « directeur » dans les sources étrangères, Khilkov était Ministre des Voies de Communication de l'Empire russe (1895-1905). Rare cas d'aristocrate-expert, il a forgé sa compétence en travaillant anonymement comme ouvrier et mécanicien aux États-Unis et en Angleterre. Cette expertise pratique, et non purement administrative, fut le moteur de la construction du Transsibérien. Il ne se contentait pas de signer des décrets : il supervisait les chantiers sur place, capable de diagnostiquer lui-même les défaillances des locomotives. Voir : Witte, Sergueï. *Mémoires du comte Witte*. Trad. Sidney Harcave. Armonk, NY : M. E. Sharpe, 1990.

7. Guerre russo-japonaise (1904-1905) : premier conflit majeur entre deux puissances industrielles au XX^e siècle, soldé par la victoire du Japon sur la Russie tsariste — résultat qui stupéfia l'Europe.

8. Il s'agit de l'Empereur Mutsuhito (1852-1912). Le titre Mikado (littéralement « Auguste Porte »), ancré dans l'imaginaire américain par l'opérette *The Mikado* de Gilbert et Sullivan (1885), se substitue ici au nom personnel du monarque, dont la mention est traditionnellement taboue au Japon.

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Un message à Garcia⁹

L'effet rafraîchissant de la neige un jour de moisson, voilà l'effet d'un messager fidèle pour celui qui l'envoie : il réconforte son maître. (Proverbes 25.13)

Dans toute cette affaire de Cuba, il est un homme qui se détache sur l'horizon de ma mémoire comme Mars au périhélie¹⁰.

Quand la guerre éclata entre l'Espagne et les États-Unis, il devint indispensable de communiquer rapidement avec le chef des Insurgés. Garcia se trouvait quelque part dans les repaires montagneux de Cuba ; nul ne savait où. Nulle poste ni message télégraphique ne pouvait l'atteindre. Le Président devait s'assurer de sa coopération, et rapidement. Que faire !

Quelqu'un dit au Président : « *Il y a un certain Rowan qui vous trouvera Garcia, si quelqu'un le peut vraiment.* »

Rowan fut appelé et reçut une lettre à remettre à Garcia. Comment « ce Rowan » prit la lettre, la scella dans une sacoche de toile cirée, la sangla sur son cœur, en quatre jours débarqua de nuit au large des côtes de Cuba depuis une barque ouverte, disparut dans la jungle, et en trois semaines ressortit de l'autre côté de l'île, en ayant traversé à pied un pays hostile, puis remit sa lettre à Garcia — voilà des choses que je n'ai nul désir particulier de raconter maintenant en détail.

Le point que je souhaite établir est celui-ci : McKinley donna à Rowan une lettre à remettre à Garcia ; Rowan prit la lettre et ne demanda pas : « Où se trouve-t-il ? » Par l'Éternel ! voilà un homme dont l'effigie devrait être érigée en bronze éternel et sa statue édiflée dans chaque université du pays. Ce n'est pas d'instruction livresque que les jeunes gens ont besoin, ni d'enseignement sur ceci et cela, mais d'un durcissement de l'épine dorsale qui les amènera à être loyaux envers une mission confiée, à agir promptement, à concentrer leurs énergies et, en un mot, à s'exécuter sans sourciller afin de « porter un message à Garcia ».

Le général Garcia est mort à présent, mais il existe d'autres Garcia.

Quiconque s'est efforcé de mener à bien une entreprise, où beaucoup de bras étaient nécessaires, a maintes fois été consterné par l'imbécillité de l'homme moyen : son incapacité ou sa répugnance à se concentrer sur une chose et à la faire.

L'assistance négligente, l'inattention sotté, l'indifférence malpropre, et le travail fait à moitié semblent la règle ; et nul homme ne réussit, à moins que par un moyen ou un autre, ou par la menace, il ne force ou ne soudoie d'autres hommes à l'assister ; ou peut-être, Dieu dans Sa bonté accomplit-il un miracle, et lui envoie un ange de lumière pour assistant. Vous, lecteur, mettez cette affaire à l'épreuve : vous êtes assis, là, à votre bureau avec six commis à portée de voix. Appelez-en un et faites cette requête : « Veuillez consulter l'encyclopédie et me faire un bref memorandum concernant la vie de Corrège¹¹. »

L'employé dira-t-il tranquillement : « Oui, Monsieur », puis ira-t-il faire la besogne ?

Sur votre vie il n'en fera rien. Il vous regardera d'un œil de merlan frit et posera une ou plusieurs des questions suivantes :

Qui était-ce ?

Quelle encyclopédie ?

des séances de l'Académie des sciences, t. 122, 1^{er} juillet 1896, p. 855.

9. Elbert Hubbard. *A Message to Garcia*. East Aurora, NY: The Roycrofters, 1899. www.gutenberg.org/cache/epub/17195/pg17195-images.html

10. Mars au point le plus proche du Soleil (dans notre cas ce serait plutôt au plus proche de la Terre), donc particulièrement brillant dans le ciel nocturne. Métaphore astronomique pour désigner quelqu'un qui se détache avec éclat.

11. Le Corrège : Antonio Allegri da Correggio (1489-1534), peintre italien de la Renaissance, maître du clair-obscur. Hubbard choisit intentionnellement un nom susceptible d'être confondu (Correggio/Bismarck) pour illustrer l'incompétence du commis.

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Où est l'encyclopédie ?

Ai-je été engagé pour cela ?

Ne voulez-vous pas dire Bismarck ?

Qu'est-ce qui empêche Charlie de le faire ?

Est-il mort ?

Y a-t-il quelque urgence ?

Dois-je vous apporter le livre et vous laisser chercher vous-même ?

Pourquoi voulez-vous le savoir ?

Et je vous parie dix contre un qu'après avoir répondu aux questions, et expliqué comment trouver l'information et pourquoi vous la voulez, le commis ira chercher un de ses autres collègues pour l'aider à tenter de trouver Garcia — et ensuite il reviendra vous dire qu'un tel homme n'existe pas. Bien sûr, je puis perdre mon pari, mais selon la Loi des Moyennes¹² ce ne sera pas le cas.

Or, si vous êtes sage, vous ne vous embarrassez pas d'expliquer à votre « assistant » que Le Corrège se trouve indexé dans les C et non pas dans les K, mais là vous sourirez avec douceur et direz : « Peu importe », puis irez le chercher vous-même.

Et cette incapacité à l'action indépendante, cette stupidité morale, cette infirmité de la volonté, cette répugnance à retrousser ses manches sans rechigner ; voilà ce qui condamne le pur socialisme¹³ à rester une utopie lointaine. Si les hommes n'agissent pas pour eux-mêmes, que feront-ils quand le bénéfice de leur effort devra profiter à tous ? Un second de bord¹⁴, gourdin en main, semble nécessaire ; parce que la crainte d'être mis à la porte un samedi soir retient plus d'un ouvrier à sa place.

Faites paraître une annonce pour une sténographe¹⁵ ; neuf sur dix de celles qui se présentent ne savent ni orthographier ni ponctuer — et ne pensent même pas que cela soit nécessaire.

Une telle personne peut-elle écrire une lettre à Garcia ?

« Vous voyez ce comptable », me dit un contremaître dans une grande manufacture.

« Oui, eh bien ? »

« Eh bien, c'est un excellent comptable, mais si je l'envoyais en ville faire une commission, il pourrait parfaitement accomplir la course, et d'autre part, il pourrait s'arrêter dans quatre débits de boissons¹⁶ en chemin, puis en arrivant à la Grand-Rue, il aurait oublié pour quelle raison on l'avait envoyé. »

Peut-on confier à un tel homme le soin de porter un message à Garcia ?

Nous avons récemment entendu beaucoup de sympathie larmoyante s'exprimer pour les « misérables *denizens*¹⁷ de l'atelier de sueur¹⁸ » et « le vagabond sans foyer en quête d'emploi honnête¹⁹ » et, dans le même temps, que de critiques acerbes contre les hommes au pouvoir !

12. La *law of average*, ou loi de la moyenne, est une expression courante anglo-saxonne désignant l'idée, non mathématiquement rigoureuse, que les comportements humains tendent statistiquement vers une norme prévisible — autrement dit, « selon toute probabilité ».

13. Le terme « socialisme » renvoie ici à l'utopie collectiviste de la fin du XIX^e siècle – l'idéal d'une société où le travail bénéficierait à tous – et non au socialisme politique contemporain, dont la parenté avec l'idéal originel reste à démontrer.

14. Officier en second d'un navire, responsable de la discipline de l'équipage.

15. Sténographe : personne chargée de transcrire la parole à grande vitesse au moyen de signes abrégés. Fonction courante dans les bureaux depuis la fin du XIX^e siècle, le métier a progressivement disparu à partir des années 1980 avec l'arrivée du dictaphone et de l'informatique.

16. Débits de boissons : traduction de *saloons*, bars américains de l'époque, souvent mal famés. L'alcoolisme des employés était une préoccupation patronale majeure au tournant du XX^e siècle.

17. *Denizens* : terme anglais intraduisible. Désigne les habitants/occupants permanents d'un lieu (ici, les ouvriers des « ateliers de sueur »). Connotation de personnes enfermées, confinées dans un environnement oppressant.

18. Atelier de sueur : traduction littérale de *sweatshop*, ateliers de confection où les ouvriers (souvent immigrés) travaillaient dans des conditions déplorables pour des salaires misérables. Problème social majeur dans l'Amérique urbaine de 1899.

19. Remarque : cette figure du vagabond sans foyer en quête de dignité sera incarnée quinze ans plus tard par Charlie Chaplin dans son personnage de Charlot (*Le Vagabond* [*The Tramp*], 1915), devenu l'icône universelle du petit homme broyé par le système mais jamais résigné.

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Rien n'est dit de l'employeur qui vieillit avant son temps dans une vaine tentative d'amener de pouilleux propres-à-rien à faire un travail intelligent ; et son long et patient effort avec des « aides » qui ne font rien que flâner dès qu'il a le dos tourné. Dans chaque magasin et manufacture, il y a un processus constant d'élagage qui se poursuit. L'employeur renvoie continuellement des « aides » qui ont montré leur incapacité à faire avancer les intérêts de l'entreprise, ensuite d'autres sont engagés.

Que les affaires aillent bien ou mal, ce tri se poursuit. Il devient plus rigoureux seulement si les temps sont durs et le travail rare ; mais le résultat est toujours le même : dehors, et pour toujours dehors, l'incompétent et l'indigne. C'est la survivance du plus apte. L'intérêt personnel pousse tout employeur à garder les meilleurs — ceux qui peuvent porter un message à Garcia.

Je connais un homme de grand talent qui n'a pas le savoir-faire de gérer sa propre affaire, et qui pourtant est absolument inutile à quiconque, parce qu'il porte constamment le soupçon insensé que son employeur l'opprime ou cherche à l'opprimer. Il ne peut donner d'ordres ; et il ne veut pas en recevoir. Si un message à porter à Garcia lui était donné, sa réponse serait probablement : « Portez-le vous-même ! »

Ce soir cet homme arpente les rues à la recherche de travail, le vent passant au travers de son manteau élimé. Nul qui le connaisse n'ose l'employer, car c'est un véritable brandon de discorde. Il est imperméable à la raison, puisque la seule chose qui puisse l'impressionner est le bout d'une botte à semelle épaisse numéro quarante-deux.

Bien sûr je sais qu'un être si moralement difforme n'est pas moins à plaindre qu'un infirme physique ; mais dans notre pitié, laissons tomber une larme aussi pour les hommes qui s'efforcent de mener une grande entreprise dont les heures de travail ne sont pas limitées par le sifflet et dont les cheveux blanchissent rapidement dans la lutte pour tenir la bride haute à l'indifférence malpropre, à la négligence imbécile et à l'ingratitude sans cœur ; ces gens-là, sans leur entreprise, seraient à la fois affamés et sans-abri.

Ai-je présenté le tableau trop durement ? Peut-être bien, mais quand le monde entier est allé faire œuvre de charité dans les taudis, je tiens à exprimer ma compassion pour celui qui réussit — celui qui, malgré de grandes difficultés, a dirigé les efforts d'autrui et, ayant réussi, trouve qu'il n'y a rien à y gagner : rien que le gîte et le couvert. J'ai trimé pour un salaire quotidien, j'ai aussi été employeur, et je sais qu'il y a du bon et du moins bon dans les deux cas. Il n'y a pas de vertu, en soi, dans la pauvreté ; les haillons ne sont pas un gage de réussite ; et tous les employeurs ne sont pas plus avides et autoritaires que tous les pauvres ne sont vertueux.

Mon cœur va à l'homme qui accomplit son travail aussi bien en l'absence du « patron » que lorsqu'il est avec lui.

Et celui qui, lorsqu'on lui confie une lettre pour Garcia, la prend tranquillement, sans poser de questions idiotes, sans la moindre intention de la jeter dans les égouts ou de faire autre chose que de la remettre, n'est jamais licencié et n'a jamais à faire grève pour obtenir une augmentation de salaire. La civilisation n'est qu'une longue et angoissante quête de tels individus. Tout ce qu'un tel homme demande lui sera accordé. Son espèce est si rare qu'aucun employeur ne peut se permettre de le laisser partir. On le recherche dans chaque ville, bourg et village — dans chaque bureau, atelier, magasin et chaque usine.

Le monde réclame de tels hommes : il en a besoin, et cruellement besoin — l'homme qui peut porter

UN MESSAGE À GARCIA.

I. Václav Havel : Manuel de résistance pour « sans-pouvoirs »

A. QUI ÉTAIT VÁCLAV HAVEL ?

Dramaturge, essayiste, dissident, puis président de la République tchèque (1993-2003), Václav Havel (1936-2011) incarne cette figure rare : l'intellectuel qui refuse le confort de l'abstraction pour s'engager dans la résistance réaliste. Sous le régime communiste tchécoslovaque, il ne se contente pas de dénoncer le totalitarisme. Il le démonte mécanisme par mécanisme, révélant ses failles structurelles et proposant une stratégie de résistance accessible à tous.

B. LE POUVOIR DES SANS-POUVOIRS : UN MANUEL UNIVERSEL

Rédigé en 1978 dans la mouvance de la Charte 77 — manifeste fondateur de la dissidence tchécoslovaque —, *Le pouvoir des sans-pouvoirs* constitue bien plus qu'un témoignage historique.

C'est un manuel de résistance non violente d'une actualité troublante pour nos démocraties occidentales contemporaines.

Intuition géniale de Havel ? Le totalitarisme ne tient pas principalement par la répression brutale, mais par le *consentement passif* des citoyens qui acceptent de « vivre dans le mensonge ». Chaque individu qui répète les slogans officiels, qui applique sans réfléchir les directives absurdes, qui fait semblant de croire aux récits imposés. Il devient un *rouage* du système oppressif et le perpétue.

C. VIVRE DANS LA VÉRITÉ : L'ARME ABSOLUE

Face à ce totalitarisme du consentement, Havel propose une stratégie radicalement simple, mais profondément subversive : *vivre dans la vérité*.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement ?

- Pour le commerçant : refuser d'afficher le slogan du Parti dans sa vitrine, même au prix de complications administratives.
- Pour l'intellectuel : publier dans des circuits clandestins plutôt que de se soumettre à la censure officielle.
- Pour le citoyen : oser nommer les choses par leur nom, même quand le discours dominant impose une novlangue déformante.

Chaque acte de « vie dans la vérité », aussi modeste soit-il, constitue une brèche dans la carapace du mensonge institutionnalisé. Car le système totalitaire repose sur l'illusion de son invincibilité. Dès que des individus cessent d'y participer, l'édifice révèle ses crevasses.

D. CRÉER DES ESPACES DE LIBERTÉ PARALLÈLES

Václav Havel ne prône pas la révolution frontale — trop dangereuse, trop vouée à l'échec face à un appareil répressif puissant. Il recommande plutôt *d'investir les failles accessibles du système*, de créer des « petites sociétés alternatives » où la vérité peut circuler :

- cercles de lecture clandestins ;
- réseaux d'entraide économique parallèles ;
- espaces de discussion libres des contraintes idéologiques officielles ;
- culture *underground* (clandestine) qui échappe à la censure.

Ces espaces parallèles ne renversent pas immédiatement le pouvoir, mais ils *rongent sa légitimité* de l'intérieur. Ils prouvent qu'une autre façon de vivre ensemble est possible. Ils offrent des refuges où l'humanité peut se maintenir malgré la déshumanisation ambiante.

E. LE POUVOIR PARADOXAL DES « SANS-POUVOIRS »

Havel démontre que les individus « sans pouvoir » — ceux qui n'ont aucun levier institutionnel, aucune tribune médiatique, aucune force armée. Ces derniers détiennent en réalité *le pouvoir ultime* : celui du refus de participer.

Un système totalitaire ne peut fonctionner sans la collaboration quotidienne de millions de citoyens ordinaires. Dès qu'un nombre critique d'entre eux cesse de jouer le jeu, le système s'effondre. Ce fut le cas de la Tchécoslovaquie en 1989 lors de la Révolution de Velours. Ce fut le cas, lors de l'effondrement de l'URSS au début des années 1990, quand des millions de citoyens soviétiques cessèrent simplement de croire au système communiste. Aucune armée, aucun goulag, aucun appareil répressif ne put maintenir un empire que plus personne ne soutenait de l'intérieur. Les chars restèrent dans les casernes. La *Nomenklatura* — cette élite de hauts cadres pistonnés dont le pouvoir reposait sur la loyauté au Parti plutôt que sur le mérite — se dispersa. Soixante-dix ans d'idéologie s'effondrèrent en deux ans, non par les armes, mais par le retrait massif du consentement. Ce fut également le cas avec la chute du mur de Berlin et des autres révolutions pacifiques d'Europe de l'Est. Ce le fut aussi avec les transitions démocratiques en Amérique latine et l'effondrement de l'apartheid en Afrique du Sud. **Dans tous ces cas, ce n'est pas la violence qui a triomphé, mais le retrait massif du consentement populaire.**

F. RÉSONANCE AVEC NOTRE ÉPOQUE FRANÇAISE

Ces mots de Havel résonnent comme un verdict sur la France d'aujourd'hui. Ses descriptions du totalitarisme « doux » — celui qui n'a pas besoin de camps de concentration pour fonctionner — résonnent étrangement avec notre « douce démocratie » (régime hybride autoritaire) actuelle. Ce totalitarisme s'appuie aussi sur la fatigue civique et le conformisme social.

*Les Gilets jaunes redécouvrant spontanément les assemblées populaires? Du Havel en actes. Les lanceurs d'alerte refusant le silence complice malgré les risques professionnels et personnels? De la « vie dans la vérité » à l'état pur. Les citoyens construisant des réseaux d'entraide parallèles face à l'effondrement des services publics? Les « petites sociétés alternatives » théorisées par le dramaturge tchèque. Les dissidents intellectuels diffusant leurs analyses hors des circuits médiatiques officiels? L'exact équivalent des *samizdat* (publications clandestines) de Prague dans les années 1970.*

Sans le savoir, sans l'avoir lu, des milliers de Français incarnent aujourd'hui la philosophie de résistance de Václav Havel. Cet essai ne fait que nommer et structurer ce qui émerge déjà spontanément.

G. TROIS PRINCIPES DE HAVEL POUR LES FICHES D'ACTIONS QUI SUIVENT

Avant d'entrer dans le détail pratique d'outils de refus, gravons dans nos esprits ces trois principes fondamentaux hérités de Havel :

1. *La vérité comme arme politique.* Ne jamais participer au mensonge collectif, même quand c'est inconfortable. Nommer les choses par leur nom. Refuser la novlangue déformante. C'est le socle de toute résistance durable.
2. *Les petits actes quotidiens comptent autant que les grandes actions.* Chaque refus de collaboration avec le système oppressif compte. Le marchand qui affiche un message de vérité, le fonctionnaire qui applique la loi avec humanité, le parent qui éduque ses enfants à penser par eux-mêmes : autant d'actes de résistance fondamentaux.
3. *Construire des alternatives plutôt que détruire frontalement.* Investir les espaces de liberté encore disponibles. Créer des réseaux parallèles. Démontrer par l'exemple qu'une autre

façon de vivre est possible. Le système s'effondrera de lui-même quand suffisamment de citoyens cesseront d'y participer.

II. Guide de résistance citoyenne : arsenal complet des solutions d'action

Face aux 2 à 4 % de personnalités manipulatrices qui, selon les estimations criminologiques, infestent toute organisation humaine — y compris le pouvoir. En face, 96 % de citoyens disposent d'un arsenal de résistance pacifique, mais déterminée.

Ce chapitre constitue le cœur opérationnel de cet essai. Et après notre travail d'assimilation et de compréhension, il est temps d'agir. Comme on prête à Gandhi cette formule devenue universelle : *« Soyez le changement que vous voulez voir dans le monde. »*

A. COMMENT UTILISER CE GUIDE

- *Plus de 60 fiches d'action* — de l'individuel au collectif — réparties en dix domaines sur quatre sections en plus de fiches spéciales dont celle-ci ;
- *Progression logique* : commencer par soi-même, puis élargir vers l'action de groupe ;
- *Format pratique* : chaque fiche = une page ou un recto verso, facilement imprimable, photocopiable et transmissible ;
- *Adaptabilité* : choisir les actions selon ses affinités, compétences et possibilités.
- *Attitude non violente* : faire en sorte d'enregistrer les faits et gestes de ceux qui provoquent ou dénature vos actions.

B. PRINCIPE FONDAMENTAL : LA NON-VIOLENCE ABSOLUE

En accord avec mes convictions pacifistes (les partagez-vous ?) : *toutes ces actions reposent sur une résistance civile pacifique*. L'histoire démontre que les mouvements non violents réussissent deux fois mieux que les mouvements violents (cf. à la fin du chapitre). N'est-il pas évident que la raison et la compréhension l'emporteront ?

Comme l'a prouvé Václav Havel : *chaque acte de « vie dans la vérité », aussi modeste soit-il, constitue une brèche dans la cuirasse du mensonge institutionnalisé. Car le système totalitaire repose sur l'illusion de son invincibilité. Dès que des individus cessent d'y participer, l'édifice bascule peu à peu.*

C. OBJECTIF : LA MASSE CRITIQUE DE 3,5 %

Selon Erica Chenoweth, quand 3,5 % de la population s'engage activement dans une campagne de résistance civile non violente — environ 2,4 millions de Français —, les piliers du pouvoir vacillent. Pas forcément en bravant la Brav-M (brigade antiémeute motorisée) ; chaque forme d'engagement compte. Nous avons déjà plus de 80 % de mécontents : il s'agirait d'organiser cette puissance latente simultanément. La dilution dans le temps, comme l'ont montré les Gilets jaunes, reste le premier ennemi de la masse critique.

Cette donnée n'est pas anecdotique. Elle révèle une vérité mathématique du changement social : *nous n'avons pas besoin d'une majorité pour transformer le système. Nous avons besoin d'une minorité déterminée, cohérente, et synchronisée. 3,5 % — c'est tout ce qu'il faut pour faire basculer l'histoire.*

D. DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE :

PLUS DE 60 FICHES POUR SE RÉAPPROPRIER NOTRE DESTIN

Armés de la philosophie de Havel et conscients de l'objectif des 3,5 %, nous pouvons maintenant aborder concrètement les actions. Chacune d'elles s'inscrit dans cette logique de « vivre dans la vérité » et de construction d'espaces de liberté parallèles.

Ces fiches ne sont pas de simples recettes. Elles constituent un ensemble d'idées afin d'avoir un système cohérent de résistance citoyenne qui, appliqué avec constance et intelligence, peut produire le changement démocratique que nous appelons de nos vœux. Car, comme l'a démontré Havel, les « sans-pouvoirs » ne sont jamais vraiment sans pouvoir. Ils détiennent le pouvoir ultime — celui de refuser le mensonge et de vivre dans la vérité. À nous de l'exercer.

Conclusion : qui n'ose pas ne peut se tromper, pourtant il faute

Ce guide n'est qu'un début de recueil d'idées expérimentales. Chaque citoyen qui refuse la manipulation, chaque groupe qui s'organise, chaque action qui se produit contribue à la renaissance démocratique. L'avenir dépend de notre courage collectif à transformer l'indignation en espoir actif en renouant notre humanité avec autrui. *« Un peuple qui prie, rit et chante, qui s'informe, s'organise et résiste pacifiquement, mais fermement, constitue un peuple invincible²⁰. »*

Qui ne fait rien ne se trompe pas... néanmoins il fait fausse route.

20. Jean-Dominique Michel (Anthropo-Logique), « Entretien avec Louis Fouché — Mettre en mots et mieux comprendre le monde », youtu.be/pxfZrTD3N4A?t=2504

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

« Un peuple qui prie, rit et chante, qui s'informe, s'organise et résiste pacifiquement, mais fermement, est un peuple invincible. »

Comment conserver un groupe où il fait bon vivre, préambule

Ici, nous avons affaire à un sujet délicat (c'est du vécu particulièrement pour les Gilets jaunes !). Celui du bien-fondé du comportement social de certains individus. Chaque fois que l'on découvre ce genre de personnalité proche de nous, nous pouvons être sûrs qu'il va nous rendre la vie dure. Rien que par sa présence !

Il est parfois difficile de le découvrir tant il use et abuse de ses capacités de confusion, de dispersion, de détournement d'attention... Pour faire simple, il existe deux cas de figure : le fourbe et « ses victimes ». Malheureusement, nous aurons plus souvent affaire à une personne téléguidée (tel un robot) qu'à la véritable personne antisociale qui représente 2 à 4 % des gens. Ce qui veut dire qu'il y aurait 5 à 10 fois plus de gens perturbés par ces mêmes fourbes. Ils devraient être aussi écartés, au moins temporairement, le temps de trouver la véritable source de malveillance.

Ce sont ceux qu'on désigne par pervers narcissique ou manipulateur pervers — termes descriptifs de comportements observables, non de diagnostics cliniques.

Gardez une chose à l'esprit : il y a des gens qui travaillent pour la destruction, le mal. Pourquoi croyez-vous que la France en est arrivée à ce stade de dislocation ? Même une « gentille » grand-mère, promenant son gentil petit chien-chien, peut générer ce travail de sape (sabotage de l'intérieur). Le plus affreux dans tout ça, c'est que cette personne croit dur comme fer qu'elle cherche à faire le bien.

Lorsque le groupe se désagrège, il n'est pas trop tard. Vous pouvez encore y faire quelque chose.

Faites le tour de chaque personne individuellement et prenez des notes. Relevez qui a dit quoi, qui dénigre qui, qui dit faire et ne fait pas ou bien fait autre chose, voire décourage... bref, toute attitude « raisonnable » qui ne l'est pas. Écouter les gens qui ont perdu leur motivation, leur moral plombé (ce sont les victimes), c'est-à-dire qui font des hauts et bas. C'est un indice qu'il y a quelqu'un qui mine l'atmosphère du groupe.

Le plus difficile à concevoir est que ce genre de personne existe réellement. Parce que cela lui fait du bien lorsqu'elle voit ou fait souffrir des gens — en les diminuant, en les dénigrant. Cela lui fait du bien aussi lorsqu'elle observe la confusion et les gens qui s'en prennent à d'autres, alors que c'est elle la source de tout ce remue-ménage.

Les internés sont quasiment tous des victimes.

Nous effleurons malheureusement ce sujet. Cependant, il faut constater aussi : tout ce que touche cette personne se flétrit, se transforme en pire, se brise (machine, moral...). C'est aussi la source de la dépendance affective et morale.

Ses armes : être convaincant, généralités, colporte les ragots, déforme la réalité (une bonne nouvelle ne l'est pas...), ne va pas jusqu'au bout de ses projets, cible les groupes positifs et soutien les groupes destructeurs. Elle dégrade le soutien, l'aide, sauf si c'est par malveillance.

C'est le brillant exemple de la logique inversée du chapitre 10, *La logique inversée : quand les victimes deviennent coupables*.

Je le répète : c'est un danger. On ne peut pas la raisonner, puisqu'elle est « absente » de la réalité. On ne devrait jamais sous-estimer cela sous prétexte qu'on est les gentils !

Ajoutons que sa présence est source d'accidents (même quand elle est loin !), il paraît évident que repérer cette personne et l'écartier nous épargnera beaucoup d'énergie et de souffrance.

FICHE DE SYNTHÈSE : coordination générale

STRATÉGIE D'ENSEMBLE : DE L'INDIVIDUEL AU COLLECTIF**Section 1 - Préparation individuelle (domaines 1 & 2) :**

- Libération intellectuelle : désintoxication médiatique, esprit critique, inversiologie, vérification triangulaire, souveraineté numérique
- Armement cognitif personnel : universalomètre citoyen, vocabulaire démocratique, IA open source, résistance à la surveillance
- Résistance spirituelle : retrait du consentement, formation philosophique populaire, ressourcement par la culture et le rire

Section 2 - Protection familiale urgente (domaines 3, 4 & 5) :

- Libération scolaire : alternatives éducatives, soutien aux enseignants résistants, arsenal juridique parental
- Autonomie pratique : souveraineté alimentaire (semences, jardins, circuits courts), santé dissidente, résilience familiale, résistance à l'escrologie
- Résistance culturelle : transmission intergénérationnelle des savoirs et de la mémoire

Section 3 - Alternatives structurelles (domaines 6 & 7) :

- Services essentiels alternatifs : coopératives d'habitat, résistance à la spéculation immobilière
- Production de savoirs citoyens : sciences citoyennes, cartographie du pouvoir local, journalisme citoyen, soutien aux lanceurs d'alerte, audit des logements vacants

Section 4 - Offensive collective (Domaine 8, 9 & 10) :

- Pression économique : consommation citoyenne, monnaies locales, désinvestissement collectif, grève symbolique
- Action politique directe : interpellation des élus, candidatures citoyennes, RIC, désobéissance civile, solution territoriale communarde, municipales 2026, diplomatie citoyenne
- Mobilisation visible : manifestations, insurrection épistolaire, grèves et blocages coordonnés

Principe cardinal : non-violence absolue

La violence discrédite immédiatement un mouvement et justifie la répression. La force de la résistance civile réside dans son caractère pacifique et sa légitimité morale inattaquable. Face à des manifestants pacifiques, toute violence d'État se retourne contre le régime. Il faut cependant stopper toute provocation d'agents du chaos (repérer les trouble-fêtes et les assauts des forces de l'ordre en les filmant, par exemple).

Objectif : masse critique de 3,5 %

Selon les travaux d'Erica Chenoweth, quand 3,5 % de la population descend pacifiquement dans la rue de manière soutenue (soit 2,4 millions de Français) en même temps et de diverses manières, les autres piliers du pouvoir commencent à vaciller puis se rallient au mouvement populaire.

La France de 2025 a déjà plus de 80 % de mécontents. Il ne s'agit plus de convaincre, mais d'organiser cette puissance latente.

FICHE SPÉCIALE : détection des agents perturbateurs

Domaine d'activité : Sécurité des groupes et cohésion collective

Style d'action : Préventive – Vigilance et protection interne

Description : Identifier et neutraliser les « personnes manipulatrices » (perverses...) qui s'infiltrent dans les mouvements citoyens pour semer la discorde, démotiver les participants et fragmenter la résistance collective.

Profil type de l'agent perturbateur (non exhaustif) :

- Apparence bienveillante : se présente comme très motivé, souvent hyperactif au début.
- Technique de division : il oppose subtilement les membres entre eux (« X a dit que tu... »), se spécialise dans le dénigrement. Empire les données qu'on lui transmet (une bonne nouvelle ne l'est plus, etc.).
- Semeur de doute : il remet systématiquement en question les décisions collectives.
- Générateur de conflits : il crée des polémiques sur des sujets secondaires.
- Démotivateur masqué : « C'est impossible », « ça ne marchera jamais », « les autres font mieux », « tu n'as pas l'air si bien que ça... ».
- Collecteur d'informations (espion ?) : pose beaucoup de questions sur l'organisation interne (organiser une fausse manifestation afin de voir si les médias ou les forces de l'ordre arrivent).
- Confusion, dispersion : provoque la confusion en généralisant (« tout le monde dit que... »), indique la mauvaise cible ou personne, typique du : « au voleur » alors qu'il a le butin en poche.
- Ne supporte pas que d'autres aident d'autres ou que des groupes soient constructifs, etc.

Techniques de détection :

- Test de cohérence : vérifier si ses actions correspondent à ses discours.
- Analyse des *schémas* : noter si les conflits apparaissent systématiquement après ses interventions.
- Observation du *timing* : remarquer s'il arrive pile au moment des divisions.
- Test de loyauté : voir s'il reste quand les choses deviennent difficiles.
- Vérification du parcours : d'où vient-il ? Qui l'a recommandé ? Quel historique ?
- Lui demander de transmettre une information oralement et obtenir ce qu'il a vraiment transmis reste la même information (altération des informations).

Méthodes de neutralisation :

- Isolement *immédiat* en cas de doute : réduire son accès aux informations sensibles.
- Confrontation collective : exposer ses contradictions devant le groupe.
- Règles claires : établir des protocoles de comportement (comme les Gilets jaunes).
- Exclusion si nécessaire : « Aux comportements perturbateurs, exclusion » (Charte GJ).
- Formation collective : sensibiliser tout le groupe à ces techniques.

Regroupement :

- Vigilance de tous les membres du groupe
- Formation d'un « comité de sécurité interne » de 3-5 personnes
- Partage d'expériences avec d'autres groupes
- Création d'un réseau d'alerte entre collectifs

Objectifs :

- Préserver la cohésion et l'efficacité des groupes de résistance
- Éviter la fragmentation orchestrée par les opposants
- Maintenir la motivation collective face aux tentatives de sabotage
- Créer un environnement de confiance propice à l'action

Socle où s'appuyer :

- « *Connais ton ennemi et connais-toi toi-même* » (Sun Tzu).
- Expérience Gilet jaune : Charte de respect et d'exclusion des perturbateurs.
- Shakespeare : pièce ou film *Beaucoup de bruit pour rien* — le « Don John » qui sème la discorde (1993). Un autre film : *Tatie Danielle*!

Bien sûr, à titre individuel, vous pouvez — vous devriez, même — utiliser cette fiche. Si c'est un proche, user de douceur par des discussions positives (il fait beau...) en évitant son jeu négatif.

FICHE DE SOMMAIRE**STRATÉGIE D'ENSEMBLE : DE L'INDIVIDUEL AU COLLECTIF**Total : **61 fiches d'action**

+ 1 fiche philosophique préliminaire

+ 1 fiche spéciale pour la protection des groupes citoyens

+ 1 fiche de synthèse.

RÉPARTITION FINALE PAR SECTION ET DOMAINE0. Fiche philosophique préliminaire : **1 fiche** (fondements de Václav Havel)**SECTION 1 — PRÉPARATION PERSONNELLE**

1. Libération intellectuelle : **12 fiches** (désintoxication, esprit critique, inversiologie, souveraineté numérique, universalomètre citoyen, IA citoyenne, vérification triangulaire, confiscation en 4 temps, vocabulaire démocratique, surveillance biométrique)
2. Résistance spirituelle : **2 fiches** (prier, rire, chanter — retrait du consentement, formation philosophique populaire)

SECTION 2 — PROTECTION FAMILIALE URGENTE

3. Libération scolaire : **6 fiches** (alternatives éducatives et résistance parentale)
4. Autonomie pratique : **9 fiches** (semences paysannes, santé dissidente, circuits courts, jardins, résilience familiale, escrologie, souveraineté énergétique)
5. Résistance culturelle : **3 fiches** (beauté contre barbarie, transmission intergénérationnelle)

SECTION 3 — ALTERNATIVES STRUCTURELLES

6. Services essentiels : **4 fiches** (santé, énergie, logement coopératif)
7. Information alternative : **7 fiches** (journalisme citoyen, auditions citoyennes, lanceurs d'alerte, médias décentralisés, sciences citoyennes, cartographie du pouvoir local, audit des logements vacants)

SECTION 4 — OFFENSIVE COLLECTIVE

8. Pression économique : **3 fiches** (boycotts, monnaies locales, désinvestissement, grève symbolique)
9. Action politique : **12 fiches** (interpellation des élus, candidatures citoyennes, RIC, désobéissance civile, reconquête territoriale, municipales 2026, diplomatie citoyenne internationale, ZEE et ressources nationales)
10. Mobilisation collective : **3 fiches** (manifestations, insurrection épistolaire, grèves et blocages coordonnés)

PROGRESSION : DU SOLO À L'UNISSON**Phase 1 (Domaines 1-2) — Préparation individuelle** : Libération intellectuelle, armement cognitif personnel, résistance spirituelle et retrait du consentement**Phase 2 (Domaines 3-4-5) — Protection familiale et autonomie locale** : Éducation libre, souveraineté alimentaire et énergétique, santé dissidente, résilience, résistance culturelle**Phase 3 (Domaines 6-7) — Alternatives structurelles** : Services essentiels coopératifs, production de savoirs citoyens, information indépendante**Phase 4 (Domaines 8-9-10) — Offensive collective** : Pression économique, action politique directe, mobilisation de masse

SECTION 1 : PRÉPARATION PERSONNELLE

DOMAINES CONCERNÉS :

DOMAINE 1, LIBÉRATION INTELLECTUELLE

DOMAINE 2, RÉSISTANCE SPIRITUELLE

Exemple : au début de chaque fiche figure son numéro. Fiche #1-5 — le 1 représente le numéro du domaine, et le 5 le numéro de fiche dudit domaine.

Avant de combattre le système éducatif tentaculaire, il faut s'armer intellectuellement et spirituellement. Impossible de sauver ses enfants quand on est soi-même manipulé par les médias *mainstream* ou rongé par le découragement ou l'épuisement.

Cette première section pose les fondations : retrouver son esprit critique après des décennies de « fabrique des crétins », se désintoxiquer des éléments de langage. Développer cette immunité intellectuelle qui permet de déjouer les pièges idéologiques.

Car comment détecter l'endoctrinement de nos enfants si nous-mêmes gobons toujours les mensonges du système institutionnel ? Comment résister aux pressions si notre force intérieure vacille ?

La résistance spirituelle complète cette préparation : prier, rire, chanter selon la formule de Jean-Dominique Michel¹. Un peuple qui retrouve sa joie profonde devient invincible face à ces tristes sirs manipulateurs.

Ces deux domaines de la présente section constituent le socle : des citoyens lucides et sereins, immunisés contre la propagande, puisant dans leurs racines spirituelles la force de se battre pour soi, leurs enfants et leur entourage.



L'ensemble de ce chapitre 27 (fiches d'action et textes liés) est en libre accès (CC BY-NC-SA 4.0 — URL : creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/deed.fr). Vous êtes libres de copier, diffuser et adapter ces fiches (également téléchargeables en PDF sur www.chiny.fr/fiches).

Conditions : citer l'auteur (Marc Chiny), aucun usage commercial, et partager vos éventuelles modifications sous cette même licence.

Remarque :

Le texte du reste de cet ouvrage demeure soumis au droit d'auteur standard.

1. Jean-Dominique Michel (Anthropo-Logique), « Entretien avec Louis Fouché — Mettre en mots et mieux comprendre le monde », youtu.be/pxfZrTD3N4A?t=2504

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #1-1 : Désintoxication médiatique

Domaine d'activité : Libération intellectuelle et autonomie numérique

Style d'action : Intérieure – Action personnelle puis collective

Description : Effectuer un sevrage complet de tous les médias *mainstream* et réseaux sociaux pendant 15 jours pour retrouver sa lucidité et son esprit critique.

Actions à mener :

- Phase 1 (jours 1-7) : Arrêt total des médias classiques — ET auto-observation mentale simultanée : combien de fois cherche-t-on à vérifier son téléphone? Quelles angoisses surgissent?
- Phase 2 (jours 8-15) : Introduction du microsage (pauses courtes sans écran toutes les 2 heures) tout en observant ses propres réactions à la déconnexion progressive.
- Phase 3 (après 15 jours) : Reprise sélective pendant une semaine — mais active et consciente : on teste chaque source retrouvée à l'aune de ce qu'on a observé sur soi-même.
- Phase 4 : Décision définitive sur les sources à conserver, avec la cure de déconnexion (48-72h) intégrée comme pratique régulière d'entretien.

Activités de substitution :

- Calculer le temps récupéré : 15 min/jour = 91 h/an = 1 semaine complète de temps d'éveil
- Lecture de chaque article dans les notes de bas de page du chapitre 11, *Médias sous influence : l'information confisquée par les milliardaires*, faire éventuellement traduire (IA ou extension navigateur). Évaluer ensuite le temps comme au point précédent.
- Lecture de livres (littérature, histoire, philosophie...)
- Contemplation de la nature
- Conversations d'échanges profonds avec ses proches
- Pratique artistique (musique, peinture, écriture...)
- Jardinage ou activités manuelles

Regroupement :

- Individuel d'abord (1 personne)
- Familial ensuite (2-5 personnes)
- Collectif local (10-20 personnes partageant l'expérience)
- Création d'un groupe de « désintoxiqués » pour se soutenir mutuellement

Objectifs :

- Retrouver sa capacité de réflexion autonome
- Identifier les manipulations médiatiques par contraste
- Développer un regard critique sur l'information
- Réduire stress et anxiété liés au flux d'informations négatives (rééquilibré avec *trois* belles informations pour *une* négative)
- Reconnecter avec ses propres valeurs

Base scientifique :

- Neuroplasticité : le cerveau se restructure selon les informations reçues
- Surcharge cognitive : l'excès d'informations diminue la capacité de réflexion
- Manipulation algorithmique : les flux sont optimisés pour l'addiction, pas la vérité

- Qualité de l'information : 60 % des articles de presse contiennent au moins une erreur factuelle (étude sur 4 800 articles, 2005)²
- Distorsion des risques : «*Mean World Syndrome*» (syndrome du monde méchant) — terrorisme surestimé, stress chronique sous-estimé, perception criminelle inversée. Selon les enquêtes d'expériences de délinquance vécue INSEE-SSMSI³, certains indicateurs majeurs ont pourtant reculé de 30 à 50 % en vingt ans : homicides (–30 % entre 2002 et 2024), vols de voitures (–53 % entre 2006 et 2016), vols avec violence (–50 % entre 2013 et 2016). D'autres progressent en parallèle (violences sexuelles enregistrées, tentatives d'homicide) — ce que les médias peinent à articuler dans sa complexité.
- Parasite mental : L'actualité fonctionne comme le *Massospora cicadina*, champignon qui remplace un tiers du corps des cigales par des spores tout en les droguant (champignon psychotrope + amphétamines) pour qu'elles propagent l'infection
- Les études sur l'économie de l'attention (Tristan Harris, *Center for Humane Technology*⁴) documentent la conception délibérément addictive des plateformes — la désintoxication est une réponse rationnelle, pas une attitude

2. Scott R. Maier, « Accuracy Matters: A Cross-Market Assessment of Newspaper Error and Credibility », *Journalism & Mass Communication Quarterly* 82, no 3 (2005), pp. 533-555, doi.org/10.1177/107769900508200306

3. SSMSI, *Insécurité et délinquance en 2024 : bilan statistique*, Interstats Références, ministère de l'Intérieur, juillet 2025, www.interieur.gouv.fr/Interstats/Publications-et-infographies/Interstats-References/Insecurite-et-delinquance-en-2024-bilan-statistique-et-atlas-departemental

4. Center for Humane Technology, www.humanetech.com

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #1-2 : Cartographie des biais médiatiques

Domaine d'activité : Libération intellectuelle et formation collective

Style d'action : Éducative – Ateliers de décryptage

Description : Créer des ateliers locaux pour décrypter la distorsion systématique de l'information *mainstream* et développer l'immunité collective contre la manipulation.

Actions concrètes :

Ateliers pratiques de décryptage :

- Analyse comparative criminalité réelle *vs* perception publique
- Étude de cas énergétique : pourquoi le nucléaire (plus sûr) fait plus peur que les énergies fossiles (plus mortels)
- Exercices de détection des « angles morts » systématiques des médias
- Recherche du « service après-vente » manquant : que sont devenus les événements passés et leur conclusion finale ?

Formation aux biais cognitifs :

- Effet de vérité illusoire : plus on entend, plus on croit (même si faux)
- Biais de confirmation : privilégier les infos qui confirment nos croyances
- Effet *bandwagon* : suivre la majorité par conformisme social

Méthode triangulaire :

- Version officielle (médias *mainstream*)
- Version alternative (médias dissidents)
- Vérification factuelle (sources primaires, documents officiels)

Regroupement :

- Ateliers de 8-15 personnes maximum pour débats approfondis
- animateurs formés aux techniques de décryptage médiatique
- Rotation des rôles : chacun anime un atelier sur son domaine d'expertise
- Réseau national d'échange de méthodes et d'exemples

Objectifs :

- Développer l'immunité collective contre la propagande
- Former des « multiplicateurs » capables d'animer à leur tour
- Créer une culture locale de vérification et d'esprit critique
- Réduire l'efficacité des campagnes de manipulation de masse
- Restaurer la confiance par la transparence des méthodes

Difficultés attendues :

- Résistance psychologique aux révélations déstabilisantes
- Tendance à retomber dans les anciens réflexes
- Risque de paranoïa excessive ou de relativisme absolu
- Nécessité de maintenir la bienveillance malgré les désaccords

Fiche #1-3 : Grille d'analyse anti-manipulation

Domaine d'activité : Libération intellectuelle et développement de l'esprit critique

Style d'action : Intérieure – Outil de décodage permanent

Description : Méthode systématique pour analyser tout discours public et détecter les manipulations.

Questions systématiques à se poser :

- Qui parle ? (identifier les intérêts réels du locuteur)
- Qui finance ? (remonter aux sources de financement)
- Qui profite ? (analyser les bénéficiaires réels des mesures proposées)
- Qu'est-ce qui est passé sous silence ? (identifier les non-dits et angles morts)
- Quelles sont les alternatives ? (chercher les solutions écartées du débat)

Application pratique :

- Analyser chaque intervention politique, médicale, économique
- Vérifier les sources des « experts » médiatiques
- Rechercher les conflits d'intérêts systématiquement
- Questionner les « évidences » martelées dur comme fer

Regroupement :

- Formation individuelle puis transmission familiale
- Ateliers d'éducation populaire (10-30 personnes)
- Cercles de formation civique dans les quartiers
- Réseaux de « veilleurs critiques »

Objectifs :

- Développer l'immunité intellectuelle face aux manipulations
- Décoder la novlangue et les éléments de langage
- Transmettre les clés de lecture à son entourage
- Créer une masse critique de citoyens « démanipulés »

Outils concrets :

- Fiches de vérification des sources (CADA, Commission d'accès aux documents administratifs ; Transparence internationale)
- Cartographies des financements médiatiques (Acrimed, Monde diplomatique)
- Registres de transparence européens pour identifier les lobbies

Fiche #1-4 : Formation esprit critique

Domaine d'activité : Libération intellectuelle et éducation populaire

Style d'action : Éducative – Transmission de savoirs

Description : Organiser des ateliers de formation à l'esprit critique pour développer l'immunité intellectuelle collective face aux manipulations.

Actions à mener :

- Détection des biais cognitifs personnels
- Analyse critique des sources d'information
- Histoire des propagandes et manipulations
- Mécanismes psychologiques de l'influence
- Exercices pratiques de décodage médiatique
- Refuser activement l'appauvrissement lexical : chaque mot complexe abandonné est un concept de pensée perdu. Utiliser le mot juste même s'il demande une explication
- Tenir un « carnet de mots retrouvés » : noter les termes politiques, philosophiques ou juridiques dont on ignorait le sens exact, les définir, les réintégrer dans ses échanges
- Résister aux anglicismes de domination : *governance, accountability, stakeholders* — ces mots ne sont pas neutres, ils transportent une vision du monde. Chercher et imposer leurs équivalents français précis
- Pratiquer l'étymologie comme outil de résistance : connaître l'origine d'un mot, c'est déjouer les détournements sémantiques (*réforme* vient de *reformare* — redonner sa forme. Qu'est-ce que cela dit des « réformes » qui détruisent ?)

Méthodes pédagogiques :

- Études de cas concrets et récents
- Jeux de rôle et mises en situation
- Débats contradictoires organisés
- Analyse d'exemples de manipulation réussie

Regroupement :

- Petits groupes de formation (8-15 personnes)
- Réseaux d'éducation populaire existants
- Universités populaires locales
- Associations culturelles et centres sociaux
- Ateliers « *La minute de maître Capello* » en groupe : chaque participant apporte un mot récupéré, un anglicisme à remplacer, un détournement sémantique repéré dans la semaine

Objectifs :

- Développer sa capacité à (se) remettre en question
- Créer une génération de citoyens formés hors système
- Développer des formateurs locaux multiplicateurs
- Contrer l'infantilisation générale de la population
- Restaurer la capacité de débat démocratique

Progression pédagogique :

- Niveau 1 : Détection des manipulations évidentes
- Niveau 2 : Analyse des mécanismes subtils d'influence
- Niveau 3 : Formation de formateurs et transmission

Fiche #1-5 : L'universalomètre citoyen : le test de généralisation à l'échelle collective

Domaine d'activité : Libération intellectuelle et autonomie de jugement

Style d'action : Intérieure – Outil personnel de discernement, applicable collectivement

Description : Toute idée présentée comme « universelle », « incontournable » ou « de bon sens » mérite d'être soumise à une question simple : *que se passerait-il si tout le monde faisait pareil?* Ce test, baptisé ici « universalomètre citoyen », s'inspire du principe kantien de l'impératif catégorique et de l'analyse « panmimétologique » développée dans le chapitre 21, *Et si tout le monde faisait pareil?* Il permet de distinguer les pratiques véritablement généralisables — celles qui fonctionnent même généralisées — des fausses solutions qui ne subsistent qu'en parasitant la majorité qu'elles prétendent libérer. C'est l'un des outils intellectuels les plus puissants pour résister aux discours de manipulation institutionnelle et de ceux des médias *mainstream*.

Actions à mener :

Appliquer le test à soi-même :

- Formuler la règle implicite derrière toute proposition politique, économique ou sociale entendue
- Poser la question : « Si les 68 millions de Français adoptaient cette pratique demain, que se passerait-il ? » (y compris enfants et bébé si applicable)
- Observer si la réponse est viable (souveraineté alimentaire, circuits courts) ou absurde/destructrice (exil fiscal, spéculation immobilière, cryptomonnaie comme solution universelle)

Appliquer le test aux discours dominants :

- Décortiquer les injonctions médiatiques récurrentes (« consommez local » vs « voyagez, c'est s'ouvrir au monde »)
- Repérer les solutions minoritaires présentées comme universelles : celles qui fonctionnent *parce que* peu les pratiquent
- Nommer publiquement la contradiction : « Cette solution ne fonctionne que si les autres ne la suivent pas »

Partager l'outil :

- Introduire le test lors d'ateliers citoyens, dans les cercles familiaux ou associatifs
- Créer des exercices pratiques : appliquer l'universalomètre à cinq injonctions entendues cette semaine
- Former des « passeurs d'outil » capables de l'enseigner en vingt minutes

Regroupement :

- Individuel dans un premier temps (discipline intellectuelle personnelle)
- Ateliers de 5 à 15 personnes (cercles de lecture, groupes locaux)
- Intégration dans les formations citoyennes et les universités populaires

Objectifs :

- Immuniser les citoyens contre les fausses universalités du discours dominant
- Créer un réflexe de questionnement systématique face aux injonctions institutionnelles
- Distinguer les alternatives véritables des solutions-vitrines réservées aux privilégiés

Fiche #1-6 : IA citoyenne personnelle : se doter d'un outil *open source*

Domaine d'activité : Libération intellectuelle – Souveraineté numérique et cognitive

Style d'action : Technique – Action personnelle à portée collective

Description : L'intelligence artificielle n'est pas le monopole des GAFAM ni des États. Des outils puissants, libres et locaux existent, utilisables sans abonnement ni surveillance commerciale. Le chapitre 23, *Terra incognita numérique : apprivoiser l'IA au service du peuple*, développe l'image de l'IA comme « armure et glaive de chaque citoyen ». Armure contre la désinformation, glaive pour analyser, synthétiser, rédiger, vérifier. Refuser cet outil par principe revient à se désarmer volontairement face à des adversaires qui, eux, l'utilisent massivement (exemples : reconnaissance faciale, bientôt : analyse des dépenses personnelles...). La souveraineté numérique commence par une IA personnelle que personne ne peut couper.

Actions à mener :

Se doter d'un outil local :

- Installer un modèle de langage *open source* en local sur son ordinateur (Ollama, LM Studio⁵ sont des outils d'exécution d'IA locales qui installent une IA comme *Phi-3 Mini* ou *Gemma 2/3* — compatibles avec des configurations modestes)
- Choisir un modèle adapté à ses besoins : analyse de texte, résumé, rédaction, recherche documentaire
- Apprendre les bases du « dialogue avec l'IA » : formulation précise des demandes, vérification critique des réponses

Utiliser l'IA comme outil démocratique :

- Analyser des textes législatifs complexes, des rapports officiels, des discours politiques, découvrir des failles de lois *pour s'en préserver*
- Croiser les versions d'un même événement, détecter les contradictions et les silences
- Rédiger des courriers d'interpellation, des pétitions, des communiqués citoyens (www.canva.com en version gratuite ou non)
- Former les membres d'un groupe citoyen à l'utilisation collective de l'outil

Éviter les pièges :

- Ne jamais confondre la réponse de l'IA avec une vérité : elle reste un outil, pas un oracle. Installer des paramètres anti-hallucinations
- Vérifier systématiquement les données chiffrées et les sources citées
- Préférer les modèles *open source* aux services commerciaux pour les usages sensibles

Regroupement :

- Personnel en priorité
- Groupes techniques locaux (10-30 personnes) pour mutualiser l'apprentissage
- Réseau national des utilisateurs d'IA citoyenne *open source* (forums, tutoriels partagés)

Objectifs :

- Briser le monopole cognitif des grandes plateformes sur l'accès à l'IA
- Doter chaque citoyen engagé d'un assistant intellectuel autonome et non espionné
- Constituer un « essaim démocratique » décentralisé face aux monopoles centralisés

5. Installation pour macOS, Windows, Linux. Ollama : www.ollama.com ; LM Studio : www.lmstudio.ai
 Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial).
 Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #1-7 : Reconnaître la stratégie de confiscation en 4 temps

Domaine d'activité : Libération intellectuelle – Mémoire historique et résistance à la récupération

Style d'action : Intellectuelle – Outil d'analyse applicable à toute révolte populaire passée ou en cours

Description : L'histoire des révoltes françaises obéit à une mécanique répétitive que le chapitre introductif de l'essai formalise à partir du parallèle 1789-2018. Chaque soulèvement populaire significatif traverse quatre phases orchestrées par les élites pour reprendre le contrôle. Nommer ces phases en temps réel, c'est rendre la manipulation visible et lui retirer son efficacité. Cette fiche est un outil de décodage politique immédiatement applicable.

Actions à mener :

Mémoriser les 4 temps :

1. **Le lâcher du lest** — Les gouvernants concèdent symboliquement (consultation, grand débat, commission) pour calmer la pression sans rien changer au fond
2. **La récupération** — Les revendications sont absorbées, édulcorées, transformées en communication institutionnelle (« nous avons entendu les Français »)
3. **La disqualification** — Les irréductibles sont requalifiés : de citoyens légitimes, ils deviennent « extrémistes » (ultra droite ou gauche), « manipulés », « minorité violente »
4. **La confiscation « libératrice »** — La réforme officielle arrive, présentée comme la vraie réponse, qui ne touche pas aux intérêts fondamentaux en jeu

Appliquer le décodage :

- Identifier à quelle phase se trouve un mouvement social en cours
- Alerter publiquement sur la phase de récupération dès ses premiers signes
- Documenter les promesses formulées lors du « lâcher du lest » pour les opposer aux actes ultérieurs
- Distinguer concession réelle et manœuvre dilatoire

Transmettre l'outil :

- Présenter les 4 temps lors de réunions citoyennes, en s'appuyant sur des exemples historiques (1789, 1936, 1968, 2019)
- Créer une infographie simple et diffusable reprenant le schéma
- Intégrer ce décodage dans les formations à la pensée critique

Regroupement :

- Individuel (mémoire et vigilance personnelle)
- Groupes citoyens (ateliers de décodage de l'actualité)
- Diffusion large via médias indépendants et réseaux alternatifs

Objectifs :

- Immuniser les mouvements citoyens contre la récupération institutionnelle
- Maintenir la lucidité collective aux moments où l'essoufflement et l'espoir factice fragilisent la mobilisation
- Inscrire chaque révolte dans une mémoire longue qui dépasse le cycle médiatique

Fiche #1-8 : Maîtriser la vérification triangulaire

Domaine d'activité : Libération intellectuelle – Hygiène numérique et résistance à la désinformation

Style d'action : Intellectuelle – Discipline personnelle applicable collectivement

Description : Face à tout événement médiatisé, trois sources doivent être consultées avant de former un jugement. La version officielle (gouvernement, grands médias), la version alternative (médias indépendants, sources dissidentes), et les sources primaires (documents originaux, témoignages directs, statistiques brutes). Le chapitre 11, *Médias sous influence : l'information confisquée par les milliardaires*, formalise cette méthode et montre comment les angles morts se révèlent précisément dans l'écart entre ces trois lectures. Ce n'est pas du relativisme — c'est de la rigueur démocratique.

Actions à mener :

Appliquer le triangle systématiquement :

- **Source 1 — Officielle :** lire la dépêche AFP, l'article du *Monde* ou du *Figaro*, le communiqué gouvernemental. Repérer ce qui est affirmé, mais aussi ce qui est tu
- **Source 2 — Alternative :** consulter un média indépendant non aligné (*Canard réfractaire*, *Le Fil d'Actu*, *France-Soir*, *Géopolitique profonde*, *Le Monde Moderne*, *Omerta*, *Reporterre*, *Tocsin...*). Repérer les éléments absents de la version officielle
- **Source 3 — Primaire :** chercher le texte de loi cité, le rapport source, les données brutes de l'INSEE ou d'Eurostat, le témoignage vidéo non monté. C'est la seule source qui ne peut pas mentir par construction

ATTENTION : Depuis près d'un an, les IA génératives d'images et d'audios sont de plus en plus réalistes. Certains outils compatibles avec le standard C2PA (*Coalition for Content Provenance and Authenticity*) embarquent des métadonnées d'origine dans le fichier produit — une pratique encore loin d'être universelle.

Repérer les biais éditoriaux :

- Identifier les mots choisis et leurs connotations (« réforme » vs « régression », « mouvement social » vs « blocage »)
- Repérer les experts systématiquement consultés et leurs conflits d'intérêts potentiels

- Mesurer le temps d'antenne ou l'espace éditorial accordé aux différentes parties. **Une absence totale d'un son de cloche est difficile à repérer** (ex. : les Frexiteurs comme F. Asselineau, UPR, depuis 20 ans).

Former son entourage :

- Enseigner la méthode en 15 minutes avec un exemple d'actualité récente
- Créer un exercice collectif : chaque participant apporte une source différente sur le même sujet
- Encourager la pratique régulière plutôt que l'exhaustivité ponctuelle

Regroupement :

- Pratique individuelle quotidienne
- Ateliers de décodage médiatique en groupe (5-20 personnes)
- Intégration dans les formations citoyennes et les universités populaires

Objectifs :

- Sortir de la consommation passive et binaire (tout noir ou tout blanc) de l'information
- Développer une immunité durable contre la propagande, quelle que soit sa source
- Former des citoyens capables d'évaluer l'information sans dépendre d'un arbitre institutionnel

Fiche #1-9 : Détecter et nommer l'inversiologie au quotidien

Domaine d'activité : Libération intellectuelle – Décryptage de la novlangue et de la logique inversée

Style d'action : Intellectuelle et langagière – Résistance par le nommage

Description : L'inversiologie est l'art institutionnel de désigner les victimes comme coupables, les oppresseurs comme protecteurs, et les résistants comme ennemis de la démocratie. Le chapitre 10, *La logique inversée : quand les victimes deviennent coupables*, en analyse la mécanique. Le chapitre 11, *Médias sous influence : l'information confisquée par les milliardaires*, montre comment les *fact-checkers* « officiels » ou autoproclamés en sont devenus les principaux instruments. Nommer ce procédé, c'est le rendre visible — devenant visible, il perd une grande partie de son efficacité. Cette fiche propose une méthode pour le détecter, l'identifier publiquement, et résister à son emprise.

Actions à mener :

Reconnaître les patterns inversés :

- La victime désignée comme agressive : le manifestant « violent », l'agriculteur « pollueur »
- Le protecteur désigné comme victime : « les marchés sont nerveux », « l'État ne peut plus rien »
- Le résistant désigné comme ennemi : « complotiste », « populiste », « conspirationniste »
- La réforme destructrice désignée comme progrès : « modernisation », « simplification », « mise aux normes »

Développer le réflexe de retournement :

- Face à toute accusation médiatique, poser la question : « Qui profite de cette accusation ? »
- Appliquer systématiquement le test : « Si on retournait cette accusation, à qui s'appliquerait-elle réellement ? »
- Chercher les faits bruts derrière le cadrage narratif

Nommer publiquement et sans agressivité :

- Nommer le procédé dans les discussions : « C'est une inversion classique — regardons qui accuse qui... »
- Éviter la contre-accusation symétrique (qui reproduirait le même mécanisme), sauf en apportant des preuves
- Proposer une reformulation factuelle : remplacer l'élément de langage (piège comme les « produits phytosanitaires » qui sont des pesticides, donc tuant le vivant) par sa description factuelle, neutre : pesticide, voire biocide.

Regroupement :

- Pratique individuelle (vigilance langagière quotidienne)
- Ateliers de décodage (repérer 5 inversions dans les titres de presse de la semaine)
- Diffusion des exemples via réseaux alternatifs et groupes citoyens

Objectifs :

- Neutraliser l'efficacité de la novlangue institutionnelle par la désignation explicite
- Former une génération capable de distinguer accusation et réalité
- Créer un vocabulaire citoyen alternatif qui résiste aux retournements sémantiques

Fiche #1-10 : Protection contre la surveillance numérique et la biométrie

Domaine d'activité : Libération intellectuelle – Souveraineté numérique et protection des données personnelles

Style d'action : Technique et juridique – Action personnelle urgente, relais collectif possible

Description : La surveillance numérique n'est plus une hypothèse orwellienne : elle est opérationnelle. Le chapitre 19, *Surveillance étatique, protection citoyenne : le paradoxe sécuritaire*, examine comment l'utilisation de Briefcam par les forces de l'ordre aurait, selon des enquêtes documentées, dépassé le cadre légal. Il révèle aussi le déploiement de France Identité, l'application officielle adossée à la nouvelle carte nationale d'identité à puce. Des prestataires privés comme la société britannique Yoti s'imposent parallèlement pour le contrôle d'âge en ligne. Enfin, le portefeuille numérique européen eIDAS 2.0 (système européen d'identité numérique) vise à unifier l'identité de 450 millions de citoyens sous une infrastructure unique. Protéger sa vie numérique est désormais un acte politique et démocratique, particulièrement face aux fuites de données gigantesques régulièrement dévoilées.

Actions à mener :

Hygiène numérique de base :

- Remplacer les navigateurs commerciaux par Firefox ou Brave (bloqueurs de traceurs intégrés)
- Utiliser un moteur de recherche respectueux (Qwant, DuckDuckGo, Startpage)
- Chiffrer ses communications : Signal pour la messagerie instantanée, ProtonMail pour l'e-mail
- Utiliser un VPN fiable (Mullvad, ProtonVPN) pour masquer son adresse IP

Résister à la biométrie :

- Refuser autant que possible les appareils à déverrouillage facial ou par empreinte (une empreinte ne se change pas)
- Désactiver la reconnaissance faciale sur les appareils photo et réseaux sociaux
- Éviter les espaces dotés de caméras à reconnaissance faciale identifiés (certains centres commerciaux, stades)
- Signer les pétitions contre l'extension de la vidéosurveillance algorithmique

Limiter l'empreinte numérique :

- Auditer les applications installées sur son téléphone : supprimer celles qui demandent des accès injustifiés
- Refuser le portefeuille numérique eIDAS 2.0 tant que son cadre de protection des

données n'est pas garanti par un texte contraignant

- Privilégier les paiements en espèces pour les achats sensibles. S'en servir aussi pour faire barrière au tout numérique monétaire

Précautions juridiques : La CNIL française dispose d'un droit de recours en cas de collecte illégale de données biométriques. Documenter, signaler, et si nécessaire porter plainte.

Regroupement :

- Action individuelle immédiate (configuration des appareils personnels)
- Groupes de sensibilisation (ateliers «hygiène numérique» en bibliothèques, associations)
- Coordination avec La Quadrature du Net⁶ pour les actions juridiques et politiques

Objectifs :

- Réduire drastiquement la surface d'exposition aux systèmes de surveillance commerciaux et étatiques
- Maintenir des espaces de vie privée numériquement inviolables
- Peser collectivement sur les décisions politiques relatives à la biométrie et à l'identité numérique

6. Quadrature du Net, www.laquadrature.net

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #1-11 : Retirer son consentement à la servitude volontaire

Domaine d'activité : Résistance spirituelle – Fondement philosophique de l'émancipation citoyenne

Style d'action : Intérieure et existentielle – Décision personnelle à portée politique immédiate

Description : Étienne de La Boétie l'écrivait en 1548 dans le *Discours de la servitude volontaire* : « Ce sont donc les peuples eux-mêmes qui [...] se font malmenés, puisqu'ils en seraient quittes en cessant de servir. » - « Soyez résolus de ne servir plus, et vous voilà libres. » - « il ne faut pas lui ôter rien, mais ne lui donner rien ». Quatre siècles et demi plus tard, le chapitre 16, *L'esclave du XXI^e siècle : travail, dette et surveillance*, montre que ce mécanisme est toujours opérationnel. Par contre, le retrait du consentement, individuel puis collectif, reste la seule révolution que le pouvoir ne peut pas contrôler, parce qu'elle se produit d'abord dans les têtes.

Actions à mener :

Identifier ses propres consentements :

- Recenser les comportements quotidiens qui reproduisent le système que l'on critique : consommation, médias consommés, plateformes utilisées, impôts acquittés sans surveillance de leur usage
- Distinguer les consentements contraints (légaux, économiques) des consentements libres : c'est sur ces derniers que le retrait est immédiatement possible
- Refuser la culpabilisation : le retrait du consentement n'est pas une trahison sociale, c'est l'exercice de la liberté fondamentale

Retirer concrètement :

- Ne plus consommer les médias dont on connaît le financement et les biais (retrait du consentement informationnel)
- Réorienter sa consommation vers des acteurs qui ne financent pas le système dénoncé
- Refuser d'alimenter les plateformes qui vendent les données personnelles à des fins de profilage politique
- Participer activement à des structures alternatives plutôt que de simplement critiquer l'existant

Transmettre l'acte :

- Nommer publiquement ses retraits de consentement pour briser l'isolement :

« J'ai arrêté de regarder "20h-TV" parce que... »

- Encourager l'entourage sans moralisme ni injonction : témoigner, pas prêcher
- Rejoindre des groupes qui pratiquent collectivement le retrait de consentement (boycotts [attention au cadre légal], alternatives, création d'espaces autonomes)

Socle philosophique : La Boétie, *Discours de la servitude volontaire*⁷ (1548) — Simone Weil, *L'Enracinement* (1943) — Henry David Thoreau, *La Désobéissance civile* (1849). Trois textes fondateurs accessibles gratuitement.

Regroupement :

- Décision individuelle d'abord (irremplaçable)
- Cercles de citoyens pratiquant des retraits similaires (5-20 personnes)
- Mouvement plus large de désobéissance civile non-violente coordonnée

Objectifs :

- Reprendre conscience de sa propre puissance d'agir face au sentiment d'impuissance
- Affaiblir matériellement et symboliquement les systèmes qui subsistent grâce au consentement passif
- Créer une culture de la liberté active en remplacement de la liberté abstraite

7. Étienne de La Boétie, *Discours de la servitude volontaire*, 1548, gutenberg.org/ebooks/30818

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #1-12 : Souveraineté numérique personnelle

Domaine d'activité : Libération intellectuelle – Autonomie numérique et résistance à la dépendance technologique

Style d'action : Technique – Action personnelle progressive

Description : Nos outils numériques quotidiens — téléphone, messagerie, moteur de recherche, stockage en ligne — appartiennent à des entreprises dont le modèle économique repose sur la collecte et la revente de nos données. La souveraineté numérique n'est pas une posture de paranoïaque. C'est la décision rationnelle de reprendre le contrôle sur sa vie numérique, outil par outil, sans rupture brutale ni sacrifice de confort.

Actions à mener :

Remplacer progressivement :

- Moteur de recherche : basculer vers Qwant ou DuckDuckGo
- Messagerie : adopter Signal⁸ pour les échanges courants
- Stockage : remplacer Google Drive, DropBox ou iCloud par Nextcloud (auto-hébergé ou chez un prestataire français)
- Navigateur : Firefox ou Brave avec extensions anti-traceurs (uBlock Origin)

Réduire son empreinte :

- Auditer chaque application installée : quels accès demande-t-elle ? Sont-ils justifiés ?
- Désactiver la géolocalisation permanente sur le téléphone
- Utiliser un alias e-mail pour les inscriptions non essentielles (SimpleLogin)

Former son entourage :

- Partager les alternatives une par une, sans discours militant
- Proposer un atelier « premier pas numérique souverain » en groupe restreint
- Mettre en commun les trouvailles : outils libres, astuces, retours d'expérience

Regroupement :

- Action individuelle d'abord
- Groupes locaux de partage de compétences numériques (10-20 personnes)
- Réseau Framasoft⁹ et ses alternatives libres au niveau national

Objectifs :

- Sortir progressivement de la dépendance aux GAFAM sans rupture violente
- Construire une hygiène numérique durable et transmissible
- Réduire la surface d'exposition à la surveillance commerciale et étatique

8. Signal Foundation, *Signal*, www.signal.org

9. Framasoft, www.framasoft.org

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #2-1 : Un peuple qui prie, rit et chante

Domaine d'activité : Résistance spirituelle et rechargement collectif

Style d'action : Spirituelle/Culturelle – Triade de libération

Description : Triple arsenal spirituel contre la perversité au pouvoir : mobiliser l'intention collective (prière), désarmer les tyrans (rire, se moquer ouvertement, par un : « tu nous fais ça !? ah ! ah !... »), et recharger les énergies (chant). « *Un peuple qui prie, rit et chante est invincible* »¹⁰.

Actions à mener : EN MODE PRIÈRE : Mobilisation de l'intention collective transcendant les clivages religieux. Quand l'impuissance matérielle est totale, il reste la ressource de l'intention.

Pratiques proposées :

- Prière traditionnelle : selon sa confession
- Prière laïque : souhaiter mentalement « Je te souhaite d'être en paix/heureux/en bonne santé »
- Méditation de l'amour bienveillant (tradition bouddhiste non déiste)
- Application quotidienne : au supermarché, dans les transports
- Visualisation positive d'un futur désirable pour la société

EN MODE RIRE : Le rire comme arme de résistance. Seule vraie fragilité des pervers : ils ne supportent pas qu'on se moque d'eux. D'ailleurs, nous non plus.

Stratégies humoristiques :

- Rire collectif lors des apparitions publiques des dirigeants
- Créer et diffuser des *mèmes* humoristiques sur les incohérences du pouvoir
- Organiser des spectacles satiriques et cabarets citoyens
- Transformer les *meetings* politiques en spectacles comiques involontaires
- Principe révolutionnaire : « Comment interdire aux gens de rire ? »

EN MODE CHANT : « Chanter, c'est prier deux fois ». Rechargement collectif par la célébration.

Actions de chanter :

- Rassemblements de chants populaires et traditionnels
- Chants de résistance historiques réactualisés
- Créations collectives de nouveaux hymnes citoyens
- Célébrations du beau, du juste, du vrai par la musique
- « Charger » les lieux de ce qu'on y célèbre

Regroupement :

- Pratique individuelle quotidienne (prière/méditation)
- Collectifs spirituels interconfessionnels (10-50 personnes)
- Groupes de « rieurs résistants » pour actions coordonnées
- Chorales citoyennes et cercles de chant
- Moments collectifs coordonnés (même heure, intentions communes)

10. Jean-Dominique Michel (Anthropo-Logique), « Entretien avec Louis Fouché — Mettre en mots et mieux comprendre le monde », youtu.be/pxfZrTD3N4A?t=2504

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Objectifs :

- Maintenir la paix intérieure et l'espoir face à l'adversité
- Désacraliser et ridiculiser le pouvoir oppresseur
- Créer une force spirituelle unifiée au-delà des divisions
- Recharger individuellement et collectivement les « batteries » de résistance
- Transformer la colère en force créatrice positive

Base scientifique :

- Études sur l'efficacité de la prière d'intercession en milieu hospitalier
- Le rire génère des endorphines et renforce l'immunité
- Impact des méditations collectives sur la criminalité locale (effets mesurés des méditations collectives — études de Méditation transcendantale, Maharishi University of Management, Iowa, 1975-2010)
- Effet de cohérence cardiaque et réduction du stress par le chant

Fiche #2-2 : Formation philosophique populaire : ateliers de discernement

Domaine d'activité : Résistance spirituelle – Pensée critique comme acte de résistance collective

Style d'action : Intellectuelle et pédagogique – Transmission en cercles restreints

Description : Le chapitre 25, *Spiritualité versus matérialisme : la bataille des consciences*, s'appuie sur Dietrich Bonhoeffer pour nommer la stupidité collective non comme un déficit d'intelligence, mais comme un phénomène social. L'individu isolé de ses pairs perd sa capacité de jugement critique et devient perméable à toutes les manipulations. La réponse n'est pas académique — elle est relationnelle. Des ateliers de discernement philosophique populaire, accessible, sans formation préalable, peuvent restaurer cette capacité collective à distinguer le vrai du faux, l'essentiel de l'accessoire, la résistance de la collaboration.

Actions à mener :

Créer l'espace de pensée :

- Constituer un groupe régulier de 6 à 15 personnes, mixte en âge et en parcours
- Choisir un format court (90 minutes) sur un texte court (2-3 pages) ou une question vive de l'actualité
- Nommer un animateur tournant — pas un enseignant, mais un garant du dialogue

Animer les séances :

- Partir d'un texte fondateur accessible : La Boétie, Thoreau, Hannah Arendt, Simone Weil
- Appliquer la méthode par questionnement guidé socratique : « Qu'est-ce que cela suppose ? », « Qui en profite ? », « Quelle serait l'objection la plus sérieuse ? »
- Conclure par une question d'action : « Qu'est-ce que cela change à ce que je fais demain ? »

Essaimer :

- Former des animateurs capables de créer leur propre groupe
- Partager les supports pédagogiques en accès libre
- Intégrer les ateliers dans des structures existantes (bibliothèques, MJC, associations)

Regroupement :

- Cercle local de 6 à 15 personnes (noyau)
- Réseau d'ateliers coordonnés à l'échelle départementale
- Association des Universités Populaires de France¹¹

Objectifs :

- Reconstruire la capacité collective de jugement critique affaiblie par l'isolement et la saturation informationnelle
- Former des citoyens capables de résister aux manipulations sans guide institutionnel
- Créer des espaces de pensée autonomes qui ne dépendent d'aucune structure partisane

11. Association des Universités Populaires de France (AUPF), www.aupf.fr

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

SECTION 2 : PROTECTION FAMILIALE URGENTE

DOMAINES CONCERNÉS :

DOMAINE 3, LIBÉRATION SCOLAIRE

DOMAINE 4, AUTONOMIE PRATIQUE

DOMAINE 5, RÉSISTANCE CULTURELLE

Une fois réarmé intellectuellement, la priorité suivante serait la protection de sa famille. L'école détruit nos enfants? Créons des alternatives. Le système institutionnel nous rend dépendants? Développons notre autonomie. Notre culture française disparaît? Transmettons-la nous-mêmes.

Cette section répond à l'urgence familiale. Car à quoi bon changer le monde si nos propres enfants sombrent dans l'illettrisme, l'idéologie identitaire importée ou la violence scolaire?

La libération scolaire devient donc le domaine n° 3 : comités de veille, écoles alternatives, reconquête démocratique.

Puis l'autonomie utilitaire : jardins, énergie, circuits courts. Reprendre le contrôle de notre alimentation, de nos ressources, de notre mode de vie. Cesser d'alimenter le système institutionnel dont nous dénonçons les dérives.

Et pour finir, le domaine de la résistance culturelle : transmettre l'histoire de France, la beauté artistique, l'identité française que l'école sabote. Car un enfant enraciné culturellement résistera toujours mieux aux manipulations.

Priorité aux familles : sauver ses proches et la transmission du savoir c'est sauvegarder le pays.

Fiche #3-1 : Écoles parallèles et éducation libre

Domaine d'activité : Services essentiels et éducation indépendante

Style d'action : Éducative – Alternative au système scolaire défaillant

Description : Créer un système éducatif parallèle pour échapper aux dérives idéologiques de l'Éducation nationale et renouer avec une pédagogie efficace et respectueuse de l'enfant.

Actions à mener :

- Écoles privées hors contrat avec méthodes éprouvées (syllabique, etc.)
- Instruction en famille avec réseaux de soutien mutuel
- Écoles démocratiques et pédagogies alternatives (Montessori, Steiner, Freinet...)
- Ateliers d'éducation populaire dans les quartiers
- Universités populaires pour formation continue des adultes
- Transmission intergénérationnelle des savoirs pratiques

Retour aux fondamentaux :

- Méthodes qui ont fait leurs preuves (lecture syllabique, calcul mental)
- Éducation à l'esprit critique et au concret dès le plus jeune âge
- Enseignement de l'histoire réelle de France (vs réécriture idéologique)
- Formation aux métiers manuels et techniques
- Arts, musique, littérature comme socle culturel
- Respect du rythme naturel de l'enfant

Regroupement :

- Parents unis pour créer des alternatives scolaires (50-200 familles)
- Associations d'instruction en famille et enseignement partagé entre familles
- Réseaux d'enseignants démissionnaires de l'Éducation nationale qui rejoignent le libre
- Coopératives éducatives et écoles parentales
- Grands-parents et retraités transmettant leurs savoirs

Objectifs :

- Sauver les enfants des expérimentations pédagogiques destructrices
- Offrir une éducation de qualité basée sur des méthodes éprouvées
- Développer l'esprit critique et l'autonomie intellectuelle
- Transmettre la culture française et les valeurs humanistes
- Former des citoyens libres et éclairés
- Créer un nid de futurs citoyens intellectuellement armés et critiques au potentiel et aux aspirations non réprimés

Coût supposé :

- École parentale : 2 000-4 000 €/enfant/an (vs 8 450 € dans le primaire public et 11 320 € dans le secondaire, selon la DEPP 2023¹²)
- Instruction en famille : 500-1 500 €/enfant/an en ressources pédagogiques
- Retour sur investissement : citoyens formés, libres et créateurs

12. DEPP, *Le financement de l'éducation en 2023*, Document de travail série études n° 2024-E08, ministère de l'Éducation nationale, septembre 2024, www.education.gouv.fr/le-financement-de-l-education-en-2023-415375

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #3-2 : Résistance parents et citoyens face au désastre éducatif

Domaine d'activité : Défense de l'instruction contre l'endoctrinement

Style d'action : Collective – Action parentale et citoyenne

Public cible : Parents, grands-parents, citoyens

Description : Organiser la résistance citoyenne face aux dérives de l'Éducation nationale : idéologisation, baisse de niveau, violence scolaire. Reprendre le contrôle démocratique de l'instruction publique en se réappropriant ce qui fonctionnait bien.

Actions à mener :

Vigilance et dénonciation :

- Créer des « comités de veille éducative » dans chaque établissement
- Documenter et signaler les dérives : contenus à caractère sexuel ou idéologique inadaptés à l'âge des enfants...
- Exiger la transparence totale sur les programmes et interventions externes
- Filmer/enregistrer les réunions parents-profs (légal avec autorisation)
- **Appliquer la « Fiche spéciale : détection des agents perturbateurs »** afin d'identifier les comportements perturbateurs et leurs éventuelles sources d'influence extérieure
- *Enquêtes sécurité psychologique* : questionnaires anonymes sur le bien-être, détection maltraitance
- *Surveillance médicalisation abusive* : alerte sur des prescriptions Ritaline et autres psychotropes aux enfants

Mobilisation collective :

- Organiser des « États généraux de l'école » à l'échelle communale
- Créer des associations de parents « pour l'école de nos enfants »
- Lancer des pétitions locales contre les programmes inadaptés
- Ignorer les établissements qui persistent dans les dérives
- *Revendication constitutionnelle* : mobilisation pour inscrire la neutralité éducative dans la Constitution
- *Résistance européenne* : refus des diktats UE au nom de l'exception culturelle française

Outils pratiques :

- Kit juridique : modèles de courriers, recours, dérogations
- Carnet de bord : noter chaque incident, chaque dérive constatée, preuve à l'appui.
- Réseau d'alerte : WhatsApp parents pour signalement immédiat
- Formation express : connaître ses droits de parents d'élèves

Regroupement

- Local : 20-50 familles par établissement scolaire
- Intercommunal : fédération des comités de veille (200-500 familles)
- Départemental : coordination pour peser sur le rectorat
- National : réseau « SOS École libre » inspiré de www.soseducation.org et www.mamanslouves.org

Statut associatif recommandé :

- Association loi 1901 « Comité de veille éducative de [*nom de la commune*] »
- Objet social : « Défense de la qualité de l'enseignement et des droits parentaux »
- Avantages : personnalité morale, compte bancaire, subventions possibles, protection juridique des membres

Objectifs :

- Neutraliser l'endoctrinement idéologique dans les classes
- Exiger le retour aux fondamentaux : lecture, écriture, calcul, histoire, art...
- Protéger les enfants de la sexualisation précoce et des expérimentations douteuses
- Imposer la sécurité dans les établissements (tolérance *zéro violence*), retour aux valeurs morales de et pour tout un chacun
- Redonner aux parents leur légitimité éducative face à l'institution

Fiche #3-3 : Soutien aux enseignants résistants

Domaine d'activité : Protection des professeurs intègres

Style d'action : Solidarité professionnelle et citoyenne

Public cible : Enseignants, parents, syndicats alternatifs

Description : protéger et soutenir les enseignants qui refusent l'endoctrinement et maintiennent l'exigence pédagogique, face aux pressions hiérarchiques et à l'isolement professionnel.

Actions à mener :

Soutien juridique et matériel :

- Cagnotte solidaire pour les enseignants sanctionnés pour intégrité
- Réseau d'avocats spécialisés en droit de l'Éducation
- Hébergement temporaire pour les professeurs mutés abusivement
- Aide psychologique face au harcèlement administratif
- *Protection contre médicalisation forcée :* soutien aux enseignants refusant l'orientation « Ritaline »
- *Formation détection maltraitance :* ateliers pour repérer les signaux de détresse chez un élève

Alternatives professionnelles :

- Faciliter les reconversions : écoles privées hors contrat
- Promouvoir l'instruction en famille avec soutien pédagogique
- Créer des « coopératives éducatives » d'enseignants libres
- Développer les cours particuliers et soutien scolaire indépendant
- *Revendication salariale collective :* mouvement pour l'alignement sur les salaires européens et liés au pouvoir d'achat
- *Stabilité pédagogique :* résistance aux changements incessants de programmes

Communication et témoignages :

- Plateforme de témoignages anonymes www.souffrancedesprofs.com
- Relais médiatiques pour les cas d'injustice flagrante (médiats *Basta!*, *StreetPress* ou *Médiapart*)
- Livre blanc annuel : « L'état réel de l'école française » (*SOS Éducation*)
- Chaîne YouTube : interviews d'enseignants souvent sur la chaîne de *Tocsin*

Méthodes d'action :

Dans l'établissement :

- Résistance passive : enseigner « malgré » les injonctions et les dissuasions
- Alliances discrètes entre collègues de bonne volonté
- Protection mutuelle face aux élèves perturbateurs
- Documentation des pressions hiérarchiques (preuves légales)
- Vigilance accrue : appliquer la « *Fiche spéciale : détection des agents perturbateurs* » pour identifier les comportements toxiques et leurs éventuels relais au sein de l'établissement

Vers l'extérieur :

- Témoigner auprès des parents sur la réalité du terrain
- Alerter les médias indépendants sur les dérives constatées
- Participer aux « États généraux de l'école » organisés par les parents
- Rejoindre ou créer un syndicat alternatif (hors CGT-FO-SNES *mainstream*)

Regroupement :

- Établissement : noyau dur de 3-5 enseignants résistants
- Bassin scolaire : réseau de 20-50 professeurs solidaires
- Académique : coordination face aux pressions rectoriales
- National : mouvement « Enseignants pour l'École libre »

Protection juridique collective :

- Syndicat alternatif ou association professionnelle loi 1901
- Objet : « Défense de la liberté pédagogique et de l'intégrité professionnelle »
- Services : protection juridique, soutien financier, conseil disciplinaire
- Affiliation : fédération nationale des éducateurs libres

Objectifs :

- Briser l'isolement des enseignants intègres
- Créer une alternative aux syndicats perçus comme trop proches du système institutionnel
- Documenter la réalité pour alerter tous les citoyens
- Préparer l'exode vers l'enseignement libre et indépendant

Fiche #3-4 : Alternatives éducatives immédiates

Domaine d'activité : Construction d'un système éducatif parallèle

Style d'action : Créative – Entrepreneuriat éducatif

Public cible : Familles, éducateurs, entrepreneurs sociaux

Description : Créer immédiatement des alternatives concrètes au système défaillant, sans attendre sa réforme hypothétique. Construire l'école de demain dès aujourd'hui.

Solutions à déployer rapidement :

Instruction en famille renforcée :

- Réseaux de *co-schooling* : 5-10 familles qui s'organisent
- Cours mutualisés : parents experts dans leur domaine
- Sorties pédagogiques communes : musées, nature, patrimoine
- Examens libres : préparation collective au CNED (Centre national d'enseignement à distance)/candidat libre

Microécoles et écoles parentales :

- Écoles hors contrat de 20-60 élèves maximum
- Méthodes éprouvées : Montessori, syllabique, écoles de la III^e République
- Coût maîtrisé : 200-400 €/mois *vs* plus de 8 450 €/an dans le primaire public (11 320 € dans le secondaire)
- Gestion associative : parents acteurs de l'école de leurs enfants

Université populaire et formation continue :

- Cours du soir pour adultes : histoire, littérature, sciences...
- Ateliers pratiques : métiers manuels, artisanat, techniques...
- Conférences citoyennes : géopolitique, économie, philosophie...
- Transmission intergénérationnelle : séniors vers jeunes

Méthodes pédagogiques de référence :

Retour aux fondamentaux efficaces :

- Lecture : méthode syllabique (Boscher, Léo et Léa)
- Mathématiques : méthode de Singapour, calcul mental intensif
- Histoire : chronologie, grands personnages, patrimoine français
- Géographie : cartes, départements, capitales, relief
- Sciences : expérimentation, observation, raisonnement logique

Pédagogie de l'exigence bienveillante :

- Progression méthodique : acquis solides avant passage au niveau suivant
- Évaluation régulière : contrôle des connaissances, pas de « pseudo-bienveillance »
- Discipline respectueuse : cadre clair, autorité légitime
- Culture générale : littérature, arts, musique comme socle commun
- Modèles étrangers performants : inspiration Singapour et Finlande (pragmatisme éducatif) et Estonie (pragmatisme éducatif). La Suède, souvent citée, a connu une chute sévère de ses résultats PISA entre 2000 et 2012 et ne constitue un modèle qu'avec réserves
- Stabilité éducationnelle : programmes validés sur 10 ans, résistance aux modes pédagogiques

- Pédagogie différenciée : méthodes adaptées handicapés, Asperger, primo-arrivants, illettrés
- Alternatives à la médication : approches pédagogiques pour enfants « hyperactifs » *vs* Ritaline

Organisation pratique :

Cadre juridique sécurisé :

- Instruction en famille : **autorisation préalable obligatoire** à déposer entre le 1^{er} mars et le 31 mai auprès de la DSDEN (Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale) du département de résidence. Selon des motifs limitativement définis par la loi (santé, handicap, éloignement géographique, situation propre à l'enfant) — Code éducation L131-5, modifié par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021, en vigueur depuis la rentrée 2022¹³
- Écoles parentales : statut associatif loi 1901 + déclaration préfectorale (Code éducation L441-1)
- Responsabilité civile : assurance multirisque éducative obligatoire
- Locaux : conformité ERP (Établissements Recevant du Public), commission sécurité, accessibilité handicapés
- Personnels : vérification casier judiciaire, diplômes requis selon niveaux
- Sécurité psychologique : protocoles détection maltraitance, bien-être des enfants
- Inclusion adaptée : dispositifs spécialisés Asperger, handicapés, primo-arrivants

Démarches administratives :

- Déclaration en mairie + inspection académique (instruction en famille)
- Statut associatif pour écoles parentales (loi 1901)
- Assurances spécialisées et locaux aux normes ERP
- Formation des enseignants : stages, certification interne

Financement solidaire :

- Cotisations échelonnées selon revenus familiaux
- Mécénat local : entreprises, retraités, associations
- Économies collectives : achats groupés, mutualisation
- Bourses internes pour familles en difficulté

Regroupement :

- Quartier : 10-20 familles pour instruction en famille
- Commune : 50-100 familles pour micro-école viable
- Intercommunal : Réseau d'écoles alternatives (200-500 familles)
- Départemental : Fédération pour mutualiser ressources et formation

Objectifs :

- Sauver immédiatement les enfants du naufrage éducatif
- Démontrer la viabilité des alternatives à l'Éduc. nat. défaillante
- Former des citoyens instruits, libres et enracinés culturellement
- Créer un laboratoire éducatif pour inspirer les réformes futures

13. Ministère de l'Éducation nationale, « L'instruction dans la famille », mis à jour 2022, www.education.gouv.fr/l-instruction-dans-la-famille-340514

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #3-5 : Reconquête démocratique de l'école publique

Domaine d'activité : Transformation politique du système éducatif

Style d'action : Politique – Lobbying démocratique et électoral

Public cible : Élus, candidats, citoyens électeurs

Description : Agir sur le système politique pour imposer une vraie réforme de l'Éducation nationale : retour aux fondamentaux, fin des expérimentations et idéologies, sécurité scolaire. L'école devient un temple inviolable d'acquisition du savoir et de sa pratique, et de permettre la réflexion de l'élève, rien de plus.

Actions à mener :

Pression sur les candidats :

- Questionnaire systématique aux candidats (municipales, législatives)
- Engagement écrit sur les 30 mesures SOS *Éducation*
- Réunions thématiques « éducation » avec interpellation publique
- Vote conditionné : « pas de soutien sans engagement éducatif clair »

Candidatures citoyennes :

- Listes « école libre » aux municipales (compétences périscolaires)
- Candidats spécialisés éducation aux législatives
- Programme éducatif non négociable : socle de 10 mesures prioritaires
- Alliance avec les mouvements parentaux et enseignants résistants

Actions de pression démocratique :

Manifestations et pétitions :

- « Marche pour l'école » annuelle (ou autre période de temps) devant chaque rectorat
- Pétitions locales : « Pour une école sûre et efficace »
- Manifestation stationnaire devant les établissements en crise (violence, décrochage)
- Chahut démocratique dans les conseils municipaux

Interpellation institutionnelle :

- Questions écrites systématiques aux députés/sénateurs locaux
- Rendez-vous imposés aux recteurs et DASEN

- Saisine des commissions éducation parlementaires
- Recours juridiques : Conseil d'État contre les dérives
- Propositions constitutionnelles : lobby pour inscription de la neutralité éducative dans la Constitution
- Référendum d'initiative citoyenne : sur la revalorisation des enseignants et la stabilité programmatique

Programme de reconquête (mesures-phares) :

Sécurité et discipline :

- Tolérance *zéro violence* : exclusion immédiate des perturbateurs récidivistes
- Sécurisation des établissements : portiques, surveillants, forces de l'ordre
- Sanctions des parents démissionnaires : suspension allocations familiale
- Protection des enseignants : statut « fonctionnaire protégé » renforcé
- Sécurité psychologique totale : enquêtes systématiques sur le climat scolaire, détection maltraitance
- Interdiction médication abusive : fin du « Tout-Ritaline », alternatives pédagogiques aux traitements médicamenteux dont l'usage pédiatrique est contesté

Retour aux fondamentaux :

- Méthode syllabique obligatoire pour l'apprentissage de la lecture.
- Calcul mental intensif et mathématiques traditionnelles.
- Histoire chronologique de France : grands personnages et dates clés
- Dictée quotidienne et grammaire française systématique.

Fin de l'endoctrinement :

- Interdiction théorie du genre avant 16 ans minimum.
- Neutralité idéologique : sanctions pour tout discours militant d'orientation idéologique, politique ou identitaire en milieu scolaire
- Liberté pédagogique des enseignants *vs* injonctions ministérielles.
- Transparence totale : programmes accessibles aux parents.

Réformes constitutionnelles et structurelles :

- Inscription constitutionnelle : « L'enseignement public est neutre idéologiquement et politiquement ».
- Revalorisation salariale : salaires enseignants alignés sur la moyenne européenne haute.
- Stabilité programmatique : programmes scolaires validés pour 10 ans minimum par commission citoyenne.
- Commission de validation : citoyens compétents + aval constitutionnel pour tout changement.
- Modèle pragmatique : inspiration des systèmes performants (Suède, Singapour, Finlande).
- Exception culturelle française : refus des diktats UE en matière éducative et culturelle.
- Inclusion différenciée : programmes adaptés handicapés, Asperger, illettrés, jeunes émigrés.
- École refuge : droit constitutionnel à la sécurité physique et psychologique pour chaque enfant.

Alliances stratégiques :

Coalitions d'acteurs :

- Parents d'élèves + Enseignants résistants + Élus de terrain
- SOS Éducation + Associations familiales + Syndicats alternatifs
- Médias indépendants + Intellectuels + Lanceurs d'alerte éducatifs
- Entreprises locales (préoccupées par le niveau des jeunes embauchés)

- *Précaution stratégique* : Application systématique de la « *Fiche spéciale : détection des agents perturbateurs* » lors de la formation des coalitions (y compris surveillance de jeunes activistes potentiellement manipulés)

Personnalités de référence (auteurs) :

- Jean-Paul Brighelli, *La Fabrique du crétin* (Gawsewitch, 2005)
- Rachel Boutonnet, *Journal d'une institutrice clandestine*
- Anne-Sophie Nogaret, *Du Mammouth au Titanic : la déséducation nationale* (L'Artilleur, 2017)
- Natacha Polony et les « Éveilleurs »

Regroupement :

- Local : comités « école démocratique » par circonscription
- Départemental : coordination pour peser sur les candidats
- Régional : lobbying auprès des conseils régionaux (lycées)
- National : mouvement « Renaissance éducative française »

Structure juridique adaptée :

- Association d'intérêt général loi 1901 (dons déductibles fiscalement)
- Objet : « Promotion de l'excellence éducative et de la démocratie scolaire »
- Agrément possible : association de parents d'élèves (Code éducation L111-4)
- Financement : cotisations, dons, mécénat, subventions publiques locales

Objectifs :

- Imposer l'éducation comme enjeu électoral de premier plan
- Obtenir des engagements précis et contraignants des candidats
- Créer un rapport de force pour forcer les réformes nécessaires
- Préparer la refondation complète de l'Éducation nationale
- Récompense sur de bons résultats, sanction quand pas de (bons) résultats

Fiche #3-6 : Arsenal juridique et recours

Domaine d'activité : Protection légale et recours administratifs

Style d'action : Juridique – Défense des droits parentaux et éducatifs

Public cible : Parents, avocats, associations

Description : utiliser tous les recours légaux disponibles pour protéger les enfants des dérives éducatives et défendre les droits fondamentaux des familles.

Textes de référence :

- Article 26.3 Déclaration universelle : « Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants »
- Article 2 Protocole additionnel CEDH : « L'État respecte le droit des parents d'assurer cette éducation conformément à leurs convictions »
- Article L111-1 Code éducation : « L'instruction est obligatoire, l'école ne l'est pas »
- Loi Jules Ferry 1882 : Neutralité de l'école publique
- Proposition constitutionnelle : « L'enseignement public français est neutre politiquement et idéologiquement »
- Exception culturelle : Légitimité constitutionnelle face aux injonctions européennes

Recours possibles :

Contre l'endoctrinement :

- Signalement aux autorités compétentes pour tout contenu estimé attentatoire à l'intégrité des mineurs — après vérification des fondements juridiques avec un avocat spécialisé
- Recours hiérarchique contre les enseignants prosélytes
- Saisine inspection académique pour manquement à la neutralité
- Plainte disciplinaire contre les chefs d'établissement complices
- Recours médicalisation abusive : contestation prescriptions Ritaline non justifiées
- Protection inclusion : recours pour discrimination handicapés, Asperger, primo-arrivants

Pour la sécurité scolaire :

- Mise en demeure du maire (sécurité périscolaire)
- Responsabilité de l'État pour défaut de surveillance
- Constitution de partie civile en cas d'agression
- Référé-liberté pour protection urgente
- Enquêtes bien-être obligatoires : recours pour imposer questionnaire du climat scolaire
- Droit à la sécurité psychologique : action en responsabilité pour harcèlement non traité

Désobéissance légale :

- Refus des sorties scolaires idéologiques (mosquées, « éducation sexuelle »...)
- Dérogation pour instruction en famille (harcèlement, niveau insuffisant)
- Objection de conscience pour les parents enseignants
- Droit de retrait des enfants lors d'interventions externes douteuses

Kit juridique pratique :

- Modèles de courriers de contestation
- Procédures de signalement étape par étape
- Coordonnées avocats spécialisés par région
- Jurisprudences favorables aux familles

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #4-1 : Low-tech et alternatives technologiques

Domaine d'activité : Autonomie pratique et indépendance technologique

Style d'action : Technique – Bricolage et débrouillardise

Description : Se préparer à l'autonomie technologique avec des appareils basse technologie, réparables et indépendants des grandes corporations. Quand une pénurie arrivera (de composants, d'électricité...), on préservera nos capacités informatiques avec des outils simples.

Solutions low-tech proposées :

- Raspberry Pi : mini-ordinateur (taille d'un jeu de cartes) pour Internet, vidéos, bureau-tique, e-mails
- Arduino : puce programmable pour automatiser (arrosage plantes, fermer poulailler, capteurs...)
- Assistant d'IA local hors-ligne : Raspberry Pi ou ordinateur portable, logiciel : Ollama ou LM Studio, modèles Llama 3.2 3B ou Qwen 2.5 3B (Pi)/Llama 3.1 8B ou Qwen 2.5 14B (portable). Aide au codage Arduino/Pi, bibliothèque médicale stockée localement. Fonctionne sur batterie (powerbank ou voiture) + panneau solaire, sans Internet.
- Radios à manivelle et solaires pour communications d'urgence
- Outils manuels de qualité pour remplacer l'électrique
- Systèmes de récupération d'eau de pluie, appareil et pastille pour purifier si nécessité de l'eau potable
- Fours solaires et cuiseurs écologiques

Compétences à développer :

- Programmation de base (Python pour Raspberry Pi), à l'aide de l'IA locale
- Électronique simple (soudure, circuits basiques)
- Réparation plutôt que remplacement
- Fabrication locale avec des imprimantes 3D partagées

Regroupement :

- Fab Labs et ateliers de réparation locaux
- Communautés de makers et bricoleurs (20-100 personnes)
- Associations de promotion du low-tech
- Réseaux d'entraide technique entre voisins
- Ateliers intergénérationnels (jeunes/anciens échangent de savoirs)

Objectifs :

- Réduire sa dépendance : GAFAM, multinationales du numérique...
- Maintenir des capacités techniques en cas de crise
- Développer l'autonomie locale et la résilience
- Créer des alternatives durables et réparables
- Transmettre les savoirs pratiques qui se perdent

Coût estimé :

- Raspberry Pi complet : 80-150 €
- Arduino starter kit : 30-60 €
- Outils de base : 200-500 €
- Formation initiale : gratuite (YouTube, communautés)

Fiche #4-2 : Principe du colibri (faire sa part)

Domaine d'activité : Autonomie pratique et action individuelle

Style d'action : Quotidienne – Engagement personnel

Description : Inspiré du conte amérindien de Pierre Rabhi : face à l'incendie de la forêt, le petit colibri transporte des gouttes d'eau avec son bec. « Je le sais que ce n'est pas grand-chose, alors je fais ma part. » (ce qui est en mon pouvoir)

Actions individuelles concrètes :

- Soutenir maraîchers et agriculteurs locaux (qualité alimentaire)
- Privilégier le commerce éthique et les artisans locaux
- Devenir activiste, blogueur-influenceur dans son domaine
- S'engager politiquement (électeur, candidat local, conseiller municipal)
- Acquérir du matériel réparable plutôt que jetable
- Gérer son temps (agitation) et/ou sa vitesse de vie (distance travail-maison), résister à l'accélération incontrôlée qui empêche les pauses de réflexion ou de paix intérieure
- Parler avec les voisins (75 %) plutôt qu'avec l'IA (20 %) ou les réseaux sociaux (5 %)
- Refuser la course au « dernier gadget technologique » typique du geek

Actions renforcées (engagement plus poussé) :

- Devenir producteur agricole ou artisanal
- S'opposer au diktat de l'UE qui étouffe les producteurs
- Créer une entreprise locale respectueuse
- Enseigner ses compétences aux plus jeunes

Regroupement :

- Action principalement individuelle
- Coordination locale avec voisins et amis (5-20 personnes)
- Réseau des « colibris » (mouvement Pierre Rabhi)
- Groupes d'achat collectifs, AMAP...
- Associations locales d'une transition écologique « du vrai » non lobbyisée/politisée

Objectifs :

- Reprendre le contrôle de sa consommation et de ses choix
- Créer un modèle alternatif par l'exemple
- Réduire son empreinte d'une écologie vraie et sociale
- Maintenir l'espoir par l'action concrète
- Inspirer son entourage par la cohérence personnelle

Impact psychologique :

- Lutte contre le découragement et l'écoanxiété
- Sentiment d'utilité et de cohérence personnelle
- Récupération du pouvoir d'agir individuel
- Modèle pour les enfants et l'entourage

Fiche #4-3 : Circuits courts et production locale

Domaine d'activité : Autonomie pratique et souveraineté alimentaire

Style d'action : Économique – Consommation responsable

Description : Court-circuiter la grande distribution et l'agro-industrie en privilégiant massivement les producteurs locaux. Recréer des liens directs producteur-consommateur.

Solutions pratiques :

- AMAP et similaire
- Paniers paysans et marchés de producteurs
- Magasins de producteurs et vente directe à la ferme
- Groupements d'achat collectifs entre voisins
- Jardins partagés et potagers urbains
- Conserves et congélation pour étaler les achats saisonniers

Privilégier le produit local intelligent — *fait en France* :

- Éviter les produits Mercosur (viande Argentine, volaille brésilienne ou ukrainienne...) qui n'ont pas notre qualité et ceux dont le sol abonde en cadmium, par exemple
- Lire obligatoirement l'origine sur l'étiquette : méfiance sur les transformés « fabriqués en France » (porc allemand dans les rillettes...), lentilles canadiennes (dont la culture est autorisée avec le diquat [désherbant interdit en UE] comme dessiccant [desséchant] pré-récolte — herbicide interdit en UE depuis 2019). Ce produit reste en usage au Canada, avec des résidus détectables dans le produit fini...
- Privilégier les labels locaux authentiques

Regroupement :

- Familles individuelles qui s'organisent
- Groupements d'achat de 10-50 familles
- Associations de consommateurs locaux
- Réseaux inter-AMAP pour mutualiser
- Coopératives alimentaires de quartier

Objectifs :

- Garantir la qualité et traçabilité alimentaire
- Soutenir économiquement les producteurs français
- Réduire les trajets de transport
- Recréer du lien social producteur/consommateur
- Développer la souveraineté alimentaire locale

Limite réaliste :

- Discrimination sociale (coût plus élevé)
- Accessibilité géographique (rural *vs* urbain)
- Équation impossible : pouvoir d'achat *vs* éthique
- Reste socialement et géographiquement discriminant

Impact concret :

- Même 20 % d'achat direct = différence énorme pour l'agriculteur
- un panier/semaine > 1000 €/an directement au maraîcher
- Multiplication des impacts si 1000 familles participent

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #4-4 : Jardins familiaux et potagers urbains

Domaine d'activité : Autonomie pratique et souveraineté alimentaire

Style d'action : Productive – Autoproduction alimentaire

Description : Développer massivement les jardins particuliers et potagers urbains pour reconquérir notre autonomie alimentaire. La France compte environ 17 millions de jardins privés, soit près d'un million d'hectares de surface cultivable potentielle. C'est l'équivalent du vignoble national ou de la région Île-de-France (source : enquête CNIH/SOFRES, actualisée).

Potentiel :

- Un potager de 100 m² produit environ 5 kg/m² de légumes par an (parfois bien plus) avec film plastique de culture et mise en bocal. Cela peut couvrir une part des besoins en légumes frais d'une famille de 4 personnes sur 4-5 mois¹⁴.

Actions à mener :

- Analyse du sol en question
- Conversion des pelouses (les interdire ?!) en potagers productifs, faire pousser des fleurs comestibles...
- Jardins partagés dans chaque quartier et ville
- Sauvegarde et échange de semences anciennes (résistance *versus* semences OGM), www.kokopelli-semences.fr, www.semencespaysannes.org...
- Formation permaculture accessible à tous
- Compostage domestique et récupération d'eau de pluie¹⁵
- Arbres fruitiers et plantes vivaces pour autonomie durable

Regroupement :

- Initiatives familiales, individuelles d'abord
- Associations de jardins partagés (20-100 familles)
- Réseaux d'échange de graines et plants (100 - 1 000 personnes)
- Coopératives d'achat de matériel de jardinage

- Formation intergénérationnelle (anciens transmettent aux jeunes)

Objectifs :

- Réduire la dépendance à l'agro-industrie et à la grande distribution
- Garantir la qualité nutritionnelle et gustative de l'alimentation
- Créer une résilience alimentaire en cas de crise
- Reconnecter avec les cycles naturels et les saisons
- Transmettre les savoirs agricoles traditionnels
- Résister aux interdictions sur les semences libres

Base économique :

- Investissement initial : 200-500 € pour outillage de base
- Retour sur investissement : 6-12 mois (économies alimentation)
- Un million d'hectares cultivés en maraîchage intensif produiraient théoriquement plusieurs fois la consommation nationale de légumes — même 10 % de cette surface (sous serre) suffirait à couvrir les besoins.
- Création d'emplois locaux : maraîchers, formateurs, vendeurs de graines

14. « Test sur bâches maraîchères », *La Forêt Nourricière*, <https://laforetnourriciere.org/test-sur-baches-maraicheres> – Perrine et Charles Hervé-Gruyer, *Vivre avec la terre*, 3 vol. (Arles : Actes Sud, 2019), pp. 446-447. – Gérard Ducerf, *Fascicule des conditions de levée de dormance des plantes bio-indicatrices* (Briant : Promonature, s.d.). – Didier Helmstetter, *Le potager du paresseux : ou comment produire des légumes plus que bio, sans travail du sol, sans engrais, sans pesticide*, éd. revue et augm. (Tana éditions, 2025). – Pour créer sa forêt nourricière : Martin Crawford, *La Forêt-Jardin* (Paris, éd. Ulmer, 2017).

15. La récupération d'eau de pluie est légale en France (décret n° 2024-796 et arrêté du 12 juillet 2024, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2024) pour les usages extérieurs et, sous conditions, pour certains usages intérieurs (toilettes, lavage des sols) ; le lavage du linge avec eau de pluie brute requiert une déclaration en préfecture — renseignez-vous auprès de votre mairie avant toute connexion au réseau domestique. Décret n° 2024-796 du 12 juillet 2024, legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049962670 — Arrêté du 12 juillet 2024, legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049962813

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #4-5 : Résilience familiale

— de la sagesse de nos aïeux à la préparation aux crises majeures

Domaine d'activité : Autonomie pratique et résilience systémique

Style d'action : Préparative – du bon sens quotidien à l'anticipation des crises majeures

Description : Nos grands-parents conservaient toujours plusieurs mois de provisions — une sagesse que l'abondance contemporaine a fait oublier et que la covid-19 a cruellement rappelée. Certains dirigeants sembleraient développer « une idée fixe » sur le CO₂ tout en négligeant notre capacité de résilience concrète : où sont nos réserves stratégiques, nos plans de survie, nos préparations aux catastrophes collectives ? Les maires sont aujourd'hui quasiment les seuls élus formés à la gestion de crise — chaque famille devrait faire de même, à son échelle.

Ce que cette fiche n'est pas : il ne s'agit pas de construire un bunker, ni de préparer l'apocalypse, ni même de générer de l'anxiété. Il s'agit simplement de retrouver le bon sens de nos grands-parents, qui conservaient toujours plusieurs mois de provisions. Une sagesse que l'abondance contemporaine, que le transport en livraison « juste à temps » nous ont faits oublier, et que la covid-19 a cruellement rappelée sans le nommer vraiment. Puis tout ceci est passé aux oubliettes.

Action à mener — Niveau 1 — Sagesse de nos aïeux (autonomie 2 semaines minimum)

Réserves de base :

- Eau : 2 litres/personne/jour + eau de cuisson et hygiène (jerricanes) et filtreur d'eau avec pastilles de décontamination
- Alimentation non périssable : riz, légumineuses, conserves, sucre, sel, huile
- Médicaments essentiels et ordonnances en double
- Lampes frontales, bougies, allumettes, batterie externe chargée
- Radio à piles ou manivelle pour informations en cas de coupure réseau
- Argent liquide (les terminaux de paiement tombent avec l'électricité)

Autonomie énergétique minimale :

- Panneau solaire portable + batterie de secours pour recharger téléphones
- Réchaud à gaz camping avec recharges stockées
- Couvertures de survie (légères, peu coûteuses, très efficaces)
- Prioriser isolation thermique et chauffe-eau solaire : premier retour sur investissement, zéro dépendance au réseau¹⁶

Réseau de proximité :

- Connaître ses voisins — la solidarité locale est la première résilience
- Identifier les compétences utiles dans son quartier (médecin, agriculteur, électricien)
- Se renseigner auprès de sa mairie sur le Plan Communal de Sauvegarde (PCS)
- Formation PSC1 devenu PSC (Premiers Secours Citoyen depuis 2024), une journée à 40-75 €, Croix-Rouge ou autres structures

Action à mener — Niveau 2 — Préparation aux crises majeures (effondrement systémique)

Préparation alimentaire :

- Stocks de nourriture non périssable dans l'immédiat (6 mois minimum)
- Graines reproductibles et matériel de jardinage
- Techniques de conservation : conserves, séchage, fermentation
- Réseaux de producteurs locaux et circuits courts
- Cuisinières alternatives (bois, gaz, solaire)

Autonomie énergétique renforcée :

- Rejoindre ou créer une coopérative énergétique citoyenne locale : production

16. Formation PSC1 : Croix-Rouge française (www.croix-rouge.fr), Protection Civile (www.protection-civile.org), sapeurs-pompiers locaux. — Plan Communal de Sauvegarde : demandez-le à votre mairie.

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

- solaires collective, tarifs indépendants du marché européen¹⁷
- Panneaux solaires individuels avec batteries
- Générateurs de secours (éolien, hydraulique, thermique)
- Stocks de combustibles : bois, gaz, carburants
- Isolation renforcée et chauffage basse consommation
- Éclairage autonome : LED, bougies, lampes à huile
- L'économie. Interpeller les élus locaux sur le mécanisme absurde du marché européen de l'énergie : la France produit plus qu'elle ne consomme. Or ses prix sont indexés sur le gaz allemand (marché absurde de l'électricité qui ne se stocke pas)

Préparation matérielle :

- Outils manuels de base (sans électricité)
- Trousse médicale complète et médicaments essentiels
- Réserves d'eau et systèmes de filtration
- Moyens de communication : radios, talkies-walkies
- Système monétaire alternatif : métaux précieux, troc

Organisation collective :

- Groupes de résilience locale (20-50 familles)
- Plans d'entraide et mutualisation des ressources
- Réseaux de compétences complémentaires
- Gouvernance de crise et prise de décision rapide

Regroupement :

- Communautés intentionnelles et écovillages
- Associations de survivalistes responsables
- Réseaux de permaculture et transition
- Groupes d'achat et stockage collectif
- Formation mutuelle aux techniques de résilience

Scénarios de déclenchement

Scénario modéré (Niveau 1 suffisant) :

- Panne électrique prolongée, grève des transports, intempéries majeures

- Rupture temporaire d'approvisionnement, pandémie ou catastrophe localisée
- Scénario sévère (Niveau 2 nécessaire) :*
- Effondrement financier et hyperinflation
 - Pénuries énergétiques et *black-out* généralisés
 - Troubles sociaux graves
 - Catastrophes naturelles ou climatiques majeures (ne pas confondre climat et météo)

Regroupement :

- Communautés intentionnelles et écovillages
- Associations de survivalistes responsables
- Réseaux de permaculture et transition
- Groupes d'achat et stockage collectif
- Coopératives énergétiques citoyennes (www.enercoop.fr, www.energie-partagee.org)
- Formation mutuelle aux techniques de résilience

Ressources utiles :

- Plan Communal de Sauvegarde de votre mairie (demandez-le, il existe partout)
- Formation PSC : Croix-Rouge, Protection Civile, pompiers locaux
- Résilience France (réseau citoyen) : resilience-france.fr

Coût supposé :

- Kit niveau 1, famille de 4 personnes : 200-400 € en une fois
- Kit niveau 2 : investissement progressif selon priorités familiales

Objectifs :

- Retrouver le bon sens de nos aïeux face à l'imprévu
- Réduire la dépendance aux chaînes d'approvisionnement et aux réseaux énergétiques centralisés
- Développer la solidarité de proximité comme première résilience
- Protéger sa famille et son entourage en cas de crise systémique
- Préserver les savoirs et techniques essentiels
- Créer les bases d'une reconstruction post-crise si nécessaire

17. Enercoop (coopérative d'énergie renouvelable), www.enercoop.fr — Énergie Partagée (investissement citoyen), www.energie-partagee.org

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #4-6 : Semences paysannes et biodiversité cultivée

Domaine d'activité : Autonomie pratique – Souveraineté alimentaire et résistance à l'agro-industrie

Style d'action : Concrète – Du geste individuel à la résilience collective

Description : Contrôler les semences, c'est contrôler la nourriture. Contrôler la nourriture, c'est contrôler les peuples. Les semences F1 hybrides imposées par l'agro-industrie ne sont pas reproductibles : la génération suivante (F2) ne bénéficie plus de l'effet hétérosis¹⁸ (vigueur hybride de 1^{re} génération), les caractères de dégénérescence réapparaissent massivement et la récolte est catastrophique. Chaque agriculteur se trouve ainsi condamné à racheter ses semences chaque année auprès des mêmes fournisseurs. Les semences paysannes reproductibles constituent à la fois un acte de résistance économique, une préservation du patrimoine biologique commun, et une assurance-vie alimentaire collective. Les chapitres 5 et 6 documentent les acteurs français de cette reconquête.

18. François Delmont et Patrick De Kochko, «Hybrides F1 : un outil efficace pour mettre les paysans sous dépendance», Inf'OGM, mai 2012, infogm.org/article_journal/hybrides-f1-un-outil-efficace-pour-mettre-les-paysans-sous-dependance

Actions à mener :

À l'échelle individuelle et familiale :

- Acheter ses premières semences reproductibles auprès d'associations paysannes (Kokopelli, Graines de Noé, Ferme Sainte-Marthe...)¹⁹
- Apprendre à récolter, sécher et conserver ses propres graines dès la première saison
- Tenir un carnet de semences : variétés, dates de récolte, conditions de conservation, taux de germination

À l'échelle collective :

- Créer ou rejoindre une bibliothèque de semences locale (association, espaces partagées, bibliothèque municipale)
- Organiser des échanges de semences (marchés, fêtes de quartier, réseaux AMAP)
- Sensibiliser jardiniers amateurs et maraîchers au problème de la stérilité des F1

Sur le plan politique :

- Soutenir les associations qui se battent contre la brevetabilité du vivant en Europe
- Interpeller les élus locaux pour que les communes réservent des espaces à la culture de variétés anciennes
- Documenter et signaler les pressions exercées sur les agriculteurs pratiquant les semences paysannes

Base juridique : Vente des semences paysannes non inscrites strictement encadrée (CJUE C-59/11, 12 juill. 2012). En revanche, échanges associatifs, *graines d'héritage familial* (libres en semis de ferme pour paysans, art. 14 dir. 2002/55/CE) et échanges directs entre jardiniers amateurs : libres. La vente commerciale de variétés non cataloguées reste techniquement illégale mais tolérée en pratique (CA Nancy, 9 sept. 2014).

Regroupement :

- Jardiniers individuels (échange de balcon à balcon)
- AMAP, jardins partagés, tiers-lieux agricoles
- Réseau national Semences Paysannes

Objectifs :

- Reconquérir une autonomie alimentaire non dépendante des monopoles industriels
- Préserver la biodiversité cultivée menacée par l'uniformisation variétale
- Créer des chaînes de résilience alimentaire locale indépendantes des circuits industriels

19. Kokopelli (semences paysannes), www.kokopelli-semences.fr • Graines de Noé, www.graines-de-noe.org • Ferme de Sainte-Marthe, www.fermedesaintemarthe.com • Réseau Semences Paysannes, www.semencespaysannes.org
Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #4-7 : Résister à l'escrologie : écologie de terrain contre idéologie d'une écologie de contrôle

Domaine d'activité : Autonomie pratique – Écologie réelle *vs* écologie instrumentalisée

Style d'action : Concrète et critique – Action locale, résistance aux fausses solutions

Description : Le chapitre 14 affiche le terme « escrologie » pour désigner l'écologie confisquée par les intérêts financiers et institutionnels : crédits carbone fantômes, ZFE (zones à faibles émissions, à vérifier selon la ville²⁰) qui sanctionnent les pauvres sans réduire la vraie pollution. Ces normes européennes détruisent en outre les petits producteurs au profit des industriels. Face à cette écologie de contrôle, l'écologie de terrain — circuits courts, monnaies locales, jardins partagés — produit de vrais résultats sans passer par les « marchés de la vertu ».

Actions à mener :

20. Cf. fin de chapitre 14, *Escrologie : quand l'écologie devient business*.

Distinguer et nommer :

- Apprendre à identifier les marqueurs de l'escrologie : qui finance ? qui profite ? les pauvres paient-ils pour les riches ?
- Nommer publiquement les fausses solutions : un crédit carbone vendu par une banque d'affaires n'est pas de l'écologie
- Refuser la culpabilisation individuelle qui détourne l'attention des responsabilités industrielles et institutionnelles

Pratiquer l'écologie réelle :

- Rejoindre ou créer une AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne)
- Participer à un jardin partagé ou lancer un projet de jardin en pied d'immeuble
- Expérimenter une monnaie locale complémentaire pour dynamiser les échanges de proximité²¹
- Réparer plutôt que remplacer : rejoindre un *Repair Café* local (atelier de réparation collaborative)

Peser politiquement :

- Interpeller les élus locaux sur les possibles ZFE et le tout électrique (extractions des métaux très polluants) : qui peut réellement acheter un véhicule « propre » ?

- Soutenir les agriculteurs locaux contre les normes européennes inégalitaires et le Mercosur non conforme à nos propres normes
- Documenter les effets réels des politiques écologiques officielles sur les populations précaires

Regroupement :

- Réseaux AMAP, jardins partagés, coopératives alimentaires
- www.repaircafe.org et ressourceries locales
- Réseau des monnaies locales complémentaires françaises²²

Objectifs :

- Pratiquer une écologie ancrée dans le réel local et bénéfique à tous, pas seulement aux plus aisés
- Résister à la récupération de « l'urgence climatique » à des fins de contrôle social et économique, à rediriger sur la véritable pollution et le respect du sol
- Créer des alternatives visibles qui démontrent que d'autres modes de vie sont possibles et désirables

21. Wörgl (Autriche, 1932) ; expérience historique de monnaie locale anticrise : cf. chapitre 15, section 10-A de l'essai.

22. Réseau SOL Monnaies Locales, sol-monnaies-locales.org — exemple : Le Pezh, www.pezh.bzh (Trégor et Goëlo, alentour de Guingamp)

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #4-8 – Reprendre le contrôle de sa santé : médecine de dissidence éclairée

Domaine d'activité : Autonomie pratique – Santé personnelle et familiale hors dépendance institutionnelle

Style d'action : Personnelle et collective – Éducation thérapeutique et réseaux de soignants alternatifs

Description : Le chapitre 13 documente les 212 000 hospitalisations iatrogènes (causées par le traitement médical lui-même) annuelles en France, causées par les traitements eux-mêmes. Il décrit aussi l'émergence de mouvements médicaux dissidents : l'O.U.P.S. (Ordre Universel des Praticiens de la Santé, JO du 27 juin 2023), franco-belge, et le MEHA (*Make Europe Healthy Again*). Ce dernier, lancé au Parlement européen le 15 octobre 2025, est coordonné en France par le Dr Louis Fouché²³). Ces mouvements défendent le principe *Primum non nocere* (« d'abord ne pas nuire »). Reprendre le contrôle de sa santé ne signifie pas rejeter la médecine : c'est s'informer suffisamment pour être un patient actif au consentement éclairé. C'est aussi choisir ses soignants avec discernement, et ne pas confondre l'intérêt du patient avec l'intérêt de l'industrie pharmaceutique.

23. Dr Louis Fouché, membre du comité de pilotage de MEHA et responsable de la section française, indepnews.org/fr/meha-est-lance-au-parlement-europeen (16 oct. 2025).

Actions à mener :

Devenir un patient actif :

- Apprendre à lire une notice médicament : indications réelles, effets secondaires, conflits d'intérêts du prescripteur
- Demander systématiquement un ou plusieurs avis pour tout diagnostic sérieux
- Consulter la base de données publique des liens d'intérêts entre médecins et industrie (Transparence Santé²⁴)
- Développer des compétences de premiers secours et de médecine préventive au sein du foyer

Construire un réseau de soignants de confiance :

- Identifier dans son territoire les médecins pratiquant une médecine intégrative (médecine holistique personnalisée) ou préventive
- Rejoindre des associations de patients engagés dans la défense de leurs droits
- Partager les bonnes adresses entre voisins et membres de groupes citoyens

Agir collectivement :

- Soutenir les médecins « dissidents » victimes de poursuites disciplinaires de l'Ordre pour avoir exprimé des avis « non conformes » — poursuites dont les

critères et les éventuels conflits d'intérêts méritent d'être questionnés

- Interpeller les agences sanitaires (HAS, ANSM) sur leurs procédures de validation et leurs sources de financement
- Participer au débat sur la désertification médicale : exiger des solutions de terrain, pas des applications numériques ni des consultations à distance

Regroupement :

- Familles et cercles proches (partage de compétences de soins de base)
- Associations de patients et collectifs de soignants alternatifs
- Réseaux de médecins engagés dans la médecine intégrative

Objectifs :

- Réduire la dépendance aux prescriptions systématiques (chaque cas est unique) et aux hospitalisations évitables
- Construire une culture familiale et locale de la santé préventive
- Retrouver le cycle du médecin de famille d'antan et sa confiance en ses diagnostics
- Peser démocratiquement sur les politiques de santé publique

24. Ministère de la Santé, Transparence Santé (base publique des liens d'intérêts médecins/industrie), www.transparence.sante.gouv.fr

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #4-9 : Résilience financière individuelle

Domaine d'activité : Autonomie pratique et souveraineté personnelle

Style d'action : Individuel — Protection patrimoniale et diversification

Description : Le cas du colonel suisse Jacques Baud est emblématique : inscrit le 15 décembre 2025 sur la liste de sanctions UE liées à la Russie (Décision PESC 2025/2572)²⁵, aux côtés d'oligarques et d'agents présumés du Kremlin (!). Il s'est retrouvé sans accès à ses comptes, sans préavis ni procédure judiciaire. Il semblerait qu'UBS ait bloqué ses comptes suisses alors que la Suisse n'avait pas repris les sanctions. Comble de l'absurde : ses « propagandes » n'étaient que des analyses stratégiques — le métier même qu'il avait exercé pour l'ONU et l'OTAN. Quand l'expertise contredit le récit officiel, serait-elle traitée comme un délit ?

Cette fiche s'adresse à deux profils. 1) Le citoyen ordinaire protège son épargne contre les crises bancaires : diversification simple, métaux précieux, liquidités. 2) Le citoyen exposé — auteur, lanceur d'alerte, militant, journaliste, entrepreneur — doit anticiper un blocage administratif ciblé et appliquer l'ensemble des mesures dès que son exposition publique devient significative.

Principe fondamental :

Un compte bancaire unique, c'est un robinet que d'autres peuvent fermer. Quant à l'or : ce n'est pas lui qui monte en valeur, c'est la monnaie qui descend. Détenir de l'or, c'est refuser de subir une érosion monétaire que certains économistes qualifient d'organisée.

Actions à mener :

Diversifier ses établissements :

- Répartir son épargne sur au moins deux établissements distincts (banque classique + banque mutualiste ou en ligne)
- Ouvrir un compte dans une banque hors UE — légal, obligatoirement déclaré au fisc français (formulaire CERFA 3916) — indispensable pour tout citoyen exposé publiquement ; noter toutefois qu'une pression informelle peut s'exercer même hors UE, comme le montre le cas Baud avec UBS
- Conserver une réserve de liquidités physiques à domicile

Intégrer les métaux précieux :

- Acquérir or et/ou argent physique (pièces ou lingots) auprès de revendeurs agréés ; préférer les pièces à cours légal (Napoléon, Philharmonique, Maple Leaf) ; plus faciles à revendre et reconnues universellement
- Conserver les métaux hors système bancaire ; coffre personnel, jamais en coffre bancaire
- Commencer modestement : quelques pièces d'argent dès 30 € constituent un premier filet de sécurité

Vigilance absolue à l'achat :

- Certains revendeurs rachètent l'or massif au prix du plaqué — exiger un certificat d'authenticité et faire expertiser par un tiers indépendant avant tout achat hors enseigne reconnue
- Ne jamais acheter de particulier à particulier sans expertise préalable

25. Rafael Lutz, « UBS bloque les fonds de Jacques Baud », *Die Weltwoche*, 25 févr. 2026, [weltwoche.ch/fr/ticker/affaire-jacques-baud](https://www.weltwoche.ch/fr/ticker/affaire-jacques-baud) (dossier complet, accès libre) — RTS, « Jacques Baud va interpellier l'Union européenne suite aux sanctions », 23 déc. 2025, [rts.ch/info/suisse/2025/article/ancien-espion-suisse-sanctionne-par-l-ue-conteste-les-accusations-pro-russes-29099379.html](https://www.rts.ch/info/suisse/2025/article/ancien-espion-suisse-sanctionne-par-l-ue-conteste-les-accusations-pro-russes-29099379.html)

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Compléments :

- Monnaies locales complémentaires (voir fiche #8-2) pour les échanges de proximité

Outils :

- Revendeurs agréés : CPoOr, Gold Avenue (mais bien vérifier, je décline toute responsabilité.)
- Prix en temps réel : goldprice.org — silverinstitute.org
- Cadre légal : Bofip (impots.gouv.fr) ; taxe forfaitaire métaux précieux : 11,5 % sur l'or

Objectifs :

- Disposer d'une épargne qu'aucun acteur administratif ne peut bloquer unilatéralement
- Maintenir sa capacité d'action en cas de crise bancaire, de gel de compte ou d'instabilité systémique
- Sortir partiellement du circuit financier dématérialisé, entièrement traçable et contrôlable

Fiche #5-1 : Culture contre totalitarisme

Domaine d'activité : Résistance culturelle et préservation de l'humanité

Style d'action : Culturelle – Résistance par la beauté

Description : Cultiver systématiquement la grande culture, l'art et la beauté comme rempart spirituel contre l'oppression. Inspiré de Václav Havel et d'Alexandre Soljenitsyne durant les régimes totalitaires.

Actions à mener :

- Cultiver la poésie, littérature, musique, arts plastiques...
- Pratiquer la cuisine créative et le jardinage artistique
- Jouer avec les enfants, leur lire des histoires (contes) le soir
- Contempler les couchers de soleil, étoiles filantes, beautés naturelles
- Organiser des soirées culturelles chez soi
- Créer des œuvres d'art personnelles (même comme « amateur »)
- Créer des espaces de transmission explicite entre générations : grands-parents, parents et enfants autour des savoir-faire concrets (cuisine, réparation, jardinage, navigation sans GPS)
- Documenter et archiver les mémoires vivantes : témoignages d'ainés sur les périodes de crise, d'occupation, de résistance ; avant qu'ils ne disparaissent
- Organiser des « veillées citoyennes » où les plus anciens transmettent leur lecture politique et historique du monde aux plus jeunes, hors médias et écrans
- Résister à la fracture numérique inter-générationnelle : ne pas laisser les aînés exclus des outils citoyens ni les jeunes déconnectés de la mémoire de nos aïeux
- Retrouver ce mode de vie des veillées d'antan²⁶ surtout en automne et hiver

Principe fondamental : « Faites l'amour, pas la guerre ». Le chien (tyran) aboie, la caravane passe. Ne prêter attention aux adversaires

qu'à travers un avocat ; les ignorer presque toujours.

Regroupement :

- Cercles culturels familiaux et amicaux
- Associations artistiques locales (20-50 membres)
- Réseaux d'artistes résistants
- Salons littéraires et musicaux dans les foyers
- Ateliers créatifs intergénérationnels
- Associations intergénérationnelles locales, EHPAD ouverts sur le quartier, écoles pratiquant les échanges avec des personnes âgées
- Projet de type « Mémoires vives » : collecte systématique de témoignages oraux dans chaque commune

Objectifs :

- Préserver le capital de paix intérieure, de réalité et de beauté
- Maintenir la connexion à la beauté, l'amour, la spiritualité
- Résister à la déshumanisation par l'art
- Créer des îlots de résistance culturelle
- Transmettre les valeurs humanistes aux générations futures

Base philosophique :

- Héritage de la résistance tchèque et russe face au totalitarisme
- La beauté comme antidote universel à la barbarie
- L'art comme langage de liberté indestructible
- Tradition française de l'art de vivre comme résistance

26. Les veillées d'antan étaient ces réunions conviviales paysannes, surtout en automne-hiver, où voisins et famille se serraient autour du feu pour partager chaleur, lumière et liens sociaux. C'était un mode de vie solidaire : travail manuel collectif (casser noix, filer, réparer...), jeux de cartes, contes, chants et ragots ; le tout nourri de vin chaud ou crêpes. Elles combattaient froid et solitude, renforçant la communauté face à la précarité. L'électricité et l'urbanisation les ont éradiquées, mais on les redécouvre au travers du *Repair Cafés* ou en espace partagé.

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #5-2 : Triple positivité numérique

Domaine d'activité : Résistance culturelle et guerre psychologique positive

Style d'action : Numérique – Action collective coordonnée

Description : Inonder les réseaux sociaux de contenus positifs pour contrer la négativité ambiante et reprogrammer les algorithmes. Certes, bombarder Instagram de couchers de soleil ne réformera pas le système institutionnel en profondeur — mais ça énerve les algorithmes qui amplifient l'anxiété, et c'est déjà ça ! Principe d'équilibre positif : viser un ratio d'au moins 3 contenus positifs pour 1 négatif. Ce chiffre est indicatif, à ajuster selon sa propre résilience (certains s'en tirent avec du 1:1, d'autres ont besoin de bien davantage).

Types de contenus à privilégier :

- Beauté naturelle : paysages, couchers de soleil, animaux...
- Créations artistiques : musique, peinture, sculpture, poésie...
- Témoignages inspirants : actes de solidarité, réussites locales...
- Traditions culturelles : artisanat, cuisine, fêtes populaires...
- Initiatives positives : permaculture, innovations écologiques...
- Moments de joie simple : enfants qui jouent, sourires, célébrations...

Actions à mener :

- Créer quotidiennement du contenu positif (photo, texte, vidéo)
- Partager massivement les belles choses découvertes
- Commenter positivement les publications alignées
- Ignorer ou masquer les contenus toxiques
- Suivre des comptes orientés beauté/art/inspiration
- Organiser des « journées thématiques » coordonnées

Regroupement :

- Réseaux coordonnés de 50-200 personnes
- Hashtags unificateurs : *#BeautéRésistance #CultureContreTotalitarisme... (volontairement naïfs — l'ironie est permise, et le ridicule ne tue pas le système)*
- Planification collective : « journées thématiques » (art, nature, solidarité)
- Création de « brigades de positivité » locales
- Groupes privés pour coordination sans censure

Objectifs :

- Reprogrammer les algorithmes vers le positif
- Créer un environnement numérique ressourçant
- Offrir une alternative aux contenus anxigènes ou morbides (l'interdire aux enfants)
- Construire une résistance culturelle collective
- Influencer positivement l'humeur collective nationale (*oui, rien que ça, après tout l'humour est contagieux, tant qu'on ne s'injecte pas de mauvaises nouvelles*)

Base scientifique :

- Neuroplasticité : le cerveau se structure selon ce qu'il consomme
- Effet miroir : la beauté appelle la beauté
- Contagion émotionnelle : les émotions se propagent sur les réseaux
- Résilience psychologique : exposition au beau = meilleure santé mentale

Fiche #5-3 : Sciences citoyennes et contre-expertise

Domaine d'activité : Information alternative – Production de savoirs indépendants et vérification par les pairs

Style d'action : Intellectuelle et collective – Recherche citoyenne organisée

Description : L'expertise n'est pas le monopole des institutions. Des collectifs citoyens ont produit des analyses qui ont mis en défaut des rapports officiels. Ces travaux portaient sur la qualité de l'air, la contamination des sols, les effets des pesticides, les données électorales. La science citoyenne n'est pas une science au rabais : c'est une science ancrée dans le réel local, menée par des gens qui vivent les conséquences de ce qu'ils étudient. Le chapitre 23, *Terra incognita numérique : apprivoiser l'IA au service du peuple*, la désigne comme un « phare dans la nuit » face à l'opacité institutionnelle.

Actions à mener :

Produire des données locales :

- Mesurer la qualité de l'air, de l'eau, des sols avec des capteurs accessibles (stations Atmo citoyennes, kits de test)
- Recenser les logements vacants, les fermetures de services publics, les dérogations accordées aux promoteurs
- Documenter photographiquement et géographiquement les dégradations environnementales ou institutionnelles

Organiser la contre-expertise :

- Constituer un groupe mixte : citoyens, enseignants, retraités compétents, étudiants en master
- Apprendre à lire un rapport officiel : identifier les hypothèses retenues, les données absentes, les commanditaires
- Publier les résultats via des médias indépendants ou des rapports associatifs

Créer des réseaux de validation :

- Soumettre les analyses à d'autres groupes citoyens pour peer-review informel
- Contacter des chercheurs universitaires non inféodés pour avis extérieur
- Archiver systématiquement les données brutes pour permettre la vérification future

Regroupement :

- Groupes locaux thématiques (environnement, logement, santé)
- Coordination interdépartementale pour comparer les données
- Lien avec des observatoires citoyens existants (Observatoire des multinationales²⁷, *Pesticide Action Network*)

Objectifs :

- Produire des preuves que les institutions ne peuvent pas ignorer indéfiniment
- Rompre le monopole de l'expertise institutionnelle sur la définition des problèmes
- Nourrir les recours juridiques, les interpellations électorales et les campagnes médiatiques

27. Observatoire des multinationales, www.multinationales.org

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

SECTION 3 : ALTERNATIVES STRUCTURELLES

DOMAINES CONCERNÉS :

DOMAINE 6, SERVICES ESSENTIELS

DOMAINE 7, INFORMATION ALTERNATIVE

Famille protégée, autonomie acquise : il est temps de bâtir les structures alternatives qui préfigurent la société de demain. Cette section passe de la défense à la construction positive.

Les services essentiels d'abord : santé libérée de Big Pharma, coopératives alimentaires, réseaux d'entraide. Supplanter progressivement les institutions qui auraient failli à leur mission par des alternatives citoyennes. Prouver par l'exemple qu'un autre modèle fonctionne.

L'information alternative ensuite : médias indépendants, réseaux de journalistes libres (de citoyens), plateforme de fact-checking citoyen. Briser la concentration informationnelle qui maintient les citoyens à l'écart des contre-récits.

Ces domaines construisent l'infrastructure de la résistance civique et démocratique : un écosystème parallèle où les familles engagées peuvent vivre selon leurs valeurs, s'informer véritablement, se soigner sagement, éduquer leurs enfants librement.

C'est la stratégie du contournement : plutôt que d'attendre la réforme hypothétique du système institutionnel, créer immédiatement les solutions alternatives. Montrer la voie par l'action concrète.

Fiche #6-1 : Médecine libérée et préventive

Domaine d'activité : Services essentiels et santé indépendante

Style d'action : Organisationnelle – Alternative aux institutions corrompues

Description : Créer un système de santé parallèle et indépendant, libéré des influences pharmaceutiques et politiques. Supplanter les structures ordinales dont l'indépendance serait compromise, par des alternatives libres et respectueuses du patient.

Actions à mener :

- Adhérer à l'OUPS²⁸ (Ordre Universel des Praticiens de Santé)
- Soutenir les médecins suspendus pour avoir gardé leur intégrité
- Promouvoir la médecine préventive *vs* profits curatifs chroniques
- Développer la salutogénèse²⁹ (approche positive de la santé)
- Former aux premiers secours et médecines naturelles
- Créer des réseaux de soignants libres et indépendants

Enjeu stratégique :

- Lutter contre les vraies causes : malbouffe, sédentarité, pauvreté
- Privilégier la prévention *vs* réanimation high-tech
- Transparence totale des études cliniques (fin de l'influence du Big Pharma), ce qui ne veut pas dire que les médicaments sont mauvais, mais faire preuve de discernement pour éviter des anomalies, voire même le scandale macabre comme le Médiator
- Décentralisation : autonomie des praticiens *vs* contrôle technocratique
- Médecine de premier recours accessible à tous

Regroupement :

- Réseaux de professionnels de santé intègres (médecins, infirmiers, thérapeutes)
- Associations de patients et familles pour médecine libre

- Coopératives de soins de proximité (10-50 praticiens)
- Mutuelles de santé alternatives et solidaires
- Formation populaire aux soins de base et prévention

Objectifs :

- Libérer la médecine des influences politiques et pharmaceutiques
- Recentrer sur la prévention et les vraies causes de maladie
- Créer un système de santé vraiment au service des patients en simplifiant l'administratif du patient et du praticien
- Protéger les soignants intègres de la répression administrative (faire enfin appliquer l'alinéa 11 du Préambule de 1946) et garantir une qualité haute et constante des soins sur tout le territoire.
- Développer l'autonomie sanitaire des citoyens et communautés

Base scientifique :

- La pauvreté = déterminant majeur de santé révélé par la covid-19
- L'exercice physique et l'alimentation saine préviennent jusqu'à 80 % des principales maladies chroniques (maladies cardiovasculaires, AVC, diabète de type 2), selon l'OMS
- Approche salutogénique : se concentrer sur ce qui maintient en bonne santé
- Médecine basée sur les preuves *vs* médecine basée sur les profits

28. Ordre Universel des Praticiens de la Santé (OUPS), inscrit au Journal officiel le 27 juin 2023, www.ordreuniversel.org

29. Aaron Antonovsky, *Health, Stress and Coping*, San Francisco, Jossey-Bass, 1979 — vulgarisation francophone : Jean-Dominique Michel, www.jdmichel.com

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #6-2 : Coopératives énergétiques locales

Domaine d'activité : Services essentiels et souveraineté énergétique

Style d'action : Coopérative – Alternative à la privatisation énergétique

Description : Résister à la privatisation énergétique en créant des coopératives citoyennes de production et distribution d'énergie. Reprendre le contrôle local de cette ressource vitale.

Solutions énergétiques coopératives :

- Coopératives solaires citoyennes sur toits publics et privés
- Éoliennes participatives financées par les habitants
- Microcentrales hydrauliques gérées par les communes
- Réseaux de chaleur alimentés par biomasse locale
- Autoproduction énergétique avec revente du surplus
- Stockage collectif (batteries partagées, stations de pompage)

Résistance à la privatisation :

- Rachat citoyen des concessions énergétiques locales
- Opposition aux compteurs Linky (dont les capacités de collecte de données à distance suscitent des inquiétudes documentées)
- Mutualisation des ressources énergétiques entre voisins
- Régie publique municipale *vs* multinationales
- Tarification sociale et solidaire de l'énergie
- Indépendance vis-à-vis des fluctuations spéculatives

Regroupement :

- Coopératives énergétiques citoyennes (100-5 000 membres)
- Alliances avec collectivités locales progressistes
- Réseaux d'ingénieurs et techniciens engagés
- Associations de défense du service public énergétique
- Coordination nationale des coopératives énergétiques

Objectifs :

- Statuer sur les effets polluants des solutions éoliennes, ou par panneaux ou autres, altérant le bien-être local (nuisance sonore, pollution suite aux microparticules des hélices, oiseaux et poissons, recyclage...)
- Reprendre le contrôle démocratique de l'énergie en contestant les mécanismes de marché européen jugés défavorables aux consommateurs
- Assurer l'accès à l'énergie pour tous à prix abordable
- Choisir de développer ou d'abandonner les énergies renouvelables si elles s'avèrent trop coûteuses en subventions, en matériaux polluants ou pour l'environnement. Les bénéfiques doivent revenir à l'État pour les investissements, et non à des sociétés privées dont le modèle se révèle défavorable à l'intérêt général (l'énergie est un secteur hautement stratégique).
- Créer des emplois locaux non délocalisables
- Réduire la dépendance aux importations énergétiques
- Résister à la spéculation financière sur l'énergie
- Électrosensibilité prise vraiment en compte

Cadre légal :

- Loi sur l'énergie partagée et autoconsommation collective
- Statut coopératif reconnu et encouragé par l'État
- Retrouver des prix de l'électricité compétitifs, comparables à ceux d'avant la libéralisation du marché européen de l'énergie
- Possibilité de rachat des réseaux de distribution locale
- Tarif d'achat garanti pour les énergies renouvelables citoyennes

Fiche #6-3 : Coopératives de logement et transport

Domaine d'activité : Services essentiels et lutte contre la spéculation

Style d'action : Coopérative – Mutualisation solidaire

Description : Créer des alternatives coopératives pour contrer la spéculation immobilière et les restrictions de mobilité imposées aux classes populaires.

Action à mener :

- Habitat participatif intergénérationnel
- Coopératives d'habitants avec propriété collective du foncier
- Réhabilitation collective de friches urbaines et rurales
- Mutualisation des espaces communs (jardins, ateliers, buanderies)
- Autoconstruction encadrée et chantiers participatifs
- Accession sociale à la propriété via coopératives
- S'informer sur les coopératives d'habitants : en Suisse, près d'un quart du parc locatif de Zurich est coopératif (23,5 %, OFS 2022)³⁰ ; les loyers y sont structurellement 25 à 30 % inférieurs au marché³¹
- Initier ou rejoindre un projet d'habitat coopératif : le statut juridique existe en France (société coopérative d'HLM, bail réel solidaire) mais reste méconnu
- Soutenir l'encadrement des loyers là où il est en vigueur et son extension là où il ne l'est pas encore
- Peser pour la réquisition des logements vacants détenus par des personnes morales : le droit français le permet (articles L641-1 et suivants du code de la construction) — peu de maires l'utilisent faute de pression citoyenne

Solutions de transport solidaire :

- Covoiturage organisé et transport à la demande rural
- Coopératives de véhicules partagés (autos, vélos, utilitaires)
- Lignes de bus citoyennes pour territoires abandonnés
- Ateliers vélo participatifs et réparation collective
- Résistance aux restrictions de circulation des classes populaires
- Transport solidaire pour personnes âgées et handicapées

Regroupement :

- Coopératives d'habitants (20-100 familles par projet)
- Associations de transport solidaire rural (50-500 usagers)
- Réseaux d'architectes et artisans engagés dans l'habitat coopératif
- Alliances avec collectivités pour mise à disposition de foncier
- Mouvement national de l'habitat participatif
- Réseau national des coopératives d'habitants³²
- Coordination avec les associations de locataires (CLCV, CNL) pour les actions de pression politique

30. Office fédéral de la statistique (OFS), *Statistique des bâtiments et des logements — Relevé structurel, 2022*, www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/construction-logement/logements/logements-locataires.html

31. sotomo (mandat OFL), *Le point sur le logement d'utilité publique : une comparaison avec le locatif et la propriété*, Office fédéral du logement, www.bwo.admin.ch/dam/fr/sd-web/VTDjXJ5NoY7i/Gemeinnuetziges%20Wohnen.pdf

32. Habicoop, Fédération française des coopératives d'habitants et d'habitation, www.habicoop.fr

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Objectifs :

- Garantir l'accès au logement décent pour tous
- Contrer la spéculation immobilière et l'expulsion des habitants modestes
- Résister à l'assignation territoriale des classes populaires
- Maintenir la liberté de circulation pour tous les citoyens
- Créer du lien social et de la solidarité de proximité
- Développer des modèles économiques alternatifs au capitalisme

Innovation sociale :

- Propriété collective du foncier + propriété individuelle du bâti
- Mutualisation des coûts et des risques entre coopérateurs
- Transmission intergénérationnelle facilitée
- Mixité sociale et intergénérationnelle

Fiche #6-4 : Cartographie citoyenne du pouvoir local

Domaine d'activité : Information alternative – Transparence démocratique et lutte contre les conflits d'intérêts

Style d'action : Investigative – Enquête collective et publication

Description : Qui détient réellement le pouvoir dans votre territoire ? Derrière les élus visibles se trouvent des réseaux de mandats croisés, de participations dans des sociétés d'économie mixte, de liens familiaux avec des promoteurs. On y relève aussi des passages fréquents entre secteur public et secteur privé. Le chapitre 22, *Refonder la démocratie : vers quelle République ?*, nomme ce système « démocrature » et « agnotocratie » : une démocratie de façade où l'ignorance organisée protège les intérêts en place. Cartographier ces réseaux localement, c'est rendre visible ce qui doit l'être dans une démocratie réelle.

Actions à mener :

Collecter les données publiques :

- Consulter les déclarations d'intérêts des élus locaux (HATVP, Haute Autorité pour la transparence de la vie publique³³)
- Recenser les mandats dans les SEM (Sociétés d'économie mixte), SPL (Société publique locale), et associations subventionnées
- Identifier les flux financiers : qui reçoit des marchés publics municipaux, et depuis combien d'années ?

Construire la carte :

- Créer un graphe de relations : élu → entreprise → association → autre élu
- Utiliser des outils libres (Gephi pour la visualisation de réseaux, OpenStreetMap pour la géographie)
- Mettre à jour régulièrement : après chaque élection, chaque nomination

Publier et diffuser, transparence totale :

- Publier la carte sur un site associatif ou un blog citoyen
- Présenter les résultats en réunion publique avec sources vérifiables à l'appui
- Transmettre aux journalistes indépendants locaux et aux médias alternatifs

Regroupement :

- Petit noyau d'enquêteurs (3-8 personnes) pour la collecte de documents non falsifiés
- Réseau plus large pour la diffusion et la vérification
- Coordination avec d'autres cartographies pour détecter les structures nationales

Objectifs :

- Rendre visibles les conflits d'intérêts que la complexité institutionnelle dissimule
- Armer les citoyens et les candidats alternatifs de faits vérifiables
- Créer une pression démocratique sur des réseaux qui prospèrent dans l'opacité

33. Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), *Consulter les déclarations des responsables publics*, www.hatvp.fr/consulter-les-declarations

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #7-1 : Journalisme citoyen

Domaine d'activité : Information alternative et contre-pouvoir médiatique

Style d'action : Informationnelle – Production de contenu

Description : Refaire l'information près de chez soi pour court-circuiter les agences dominantes et les médias dont les propriétaires auraient d'autres intérêts que de servir l'information sans filtre. Contact direct avec les réalités locales, ancré dans le quotidien des habitants.

Actions à mener :

- Enquêtes de terrain dans sa commune/région
- Interviews des acteurs locaux (commerçants, associations, citoyens)
- Couverture des conseils municipaux et décisions locales
- Investigation (participation citoyenne) sur les projets d'aménagement controversés
- Révélation des liens d'intérêts des élus locaux
- Documentation photo/vidéo des problèmes négligés
- Les grands oubliés des médias dominants : les bonnes nouvelles locales et les rectificatifs assumés

Formats de diffusion :

- Bulletins municipaux indépendants (format papier)
- Chaînes YouTube/Odysee locales
- Blogs et sites d'information de proximité
- Réseaux sociaux avec géolocalisation
- Radio locale associative
- Affichage sauvage légal d'informations

Regroupement :

- Collectifs de journalistes citoyens (5-15 personnes)
- Réseaux de correspondants locaux bénévoles
- Partenariats avec médias alternatifs existants
- Formation mutuelle aux techniques journalistiques
- Mutualisation du matériel (caméras, micros, ordinateurs)

Objectifs :

- Briser le monopole de l'information descendante
- Rendre visibles les réalités locales occultées
- Créer un maillage national d'information citoyenne
- Former des citoyens aux techniques journalistiques et d'authenticité
- Contrer la désinformation par les faits de terrain

Compétences à développer :

- Techniques d'interview et prise de son
- Montage vidéo basique (logiciels gratuits)
- Vérification et recoupement de sources
- Connaissance du droit de la presse et liberté d'expression
- Protection des sources et données sensibles

Fiche #7-2 : Auditions citoyennes

Domaine d'activité : Information alternative et démocratie de proximité

Style d'action : Dialogue direct – Écoute active de terrain

Description : Aller directement vers les citoyens dans leur environnement quotidien pour les écouter parler de leur vie réelle, révéler que leurs préoccupations sont politiques et construire du commun au-delà des clivages.

Méthode Michel Philippon & Alexandre Duclos :

- Approche naturelle sans tract : « Salut, je veux savoir ce qui va et ce qui ne va pas »
- Annoncer « 2 minutes rapides » pour rassurer (ça dure naturellement plus longtemps)
- Attitude décontractée comme si on demandait du feu
- Questions ouvertes : Comment ça va? Qu'est-ce qui vous pose problème? Que feriez-vous au pouvoir?
- Écoute active sans jugement ni tentative de convaincre

Lieux d'action privilégiés :

- Bars et cafés (lieux de sociabilité naturelle)
- Marchés (rencontres intergénérationnelles)
- Parcs et espaces publics
- Transports en commun
- Quartiers résidentiels (porte-à-porte doux)

Regroupement :

- Binômes pour sécuriser et enrichir l'échange
- Groupes de 5-10 personnes se déployant sur un territoire
- Brassage social : urbains/ruraux, jeunes/anciens, différentes origines
- Coordination avec collectifs locaux existants
- Formation mutuelle aux techniques d'écoute active

Objectifs :

- Révéler que les préoccupations quotidiennes SONT politiques
- Découvrir les convergences au-delà des étiquettes politiques
- Collecter les vraies priorités des citoyens (*vs* sondages manipulés)
- Créer du lien social et briser l'isolement
- Préparer des agoras locales basées sur les remontées du terrain
- Redonner confiance : « on n'est pas une citadelle assiégée »

Progression naturelle :

1. Auditions individuelles → collecte des préoccupations
2. Synthèse collective → identification des problèmes récurrents
3. Agoras thématiques → 100-200 personnes sur sujets qui ressortent
4. Actions concrètes → ce qui émerge des débats collectifs

Innovation démocratique :

- Inversion du militantisme : à partir des gens *vs* leur imposer un programme
- Révélation mutuelle : les militants découvrent qu'ils ne sont pas seuls
- Transversalité : dépasser les clivages par l'écoute de la vie réelle
- Démocratie ascendante : du quotidien vers le politique

Fiche #7-3 : Soutien aux lanceurs d'alerte

Domaine d'activité : Information alternative et protection des témoins

Style d'action : Solidaire – Accompagnement des victimes

Description : Créer un réseau de protection et soutien pour les lanceurs d'alerte, exposés à des représailles institutionnelles lorsqu'ils rendent publiques des informations d'intérêt général. Briser l'isolement de ceux qui osent parler.

Actions de soutien :

- Associations : Maison des Lanceurs d'Alerte (MLA), ASLA, Alertes.me
- Financement participatif pour frais de justice des lanceurs d'alerte
- Accompagnement psychologique et social (hotline 24/7)
- Aide juridique spécialisée en protection des témoins
- Campagnes médiatiques de soutien et visibilité
- Censure des entreprises pratiquant les représailles
- Hébergement d'urgence en cas de menaces
- Créer une archive locale des abus institutionnels documentés : décisions illégales, promesses non tenues, violences policières, dysfonctionnements sanitaires — avec sources, dates, témoins
- Utiliser des outils d'archivage numérique pérenne : Internet Archive (archive.org) pour capturer les pages web avant suppression, PDF signés avec horodatage pour les documents³⁴
- Constituer un « livre de mémoire » associatif : ni pamphlet ni tribunal, mais chronique *factuelle* consultable par tout citoyen ou avocat
- Transmettre les archives aux journalistes indépendants, aux historiens locaux, aux associations juridiques

Protection préventive :

- Formation à la documentation légale et protection des preuves
- Conseils en sécurité numérique et communications chiffrées
- Création de « sanctuaires juridiques » pour témoins protégés
- Réseaux de médecins, avocats, journalistes solidaires
- Protocoles de protection des familles de lanceurs d'alerte

Regroupement :

- Association nationale de protection des lanceurs d'alerte
- Réseaux professionnels de soutien (médecins, ingénieurs, fonctionnaires...)
- Collectifs citoyens de soutien locaux (20-100 personnes)
- Partenariats avec ONG de défense des droits humains
- Coordination internationale (modèle Wikileaks)

Objectifs :

- Briser l'isolement et la peur des potentiels témoins
- Réduire le coût personnel de révéler la vérité
- Encourager davantage de témoignages courageux
- Documenter et révéler les crimes d'État et d'entreprises
- Créer une culture de protection des lanceurs d'alerte

34. Internet Archive (*Wayback Machine*, archivage de pages web), archive.org

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

- Empêcher l'effacement : les abus institutionnels prospèrent sur l'oubli organisé ; l'archive citoyenne est une mémoire que personne ne peut supprimer
- Constituer un socle de preuves utilisables dans des recours juridiques futurs

Précédents/exemples inspirants :

- Soutien à Julien Assange (7 ans de réclusion dans l'ambassade de l'Équateur puis 5 ans de détention que ses défenseurs qualifient de violation de ses droits fondamentaux)
- Stéphanie Gibaud (l'une des premières lanceuses d'alerte françaises, affaire UBS)
- D^r Amine Umlil (poursuivi après avoir émis des alertes de pharmacovigilance)
- Reiner Fuellmich (avocat condamné en avril 2025 à 3 ans et 9 mois de prison par le tribunal de Göttingen — officiellement pour détournement de 700 000 € de dons du Corona Committee ; il conteste et invoque un procès politique)

Fiche #7-4 : Médias décentralisés

Domaine d'activité : Information alternative et plateformes indépendantes

Style d'action : Technique – Infrastructure informationnelle

Description : Créer et alimenter des plateformes d'information indépendantes pour échapper aux politiques de modération contestées des grandes plateformes numériques et des médias *mainstream*. Construction d'un écosystème médiatique alternatif.

Plateformes alternatives à développer :

- Réseaux sociaux décentralisés (Mastodon, Diaspora)
- Plateformes vidéo alternatives (Odysee, PeerTube)
- Messageries chiffrées (Signal, Element)
- Blogs hébergés en indépendant (serveurs associatifs)
- Radios en ligne et podcasts libres
- Journaux en ligne coopératifs

Principes de fonctionnement :

- Financement par les lecteurs/auditeurs uniquement
- Transparence totale sur financements et propriétaire
- Modération collective et démocratique
- Hébergement décentralisé anti-censure
- Logiciels libres et code source ouvert
- Pas de publicité ni de tracking des utilisateurs

Regroupement :

- Coopératives de journalistes indépendants
- Associations d'hébergeurs alternatifs (10-50 membres)
- Communautés de développeurs engagés
- Réseaux de contributeurs/abonnés/donateurs (100-10 000 personnes)
- Fédérations de médias alternatifs pour mutualiser

Objectifs :

- Échapper à la censure des plateformes centralisées
- Créer un écosystème médiatique réellement indépendant
- Proposer une information de qualité sans conflits d'intérêts
- Former les citoyens aux enjeux de souveraineté numérique
- Préserver la liberté d'expression et le débat démocratique

Défis techniques :

- Coûts d'hébergement et bande passante
- Compétences techniques nécessaires
- Résistance aux attaques et tentatives de fermeture
- Interface utilisateur intuitive pour tous publics
- Monétisation éthique sans dépendance publicitaire

Fiche #7-5 : Réseau de soutien aux lanceurs d'alerte locaux

Domaine d'activité : Information alternative – Protection des témoins et défenseurs de la vérité

Style d'action : Collective – Solidarité organisée et soutien juridique, psychologique et financier

Description : Le lanceur d'alerte local n'est ni un journaliste professionnel ni un activiste aguerri. C'est le conseiller municipal qui documente une irrégularité, l'agent territorial qui refuse de falsifier un rapport, le médecin qui signale une pratique dangereuse. Le chapitre 26, *Lanceurs d'alerte : gardiens sacrifiés de la démocratie*, décrit avec précision la « machine à broyer » qui les attend : isolement social, pression professionnelle, poursuites judiciaires visant à réduire au silence, épuisement psychologique. Sans réseau de soutien préexistant, la plupart capitulent ou disparaissent. Organiser ce réseau avant qu'il ne soit nécessaire, c'est garantir que la vérité puisse circuler³⁵.

35. Loi n° 2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte, Maison des Lanceurs d'Alerte, mlalerte.org

Actions à mener : Construire le réseau :

- Identifier localement les structures existantes : associations de défense des lanceurs d'alerte, barreaux engagés, syndicats alternatifs
- Créer un annuaire local confidentiel des personnes-ressources (avocat, psychologue, hébergeur numérique sécurisé, journaliste indépendant)
- Établir un protocole d'accueil pour toute personne qui se signale : écoute, évaluation de la situation, orientation

Soutenir concrètement :

- Financement participatif de la défense juridique (plateforme type plateforme de collecte participative en ligne ou cagnotte associative dédiée)
- Accompagnement psychologique : mise en relation avec des professionnels bénévoles ou solidaires
- Relais médiatique : coordination avec des médias indépendants pour assurer la visibilité du cas
- Présence physique : manifestations de soutien, lettres ouvertes, pression sur les employeurs ou élus concernés

Prévenir avant d'avoir à guérir :

- Former les citoyens engagés aux droits des lanceurs d'alerte (loi Wasserman 2022, directive européenne 2019/1937)
- Documenter les abus dès leur apparition, avant toute procédure formelle
- Créer une culture locale du soutien : « on ne laisse personne seul »

Regroupement :

- Cellule locale de 5 à 10 personnes de confiance (noyau dur discret)
- Coordination départementale avec d'autres cellules
- Lien avec Maison des Lanceurs d'Alerte (MLA) au niveau national

Objectifs :

- Briser l'isolement qui conduit à la capitulation ou à l'effondrement psychologique
- Rendre le coût de la répression institutionnelle plus élevé pour les responsables
- Créer un maillage protecteur qui encourage les témoignages futurs
- Dédommagement conséquent face aux risques qu'attire le lanceur d'alerte (rétroactif)

Fiche #7-6 : Diplomatie citoyenne internationale

Domaine d'activité : Action politique – Coopération transnationale et solidarité démocratique

Style d'action : Collective et internationale – Échanges entre mouvements citoyens

Description : Les problèmes que les citoyens français affrontent — recul des services publics, surveillance numérique, emprise financière sur le logement, affaiblissement des contre-pouvoirs, etc. — sont identiques à ceux de leurs voisins européens. Les citoyens espagnols, grecs, allemands ou portugais font face aux mêmes réalités. Les réponses élaborées ailleurs — la gestion municipale participative espagnole, les coopératives danoises, les assemblées irlandaises — sont des ressources démocratiques que la frontière linguistique et le cloisonnement médiatique national nous les dissimule. La diplomatie citoyenne, c'est aller chercher ces ressources directement, sans passer par les institutions.

Actions à mener :

Établir des contacts directs :

- Identifier les mouvements citoyens équivalents dans d'autres pays européens (*Fearless Cities*³⁶, *Democracy in Europe Movement*)
- Participer à des échanges en ligne ou des visites : comment fonctionnent-ils ? Qu'ont-ils obtenu ?
- Inviter des représentants étrangers lors d'événements locaux pour témoignages concrets

Partager les expériences :

- Traduire et diffuser des fiches d'expériences étrangères réussies (budget participatif de Porto Alegre, tirage au sort irlandais sur l'avortement)
- Créer des partenariats jumelage-citoyens distincts des jumelages municipaux officiels
- Participer à des forums européens citoyens hors institutions (Forum Social Européen et équivalent)

Peser sur la politique européenne :

- Initiatives Citoyennes Européennes (ICE) — minimum 1 million de signatures dans au moins 7 États membres ; les pétitions ordinaires au Parlement européen n'ont pas de seuil minimum
- Coordonner des actions simultanées dans plusieurs pays pour amplifier l'impact médiatique
- Documenter les décisions européennes qui contredisent les volontés citoyennes nationales

Regroupement :

- Groupes locaux connectés à des réseaux internationaux
- Coordination nationale pour les actions au niveau européen
- Réseau *Fearless Cities* et initiatives municipalistes

Objectifs :

- Briser l'isolement des mouvements nationaux face à des adversaires transnationaux
- Importer des solutions démocratiques éprouvées ailleurs
- Construire un contre-pouvoir citoyen à l'échelle européenne

36. *Fearless Cities* (réseau international de municipalisme), www.fearlesscities.com

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #7-7 – Audit citoyen des logements vacants et spéculatifs

Domaine d'activité : Information alternative – Enquête citoyenne sur la spéculation immobilière

Style d'action : Investigative et revendicative – Enquête locale, pression politique

Description : À Paris, 262 000 logements sont inoccupés, soit 19 % du parc — dont 128 000 véritablement vacants toute l'année (9 %) et 134 000 résidences secondaires ou logements occasionnels (10 %), selon l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) et l'INSEE (recensement 2020). Pendant ce temps, des listes d'attente HLM s'allongent sur des décennies. Le chapitre 18, *Logement inaccessible : l'habitat confisqué par la spéculation*, documente les pratiques de rétention immobilière imputées à des fonds financiers tels que BlackRock ou Vanguard. Ces propriétaires institutionnels préféreraient laisser un bien vacant plutôt que de le louer à des conditions accessibles. Rendre ces données visibles localement, c'est transformer une abstraction statistique nationale en scandale civique, concret et mobilisateur.

Actions à mener :

Collecter les données locales :

- Consulter les données de la taxe sur les logements vacants dans sa commune (accessibles via demande CADA ou données ouvertes)³⁷
- Recenser visuellement les logements manifestement vacants (fenêtres condamnées, boîtes aux lettres pleines, compteurs à zéro)
- Croiser avec le registre des propriétaires : particuliers, SCI, fonds institutionnels

Construire et publier l'audit :

- Cartographier les logements vacants identifiés avec leur localisation et leur propriétaire
- Calculer le nombre de familles qui pourraient être logées si ces biens étaient mis sur le marché
- Publier l'audit via un site associatif, un blog, ou en partenariat avec un média indépendant local

Transformer en action politique :

- Interpeller le maire et les élus locaux : « Combien de logements vacants dans notre commune ? Que faites-vous ? »
- Proposer l'activation de la taxe sur les logements vacants là où elle n'est pas appliquée
- Soutenir les recours juridiques pour la réquisition de logements vacants appartenant à des personnes morales

Regroupement :

- Collectif local de 5 à 15 enquêteurs citoyens
- Coordination avec associations de mal-logés (DAL³⁸, Fondation pour le logement³⁹)
- Réseau national pour croiser les données et identifier les propriétaires institutionnels multisites

Objectifs :

- Rendre visible et localement insupportable le scandale des logements vacants spéculatifs
- Armer les élus locaux volontaires d'arguments chiffrés pour activer les outils juridiques existants
- Construire une pression citoyenne durable sur la politique du logement

37. Données ouvertes, logements vacants, www.data.gouv.fr

38. Droit Au Logement (DAL), www.droitaulogement.org

39. www.fondationpourlelogement.fr anciennement Fondation Abbé Pierre.

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

SECTION 4 : OFFENSIVE COLLECTIVE

DOMAINES CONCERNÉS :

DOMAINE 8, PRESSION ÉCONOMIQUE

DOMAINE 9, ACTION POLITIQUE

DOMAINE 10, MOBILISATION COLLECTIVE

Structures alternatives opérationnelles, familles protégées, citoyens éveillés : *l'heure de l'offensive générale a sonné*. Cette dernière section coordonne l'action collective pour rééquilibrer le rapport de force.

La pression économique ouvre le feu : boycotts massifs (des importations), désinvestissement coordonné. Frapper le système institutionnel là où ça fait mal : au portefeuille. Car les oligarques ne comprennent que ce langage.

L'action politique : candidatures citoyennes, lobbying démocratique, reconquête des institutions. Investir pacifiquement les rouages du pouvoir avec des représentants authentiques du peuple.

La mobilisation collective couronne l'ensemble : manifestations coordonnées, grèves sectorielles, insurrection épistolaire. Atteindre cette masse critique de 3,5 % qui fait vaciller tous les régimes *par la paix*.

L'objectif : transformer plus de quarante ans de colère accumulée en espoir actif organisé. Passer de la résistance civique et démocratique à la reconquête offensive, mais dans le calme. Car un peuple uni, instruit et déterminé, peut se libérer du joug.

Fiche #8-1 : Consommation citoyenne

Domaine d'activité : Pression économique par le choix de consommation

Style d'action : Économique – Consommation responsable et militante

Description : Réorienter ses achats vers des acteurs économiques alignés avec ses valeurs. Chaque euro est un bulletin de vote quotidien.

Actions à mener :

- Entreprises pratiquant l'optimisation fiscale agressive (certains grands groupes du luxe ou du numérique)
- Multinationales standardisant les goûts au détriment des productions locales
- Établissements bancaires finançant des secteurs controversés
- Grande distribution pressurant les producteurs sur les marges
- Plateformes numériques contournant le droit du travail
- Groupes délocalisant leurs profits hors de France
- Organiser des journées de grève de la consommation symbolique : un jour sans achat dans les grandes chaînes, coordonné localement et annoncé publiquement
- Cibler des moments à fort impact symbolique : période des soldes, *Black Friday*, fêtes de fin d'année — là où la pression consumériste est la plus forte et la rupture la plus visible
- Rendre l'acte collectif et communicant : pas un sacrifice silencieux, mais une démonstration publique chiffrée (« 3 000 habitants de notre commune n'ont rien acheté aujourd'hui »)
- Distinguer la grève symbolique ponctuelle — geste politique — de la frugalité permanente — mode de vie — : les deux se renforcent sans se confondre
- À l'inverse, soutenir les petites enseignes dans les centres-villes ou non

Stratégies de réorientation :

- Guides comparatifs des pratiques d'entreprises (accessibles en ligne)
- Applications d'aide au choix éclairé du consommateur
- Identification systématique d'alternatives locales et éthiques
- Campagnes d'information factuelle sur les pratiques commerciales
- Évaluation collective de l'impact des choix de consommation

Regroupement :

- Réseaux de consommateurs éclairés
- Coordination via outils numériques
- Alliances avec syndicats et associations de consommateurs
- Partenariats avec producteurs locaux
- Échanges d'expériences à l'échelle internationale
- Coordination avec des mouvements existants : *Buy Nothing Day*⁴⁰ (journée internationale sans achat, lendemain de *Thanksgiving* — fin novembre)
- Relais via réseaux alternatifs locaux pour amplifier la visibilité

Objectifs :

- Soutenir les entreprises vertueuses
- Renforcer les circuits courts et l'économie locale
- Informer sur les pratiques méconnues du grand public

40. Adbusters, *Buy Nothing Day* (journée internationale sans achat, créée en 1992 par Ted Dave), adbusters.org/buy-nothing-day

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

- Constituer une masse critique de consommateurs conscients
- Inciter les entreprises à faire évoluer leurs pratiques

Cadre légal :

- Liberté individuelle de choix du consommateur (droit fondamental)
- Droit à l'information sur les pratiques commerciales
- Partage d'informations factuelles et vérifiables
- Aucun appel collectif à l'encontre d'une entité nommée

Efficacité observable :

- Croissance des alternatives soutenues
- Évolution des pratiques des grandes enseignes
- Développement des labels et certifications éthiques
- Couverture médiatique des enjeux de consommation responsable

Fiche #8-2 : Monnaies locales

Domaine d'activité : Pression économique et système alternatif

Style d'action : Économique – Création de circuits parallèles

Description : Participer à la création ou l'utilisation de monnaies locales pour court-circuiter le système bancaire international et relocaliser l'économie en France ou au niveau local.

Action à mener :

- Monnaies locales physiques (billets, jetons) : SOL Violette (Toulouse), Eusko (Pays Basque)...
- Monnaies numériques locales : June (monnaie libre), Ğ1 (Duniter)
- Systèmes d'Échange Local (SEL) : troc de services et compétences
- *Time banks* : échange basé sur le temps de travail
- Cryptomonnaies éthiques et décentralisées (mais surveiller de près sa stabilité)
- Systèmes de crédit mutuel entre producteurs locaux

Avantages du système :

- Argent qui reste dans l'économie locale
- Pas de spéculation financière possible
- Soutien direct aux commerces de proximité
- Réduction de la dépendance aux banques centrales
- Création de lien social par l'échange

Regroupement :

- Associations de promotion des monnaies locales (50-500 membres)
- Réseaux de commerçants participants (20-200 entreprises)
- Collectivités locales partenaires
- Groupes d'utilisateurs citoyens (100-5 000 personnes)
- Fédération nationale des monnaies locales complémentaires

Objectifs :

- Une monnaie devrait TOUJOURS avoir un équivalent en valeur (or, argent dans la réserve) d'un rapport, par exemple, de 3 (papier) pour 1 (métal précieux), mais pas 1 000 pour 1 ! L'idéal étant de 1:1
- Relocaliser les flux économiques
- Réduire la dépendance au système bancaire classique
- Soutenir l'économie sociale et solidaire
- Créer de la résilience économique locale
- Expérimenter des alternatives au capitalisme spéculatif

Étapes de mise en œuvre :

- Diagnostic économique local et identification des acteurs
- Création de l'association porteuse et statuts juridiques. Attention : *que* monnaie locale, *pas* nationale, cf. la mise en examen d'un ancien capitaine de gendarmerie pour le « Franc Libre », poursuivi pour escroquerie en bande organisée liée à une tentative de création d'une monnaie nationale alternative (procédure toujours en cours à la date de publication, mai 2026)
- Recrutement des commerçants et producteurs partenaires
- Développement technique (billets ou plateforme numérique, les billets ne tombent pas en panne !)
- Lancement et communication grand public

Fiche #8-3 : Désinvestissement collectif

Domaine d'activité : Pression économique et retrait financier coordonné

Style d'action : Économique – Action financière de masse

Description : Organiser des retraits bancaires symboliques coordonnés. Il s'agit de signaler aux banques finançant certains dispositifs contestés que nous ne sommes pas leurs marionnettes et que la monnaie (l'argent liquide) doit encore et toujours exister.

Actions à mener :

- Retrait hebdomadaire de 10 € par participant (impact logistique)
- Fermeture de comptes dans les banques complices d'évasion fiscale
- Transfert vers banques éthiques (Crédit Coopératif, NEF, banques locales)
- Désinvestissement des fonds de pension dans l'armement
- Retrait des cryptomonnaies des plateformes centralisées
- Recours juridiques coordonnés contre les taxes contestées (avec caisses de solidarité pour frais de procédure)

Caisses de solidarité :

- Fonds communs pour aider ceux qui risquent des pénalités
- Soutien aux sanctions économiques subies par les participants
- Aide juridique collective en cas de poursuites
- Mutualisation des risques financiers de la désobéissance

Regroupement :

- Coordination nationale de milliers de participants
- Réseaux locaux de soutien mutuel (20-100 personnes)
- Alliances avec syndicats et associations de défense des droits
- Coopératives financières alternatives
- Juristes spécialisés en droit fiscal et bancaire

Objectifs :

- Créer une pression économique mesurable sur le système bancaire
- Démontrer le pouvoir de l'action collective coordonnée
- Financer les alternatives éthiques par transfert de capitaux
- Réduire les moyens financiers du système oppresseur
- Créer une solidarité économique entre résistants civiques
- Montrer l'importance de l'usage d'argent réel pour l'économie, et par conséquent le bénéfice pour chaque citoyen

Risques et précautions :

- Poursuites individuelles possibles selon les actions
- Nécessité d'un accompagnement juridique
- Gradation progressive pour tester les réactions
- Protection des plus fragiles économiquement
- Communication claire sur les aspects légaux

Fiche #9-1 : Interpellation des élus

Domaine d'activité : Action politique et pression démocratique directe

Style d'action : Politique – Exercice des droits civiques

Description : Exercer massivement et méthodiquement la pression citoyenne sur tous les élus pour les forcer à rendre des comptes et à agir selon l'intérêt général.

Modalités d'interpellation :

- Courriers individuels ciblés sur des sujets précis
- Présence massive aux permanences d'élus
- Questions systématiques lors des vœux et réunions publiques
- Occupation pacifique des mairies et préfectures
- Interpellations coordonnées lors des déplacements officiels
- Pétitions locales avec remise en mains propres

Sujets porteurs prioritaires :

- Accords de libre-échange (CETA, Mercosur)
- Détournements de la PAC vers l'agro-industrie au détriment des petites exploitations
- Soutien prioritaire aux petites exploitations et producteurs locaux
- Transparence sur les liens d'intérêts
- Application réelle de la démocratie participative
- Protection des lanceurs d'alerte

Regroupement :

- Groupes locaux d'interpellation citoyenne (10-50 personnes)
- Coordination départementale et régionale
- Réseaux thématiques nationaux (agriculture, santé, éducation...)
- Alliances avec associations et syndicats existants
- Formation mutuelle aux techniques d'interpellation efficace

Objectifs :

- Éclater la tour d'ivoire de l'entre-soi des technocrates des élus
- Les forcer à justifier publiquement leurs votes et positions et comparer à ce que souhaitent (par sondage) les administrés
- Créer une pression constante pour qu'ils respectent leurs engagements
- Distinguer les élus qui trahissent l'intérêt général de ceux encore ouverts au dialogue citoyen
- Préparer le terrain pour des candidatures citoyennes alternatives

Techniques efficaces :

- Questions précises et documentées (éviter les généralités)
- Présence physique régulière et visible
- Enregistrement des réponses pour publication
- Suivi systématique des promesses *vs* progression des réalisations
- Coordination pour éviter l'isolement de porteurs de voix

Fiche #9-2 : Candidatures citoyennes alternatives

Domaine d'activité : Action politique et renouvellement démocratique

Style d'action : Politique – Transformation par l'exemple

Description : Identifier, soutenir ou devenir candidat citoyen pour court-circuiter les partis politiques traditionnels et incarner la politique locale autrement. Préparer l'émergence d'une classe politique issue du peuple.

Actions concrètes :

- Repérage des candidats citoyens authentiques (parcours, financement, programme)
- Soutien logistique et financier aux candidatures indépendantes
- Formation aux techniques de campagne pour citoyens novices
- Parrainage collectif et réseaux de soutien bénévole
- Communication alternative (réseaux sociaux, bouche-à-oreille)
- Création de listes citoyennes pour municipales, législatives

Critères de sélection :

- Aucune attache avec les partis traditionnels
- Financement transparent et refus des lobbies
- Programme cohérent avec la souveraineté populaire
- Expérience de terrain et enracinement local
- Engagement sur la révocabilité et limitation des mandats
- Soutien explicite au RIC et démocratie directe

Regroupement :

- Collectifs de citoyens par circonscription (50-200 personnes)
- Réseaux nationaux de soutien aux candidatures citoyennes
- Partenariats avec mouvements souverainistes authentiques
- Coordination avec associations de démocratie participative
- Financement participatif et microdons

Objectifs :

- Faire émerger une nouvelle génération de représentants
- Démontrer qu'une politique différente est possible
- Créer un électrochoc dans l'offre politique traditionnelle
- Préparer l'avènement de la VI^e République et de la nouvelle Constitution
- Rompre le monopole des appareils politiques

Exemples de référence :

- Mouvement *5 Étoiles* en Italie (vote en ligne des membres inscrits via la plateforme *Rousseau*)
- *Podemos* en Espagne (assemblées citoyennes)
- Candidatures Gilets Jaunes authentiques (hors récupération)
- Listes participatives municipales existantes

Fiche #9-3 : RIC et démocratie directe

Domaine d'activité : Action politique et refondation démocratique

Style d'action : Politique – Transformation institutionnelle

Description : Promouvoir et mettre en œuvre des mécanismes de démocratie directe pour court-circuiter la confiscation du pouvoir par les élites. Réactiver les articles 14-15 de la Déclaration de 1789.

Actions à mener :

- Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) dans la Constitution
- Interdiction constitutionnelle de déclarer la guerre sans référendum populaire préalable, avec engagement des votants « oui » à participer⁴¹
- assemblées citoyennes tirées au sort sur modèle athénien du V^e s. av. J.-C.
- Conseils de quartier avec pouvoir décisionnel réel
- Budgets participatifs obligatoires pour les collectivités
- Révocabilité des élus en cas de trahison de leurs engagements
- Consultation citoyenne obligatoire pour tout projet majeur

Modalités de mise en œuvre :

- Campagne nationale pour l'inscription du RIC dans la Constitution
- Expérimentations locales de démocratie participative
- Formation citoyenne aux mécanismes démocratiques
- Création de plateformes numériques de vote et débat
- Alliances avec élus favorables à la démocratisation

Regroupement :

- Mouvement national pour le RIC (milliers de membres)
- Collectifs locaux de promotion de la démocratie directe
- Réseaux d'élus favorables à la démocratisation
- Associations d'éducation populaire et civique
- Coopération internationale sur expériences démocratiques

Objectifs :

- Redonner le pouvoir décisionnel réel aux citoyens
- Court-circuiter la confiscation dominée par les plus fortunés de la démocratie vraie
- Garde-fous : créer des contre-pouvoirs permanents face aux élus
- Expérimenter des alternatives à la démocratie représentative
- Préparer une VI^e République vraiment démocratique et la nouvelle Constitution

Obstacles à surmonter :

- Résistance des élus en place qui perdront du pouvoir
- Complexité technique de mise en œuvre à grande échelle
- Nécessité de former les citoyens aux enjeux complexes
- Manipulation possible des consultations par les pouvoirs économiques
- Cadrage constitutionnel nécessaire pour éviter les dérives (garde-fou)

41. Étienne Chouard, entretien avec Idriss J. Aberkane, « De Gorbatchev à von der Leyen », 28 déc. 2025, youtu.be/zoWgKu8fYB8

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #9-4 : Atelier des études démocratique et constitutionnel

Domaine d'activité : Formation constitutionnelle et éducation populaire

Style d'action : Éducative – Formation pratique à la démocratie

Description : Organiser des ateliers citoyens pour étudier collectivement les mécanismes constitutionnels et expérimenter des formes de démocratie directe, sur le modèle des travaux d'Étienne Chouard. Inviter Étienne Chouard (ou une personne formée à ses travaux) à animer ces ateliers pour bénéficier de son expertise et de sa pédagogie éprouvée.

Objectifs :

- Former les citoyens aux enjeux constitutionnels fondamentaux
- Expérimenter concrètement le tirage au sort, les assemblées délibératives
- Apprendre à lire, critiquer et rédiger une Constitution
- Préparer intellectuellement la VI^e République
- Créer un réseau de « citoyens constituants » formés et motivés
- Transformer les électeurs passifs en citoyens actifs

Outils concrets :

- Simulation de processus constituant avec méthode par consentement
- Étude comparative des Constitutions (Suisse, Islande, Athènes antique...)
- Exercices pratiques de délibération collective et rédaction d'articles
- Formation aux articles 14-15 de la Déclaration de 1789 (droits de contrôle de l'impôt et des élus)
- Ateliers en ligne réguliers (modèle *Mumble Constituant* : tous les mardis)
- *Wiki* collaboratif pour rédaction constitutionnelle collective

Regroupement :

- Réseaux Chouard existants et « *Gentils Virus* »
- *Mumble Constituant* (300+ membres, ateliers hebdomadaires depuis 2016)
- Associations d'éducation populaire locale
- Collectifs RIC et mouvements démocratiques
- Universités populaires et centres sociaux

Modalités de mise en œuvre :

- Contacter Étienne Chouard via son blog : www.chouard.org
- Rejoindre le *Mouvement Constituant Populaire* (MCP) : www.mouvement-constituant-populaire.fr/participer/maillage
- Participation à un atelier constituant : www.mouvement-constituant-populaire.fr/ateliers-constituants
- Rejoindre les ateliers *Mumble Constituant*⁴² (*Discord*⁴³, les mardis 20 h 30)
- Organiser des cycles de formation sur 6-8 séances
- Créer des groupes locaux d'étude constitutionnelle
- Utiliser les outils numériques collaboratifs (*Discord*, *Loomio*, *wiki*)

42. *Mumble Constituant* (ateliers hebdomadaires de rédaction constitutionnelle collective), mumbleconstituant.wordpress.com/participer

43. Serveur *Discord* *Gentils Virus*, discord.gg/ZEU9uK

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Obstacles à surmonter :

- Complexité apparente du sujet constitutionnel
- Manque de culture démocratique citoyenne
- Résistance des élus aux initiatives constituantes
- Nécessité de former des animateurs compétents
- Maintien de la motivation sur la durée

Exemples concrets :

- Mumble Constituant : 9 ans d'ateliers réguliers, Constitution rédigée collectivement
- Ateliers Chouard dans toute la France depuis 2005
- Expérience islandaise de Constitution participative (2010-2012, non ratifiée par le Parlement)⁴⁴
- Wiki «Gentils Virus» pour rédaction constitutionnelle collaborative

Impact attendu :

- Formation d'une masse critique de citoyens constituants
- Préparation des esprits à une refondation démocratique
- Développement de l'autonomie politique citoyenne
- Création d'alternatives concrètes à la démocratie représentative

44. Conseil constitutionnel français, « La transformation de l'écriture de la Constitution, l'exemple islandais », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, www.conseil-constitutionnel.fr/nouveaux-cahiers-du-conseil-constitutionnel/la-transformation-de-l-ecriture-de-la-constitution-l-exemple-islandais

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #9-5 : Désobéissance civile

Domaine d'activité : Action politique et résistance légale

Style d'action : Politique – Refus de coopération

Description : Refuser collectivement d'obéir aux lois injustes et aux mesures liberticides. « Le jour où nous cessons d'obéir, le jour où nous disons NON collectivement, avec une masse critique suffisante, ils n'ont plus moyen de faire quoi que ce soit. »⁴⁵

Actions à mener :

- Contestation juridique des mesures sanitaires jugées disproportionnées
- Non-respect des interdictions de manifester ou se rassembler
- Refus de coopérer, dans le respect du cadre légal, avec les systèmes de surveillance jugés disproportionnés (QR codes, puçage [implants électroniques de surveillance]...)
- Sécession plébéienne : retrait collectif sur le modèle romain antique
- N'est-il pas troublant que l'usage des fonds publics échappe au contrôle citoyen — jusqu'à nourrir, comme en témoigne la longue tradition de Thoreau à nos jours, une réflexion citoyenne sur la légitimité de l'impôt ?
- Protection active des lanceurs d'alerte et dissidents
- Organiser des sessions de formation pratique à la désobéissance civile non violente : gestion du stress face aux forces de l'ordre, protection juridique en manifestation, techniques de désescalade
- S'appuyer sur les 198 méthodes d'action non violente de Gene Sharp, classifiées dans *The Politics of Nonviolent Action* (1973). Ces méthodes sont reproduites en annexe de *De la dictature à la démocratie* (1993) et largement éprouvées⁴⁶
- Former des référents locaux capables d'encadrer les actions sans générer de violence contre-productive
- Distinguer désobéissance civile (violation délibérée d'une loi injuste, assumée publiquement) et simple résistance passive : la première a une portée symbolique et politique bien supérieure

Principes fondamentaux :

- Désobéissance publique et assumée (pas clandestine)
- Non-violence absolue pour préserver la légitimité morale
- Action collective coordonnée (éviter l'isolement)
- Acceptation des conséquences légales tout en les contestant
- Communication pédagogique pour expliquer les motivations
- Référence aux droits fondamentaux et Constitution

Regroupement :

- Réseaux de désobéissants organisés (100-1 000 personnes)
- Soutien juridique spécialisé et avocat collectif
- Coordination nationale pour actions simultanées
- Alliances avec syndicats et associations de défense des droits
- Solidarité financière pour amendes et frais de justice

45. Jean-Dominique Michel (Anthropo-logiques), « La fabrication du désastre, toutes les réponses aux questions qui fâchent ! », 6 mai 2024, youtu.be/jPpAxZZ2Y3Y?t=3012

46. Gene Sharp, *De la dictature à la démocratie* (1993), PDF en accès libre : www.nonviolent-conflict.org/wp-content/uploads/2016/03/FDTD_French3.pdf

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

- Lien avec les réseaux Extinction Rebellion, Les Désobéissants, et les cercles formés autour d'Étienne Chouard pour la culture de l'assemblée citoyenne

Objectifs :

- Rendre inapplicables les lois injustes par non-coopération massive
- Démontrer que la légitimité prime sur la légalité
- Mettre en lumière, par sa réaction même, les dérives autoritaires que le pouvoir en place entend dissimuler
- Créer un rapport de force favorable aux citoyens
- Inspirer d'autres à rejoindre la résistance civile

Cadre de légitimité :

- Article 2 de la Déclaration du 26 août 1789 des droits de l'homme et du citoyen : «... et la résistance à l'oppression »
- Tradition de désobéissance civile (Thoreau, Gandhi, Martin Luther King Jr) non violente
- Hiérarchie des normes : **Constitution** > *lois ordinaires* > GOPÉ = Grandes Orientations des Politiques Économiques de l'UE (Officiellement « non contraignantes » [art. 121 TFUE] – En pratique : amendes possibles jusqu'à 0,1 % du PIB en cas de déséquilibres macroéconomiques persistants)
- Droit naturel et droits fondamentaux inaliénables
- Précédents historiques de résistance légitime

Fiche #9-6 : Actions juridiques collectives

Domaine d'activité : Action politique et défense des droits constitutionnels

Style d'action : Juridique – Recours collectifs et défense légale

Description : Organiser la défense juridique collective des droits fondamentaux face aux abus d'État et aux dérives autoritaires. Utiliser le droit comme arme de résistance démocratique.

Actions juridiques coordonnées :

- Recours collectifs contre les lois inconstitutionnelles
- Actions de groupes citoyens (loi Hamon de 2014, dispositif de recours collectif) contre les abus d'autorité
- Défense organisée des articles 14-15 de la Déclaration de 1789
- Soutien juridique aux lanceurs d'alerte et désobéissants civils
- Contestation des mesures liberticides devant les tribunaux
- Mise en œuvre du droit de résistance à l'oppression

Réactivation des droits constitutionnels :

- Article 14 : droit de constater la nécessité de l'impôt public
- Article 15 : droit de demander compte à tout agent public
- *Habeas corpus* (protection contre l'emprisonnement abusif), protection contre l'arbitraire
- Liberté d'expression et de manifestation sans cette répression depuis 2017
- Respect du principe de proportionnalité des mesures
- Protection des données personnelles et vie privée

Regroupement :

- Collectifs de juristes et avocats engagés (50-200 professionnels)
- Associations de défense des droits civiques et libertés
- Financement participatif pour frais de justice
- Réseaux de soutien aux victimes de répression
- Coordination avec ONG de défense des droits humains

Objectifs :

- Faire respecter la hiérarchie des normes (Constitution > lois ordinaires)
- Protéger les citoyens contre l'arbitraire administratif et judiciaire
- Créer une jurisprudence favorable aux libertés fondamentales
- Dissuader les abus par la menace de poursuites systématiques
- Éduquer les citoyens à leurs droits et recours légaux
- Rétablir l'État de droit face aux dérives autoritaires

Stratégie juridique :

- Multiplication des recours pour saturer et fragiliser le système institutionnel
- Recherche des failles juridiques dans les textes liberticides
- Appel aux juridictions européennes si justice française défaille
- Documentation systématique des abus pour constituer des dossiers
- Identifier et cartographier les contournements actifs des lois et de la Constitution afin de promouvoir les amendements nécessaires pour les combler
- Formation juridique populaire pour autonomiser les citoyens

Précédents encourageants :

- Succès de certains recours contre les mesures covid disproportionnées
- Annulations de décisions préfectorales abusives
- Reconnaissance du droit à manifester par le Conseil d'État
- Condamnations de l'État pour atteintes aux libertés fondamentales

Fiche #9-7 : Solution Territoriale Communarde⁴⁷

Domaine d'activité : Action politique et transformation démocratique

Style d'action : Collective – Reconstruction territoriale

Description : Développer un « *renouveau de formes d'instincts communards* » par l'animation locale authentique et la participation créative des habitants.

Principe fondamental :

« *Le territoire sera toujours une forme de réponse [...] Si une forme de crise sociale, économique et politique débouche sur un renouveau de formes d'instincts communards qui existent dans notre pays, on est sauvés.* »⁴⁸

Méthode d'application :

Étape 1 : Identifier le bon profil d' élu

- Maires et adjoints qui animent réellement la vie locale
- Pas pour les habitants, mais AVEC les habitants
- Transformation des consommateurs de services en participants actifs

Étape 2 : Créer des politiques publiques participatives

- Expression permanente des besoins (qui évoluent dans le temps)
- Abandon des programmes figés (« connerie monumentale » selon Lubraneski)
- Adaptation continue selon les réalités du terrain

Étape 3 : Refuser la logique de « sauveur providentiel »

- « Moi, je [ne] vois pas d'autres solutions, je [ne] vois pas un sauveur »
- Développement d'une culture de l'engagement local collectif
- Résistance civique et démocratique aux solutions venues « d'en haut »

Outils concrets :

Réactivation de l'instinct communard :

- Comités locaux de communes citoyennes (modèle Molière)
- Processus d'un an pour associer tout le monde avant les élections
- Listes citoyennes authentiques (pas de « faux semblants »)

Mécanismes participatifs permanents :

- Mairies ouvertes régulières
- Cahiers de doléances ET de propositions, sondages
- Vote parallèle sur les questions locales importantes

Animation de la vie locale :

- Invitation forte à participer (pas d'obligation)
- Processus de décision collectifs
- Création de liens entre habitants

47. Communards : citoyens qui s'organisent collectivement à l'échelle locale, en faisant de la commune le lieu premier de la démocratie réelle.

48. Interview par nos soins d'Yvan Lubraneski (13/09/24), ancien maire des Molières (91).

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Regroupement :

- Essaimage entre communes ayant adopté cette démarche
- Réseau d'entraide entre maires « communards »
- Partage d'expériences et de bonnes pratiques
- Formation collective à l'animation participative

Objectifs :

- Redonner un sens à l'engagement politique local
- Créer une alternative aux logiques partisanes nationales
- Développer l'autonomie territoriale face aux crises
- Retrouver le lien social par la participation démocratique

Base tactique :

- Expérience des Molières : élection en liste unique par processus participatif
- Tradition française : réactivation de l'héritage communard
- Démocratie directe adaptée au niveau local
- Refus de la délégation passive de pouvoir

Citation de référence :

« C'est-à-dire des maires, des adjoints [qui] animent réellement la vie locale pour créer des politiques publiques avec les habitants... pas pour eux... pas pour des consommateurs [auxquels on dirait] : "j'ai une bonne idée, c'est génial, je vous la fais"... Non ! On construit l'idée, on construit l'usage, on construit le bâtiment, on construit l'équipement, [on construit] le service politique. »⁴⁹

49. *Ibid.* Voir aussi la relation indépendante de l'événement : www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1350
Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial).
Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #9-8 : Vote parallèle citoyen

Domaine d'activité : Action politique et innovation démocratique (Domaine 8)

Style d'action : Collective – Expérimentation démocratique

Description : Organiser des votes citoyens parallèles aux élections officielles pour consulter la population sur des questions locales avec un système de nuances (5 degrés de « pas intéressé » à « très favorable »).

Principe fondamental :

« C'est en 2017 ici au moment des élections présidentielles, on ouvre un deuxième bureau de vote à côté qui fait autre chose [...] on est en train de se prononcer sur 8 mesures que le comité local commune citoyenne a pensé pendant plusieurs mois. »⁵⁰

Méthode d'application :

Étape 1 : Préparation en amont

- Formation d'un comité local de 8-15 citoyens volontaires
- Travail de plusieurs mois pour identifier 8 questions locales prioritaires
- Formulation claire des propositions (compréhensibles par tous)

Étape 2 : Installation du bureau parallèle

- À côté du bureau officiel (même lieu, visibilité maximale)
- Matériel simple : urne, bulletins, assesseurs citoyens
- Signalétique claire : « Vote citoyen consultatif »

Étape 3 : Système de vote nuancé

- 5 degrés de réponse pour chaque proposition :
- Pas intéressé / Peu favorable / Neutre / Favorable / Très favorable
- Bulletins préimprimés avec cases à cocher
- Vote secret comme pour les élections officielles

Outils concrets :

Questions types à soumettre :

- Aménagement local : création d'une piste cyclable, rénovation école
- Services publics : horaires mairie, transports en commun
- Environnement : politique déchets, espaces verts
- Vie sociale : animations, équipements sportifs

Organisation pratique :

- Autorisation préfectorale (démarche préventive)
- Bénévoles formés à l'accueil et dépouillement
- Dépouillement public en fin de journée
- Résultats affichés immédiatement

Communication des résultats :

- Affichage public en mairie et sur le site internet
- Transmission au conseil municipal pour délibération
- Suivi des suites données aux propositions plébiscitées

50. Interview par nos soins d'Yvan Lubraneski (13/09/24), ancien maire des Molières (91).

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Regroupement :

- Coordination intercommunale : plusieurs communes le même jour
- Réseau d'échange entre comités citoyens expérimentateurs
- Formation mutuelle aux techniques d'organisation
- Partage des modèles de bulletins et procédures

Objectifs :

- Éduquer à la démocratie par la pratique concrète
- Identifier les vraies priorités citoyennes locales
- Créer un précédent d'innovation démocratique
- Outiller les élus avec des mandats citoyens clairs

Base tactique :

- Expérience des Molières : validation terrain réussie
- Cadre légal sûr : vote consultatif autorisé
- Simplicité d'organisation : reproductible partout
- Impact médiatique : innovation attire l'attention

Fiche #9-9 : Kit « mairies ouvertes »

Domaine d'activité : Action politique et démocratisation locale

Style d'action : Collective – Outillage de la participation

Description : Créer et diffuser des kits d'action standardisés pour permettre à toute commune de mettre en place facilement des « mairies ouvertes » avec cahiers de doléances et propositions.

Principe fondamental :

« L'idée c'est d'avoir une forme de kit — ce sera simple — qu'on envoie à toutes les mairies. »⁵¹

Méthode d'application :

Étape 1 : Conception du kit standardisé

- Mode d'emploi en 2 pages maximum
- Modèles de documents : affichage, cahiers, courriers
- Planning type : chronologie sur 3 semaines
- FAQ : réponses aux objections classiques

Étape 2 : Contenu du kit physique

- Cahiers préformatés « Doléances ET Propositions »
- Affiches A3 annonçant l'opération
- Courrier type pour inviter la population
- Grille de dépouillement et synthèse des contributions

Étape 3 : Diffusion coordonnée

- Envoi postal à toutes les mairies du département
- Accompagnement téléphonique pour les maires intéressés
- Formation express : 2 h pour maîtriser la méthode

Outils :

Composition du kit :

- Guide du maire : étapes, calendrier, conseils pratiques
- Supports de communication : tract, affiche, annonce bulletin municipal
- Cahiers citoyens : format A4, 20 pages, reliure spirale
- Modèle de restitution : synthèse pour transmission préfecture

Questions préformatées dans les cahiers :

- Services publics : hôpital, école, transports, La Poste
- Fiscalité : impôts locaux, nationales, taxes diverses
- Démocratie : RIC, participation citoyenne, transparence
- Propositions concrètes : « Et vous, que proposez-vous ? »

Accompagnement technique :

- Hotline téléphonique pendant toute la durée
- Webinaire de formation pour les maires volontaires
- Partage d'expériences entre communes participantes

51. *Ibid.* Déc. 2018. Chiffre cohérent avec le dossier de presse officiel de l'AMRF : Association des Maires Ruraux de France, « Mairies ouvertes — La parole aux citoyens », dossier de presse, 14 janvier 2019, www.amrf.fr/wp-content/uploads/sites/644/2024/10/Dossier-de-presse-AMRF-14-janvier-2019.pdf

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Regroupement :

- Association de maires comme porteur légitime
- Bénévoles pour assemblage et envoi des kits
- Réseau de formateurs : anciens maires expérimentés
- Coordination nationale pour timing et communication

Objectifs :

- Démocratiser l'accès aux outils de participation citoyenne
- Standardiser les bonnes pratiques testées sur le terrain
- Créer un mouvement de masse de mairies ouvertes
- Outiller les maires même les moins expérimentés

Base tactique :

- Modèle 2018 : plusieurs milliers de mairies ouvertes en quelques semaines
- Légitimité : initiative des maires ruraux de France
- Simplicité : kit « clé en main » sans expertise requise
- Effet d'entraînement : autres associations qui emboîtent le pas

Fiche #9-10 : Associations de maires ruraux départementales

Domaine d'activité : Action politique et rééquilibrage territorial

Style d'action : Politique – Structuration du contre-pouvoir local

Description : Créer dans chaque département des associations de maires ruraux pour faire contrepoids aux regroupements de communes dominées par les « gros » et porter une voix collective des petites communes.

Principe fondamental :

« La politique étant essentiellement une question de rapport de force et de volume, c'est souvent les plus gros qu'on allait défendre, et c'est surtout les plus gros qui allaient avoir du poids. »⁵²

Méthode d'application :

Étape 1 : Identification et mobilisation

- Cartographie des communes rurales du département (< 4 500 habitants)
- Contact direct avec les maires : courrier + visite
- Réunion fondatrice avec « une poignée de maires » motivés
- Définition des besoins spécifiques au territoire

Étape 2 : Structuration associative

- Statuts adaptés au droit des associations 1901
- Bureau de 5-7 personnes : président, trésorier, secrétaire
- Cotation modique : 50-100 € selon taille commune
- Assemblée générale annuelle obligatoire

Étape 3 : Développement et actions

- Recrutement progressif : passer de 10 à 50 ou plus adhérents
- Actions coordonnées : positions communes, interpellations
- Relations institutionnelles : préfet, conseil départemental

Outils :

Outils de création

- Kit de démarrage : statuts types, procédures, budget
- Argumentaire de recrutement : bénéfices de l'adhésion
- Modèles de courriers pour approche des maires
- Planning de réunions : tous les 2 mois minimum

Actions types à mener

- Positions communes sur les projets départementaux
- Interpellation collective du préfet et du président du conseil départemental
- Mutualisation : achats groupés, formation, expertise
- Veille juridique : évolutions réglementaires

52. *Ibid.* Déc. 2018. Chiffre cohérent avec le dossier de presse officiel de l'AMRF : Association des Maires Ruraux de France, « Mairies ouvertes — La parole aux citoyens », dossier de presse, 14 janvier 2019, www.amrf.fr/wp-content/uploads/sites/644/2024/10/Dossier-de-presse-AMRF-14-janvier-2019.pdf

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Communication

- Site internet simple avec actualités
- Newsletter mensuelle aux adhérents
- Communiqués de presse sur positions importantes
- Présence réseaux sociaux pour élargir l'audience

Regroupement :

- Fédération nationale : Association des Maires Ruraux de France (AMRF)
- Coordination interdépartementale : échange d'expériences
- Alliances : autres associations d'élus locaux
- Soutien technique : formation, expertise juridique

Objectifs :

- Rééquilibrer les rapports de force dans les intercommunalités
- Porter une voix collective des territoires ruraux
- Mutualiser les moyens des petites communes
- Créer un contre-pouvoir face aux logiques métropolitaines

Base tactique :

- Modèle Essonne : de 12 à 65 adhérents en 3 ans
- Effet réseau : plus on est nombreux, plus on a de poids
- Légitimité démocratique : représenter les maires élus
- Ancrage territorial : connaissance fine des enjeux locaux

Fiche #9-11 : Portail Municipal Démocratique : préparer les prochaines municipales

Domaine d'activité : Action politique – Reconquête démocratique locale par les urnes

Style d'action : Électorale et collective – Stratégie de long terme avec échéance précise

Description : Les élections municipales représentent la fenêtre d'action directe par excellence pour transformer le pouvoir local. Le chapitre 22, *Refonder la démocratie : vers quelle République ?*, s'appuie sur l'exemple de Ménil-la-Horgne. Il montre qu'une liste citoyenne sans étiquette partisane, portant des propositions d'assemblée souveraine et de tirage au sort, peut conquérir une mairie. L'outil Portail Municipal Démocratique structure cette reconquête : recenser les communes où une liste citoyenne est viable, construire le programme, former les candidats.

Actions à mener :

Évaluer le terrain :

- Identifier sa commune : taille, élu en place, rapport de forces, citoyens mobilisables
- Cartographier les alliés potentiels : associations locales, anciens militants déçus, retraités compétents
- Évaluer les ressources disponibles : temps, argent, compétences de communication

Construire la liste et le programme :

- Recruter sur critères de compétence et d'engagement, pas de notoriété
- Rédiger un programme en cinq points maximum, compréhensible en dix minutes
- Inclure des mécanismes de démocratie directe dans le programme : assemblée citoyenne mensuelle, budget participatif, tirage au sort pour les commissions

Préparer la campagne :

- Formation aux techniques de porte-à-porte et de réunion publique
- Mise en place d'un financement participatif local (plafonné et transparent)
- Coordination avec d'autres listes citoyennes du département pour partage d'expérience

Regroupement :

- Comité local de préparation (10-30 personnes)
- Coordination départementale des listes citoyennes alternatives
- Appui d'un réseau national (constituer un regroupement des « Maires pour la Démocratie » ou équivalents)

Objectifs :

- Conquérir des mairies pour expérimenter des formes de démocratie directe à l'échelle locale
- Créer des laboratoires démocratiques visibles et reproductibles
- Peser sur l'agenda national par l'accumulation de victoires locales

Fiche #9-12 : Revendiquer l'exploitation citoyenne de la ZEE et des ressources nationales

Domaine d'activité : Action politique – Souveraineté économique et ressources communes

Style d'action : Revendicative – Plaidoyer et pression électorale

Description : La France possède la deuxième zone économique exclusive (ZEE) mondiale, soit 11 millions de km² d'océan. Elle dispose de 41 sources de lithium identifiées⁵³ et importe la quasi-totalité de ses métaux rares — l'UE dépend à 98 % de la Chine pour les terres rares⁵⁴. Le chapitre 7, *De l'or sous nos pieds : quand l'incompétence gâche l'abondance*, documente ce paradoxe. Un pays qui se dit en crise de souveraineté industrielle laisse ses ressources stratégiques inexploitées ou concédées à des intérêts privés sans débat démocratique. Revendiquer leur exploitation citoyenne, c'est poser la question de ce qui appartient réellement au peuple.

53. BRGM, « Ressources françaises en lithium sous la forme de roches dures », rapport de synthèse, 2019, www.brgm.fr/fr/reference-projet-acheve/ressources-francaises-lithium-sous-forme-roches-dures

54. Commission européenne, *Résilience des matières premières critiques : la voie à suivre pour un renforcement de la sécurité et de la durabilité*, COM(2020) 474 final, 3 septembre 2020, eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52020DC0474

Actions à mener :

S'informer et informer :

- Documenter localement les ressources naturelles concédées, leur concessionnaire, les conditions du contrat
- Diffuser les données sur la ZEE française et les gisements stratégiques auprès des cercles citoyens
- Interpeller les élus locaux et nationaux : « Où va la rente de nos ressources ? »

Formuler des revendications précises :

- Exiger la publication des contrats de concession minière et des droits d'exploitation versés à l'État
- Proposer un modèle de type réserve nationale mutualisée norvégien : les revenus des ressources naturelles alimentent un fonds géré démocratiquement⁵⁵
- Soutenir les initiatives législatives visant à renationaliser ou remunicipaliser l'exploitation de certaines ressources

Peser électoralement :

- Intégrer la question des ressources communes dans les programmes des listes citoyennes

- Créer un indicateur public : « Quel élu a posé une question écrite sur la ZEE cette année ? »
- Coordonner avec les organisations écologistes non partisans et ancrées dans la réalité du terrain pour amplifier la revendication

Regroupement :

- Groupes d'éducation populaire économique
- Coordination avec syndicats et associations de défense de l'environnement marin
- Réseau des économistes atterrés⁵⁶ et cercles de pensée alternatifs

Objectifs :

- Faire entrer la question des ressources communes dans le débat démocratique ordinaire
- Obtenir la transparence totale sur les conditions d'exploitation du patrimoine national
- Construire les bases d'une politique de souveraineté économique non dépendante des importations stratégiques

55. Norges Bank Investment Management (NBIM), *Government Pension Fund Global*, www.nbim.no

56. Réseau des économistes atterrés, www.atterres.org

Envie d'aller plus loin ? Commandez l'essai *Anatomie des mensonges d'État* sur www.chiny.fr — Diffusion libre encouragée (usage non commercial). Retrouvez l'intégralité des fiches sur www.chiny.fr/fiches — L'auteur décline toute responsabilité quant à l'usage de ces fiches et n'incite à aucun acte violent, illicite, haineux ou diffamatoire.

Fiche #10-1 : Manifestations et occupations

Domaine d'activité : Mobilisation collective et occupation de l'espace public

Style d'action : Extérieure – Action de masse visible

Description : Reprendre massivement l'espace public par des manifestations, occupations et rassemblements coordonnés pour démontrer la force du nombre et créer un rapport de force.

Actions à mener :

- Occupation des ronds-points (modèle Gilets Jaunes réactualisé)
- Manifestations hebdomadaires devant les institutions (mairies, préfectures)
- Rassemblements devant les écoles (contre sexualisation des enfants)
- Occupations des places centrales (République, Trocadéro...)
- Chaînes humaines de protection (hôpitaux, services publics)
- Marches convergentes vers Paris depuis toutes les régions

Modalités d'occupation :

- Installation de tables, discussion permanente avec les citoyens
- Organisation de débats publics et assemblées populaires
- Activités culturelles et artistiques (chants, spectacles)
- Information et sensibilisation des passants
- Création de « zones autonomes temporaires » autogérées
- Résistance civique et pacifique face aux tentatives de délogement

Regroupement :

- Coordination nationale de milliers de participants
- Groupes locaux d'organisation (20-100 personnes par site)
- Réseaux de soutien logistique (nourriture, hébergement, matériel)
- Alliances avec syndicats, associations, collectifs citoyens
- Mobilisation intergénérationnelle et intersectorielle

Objectifs :

- Visibiliser massivement l'opposition au régime
- Créer des espaces de débat démocratique libre
- Sensibiliser et recruter de nouveaux résistants
- Mettre la pression sur les institutions locales et nationales
- Démontrer que l'espace public appartient au peuple

Stratégie de communication :

- Occupation joyeuse et créative (éviter l'image revendicatrice agressive)
- Messages simples et fédérateurs compréhensibles par tous
- Documentation photo/vidéo pour contrer la désinformation médiatique
- Témoignages individuels pour humaniser le mouvement
- Solidarité affichée avec toutes les catégories sociales touchées (agricoles, santé, enseignements...)

Fiche #10-2 : Insurrection épistolaire

Domaine d'activité : Mobilisation collective et saturation administrative

Style d'action : Postale – Avalanche coordonnée

Description : Organiser l'envoi massif et coordonné de courriers vers les institutions pour rendre visible et incontournable la pression citoyenne. Rappelons que dans une démocratie, c'est le peuple qui décide et non les appareils censés le servir. Si 1 % des opposants (300 000 personnes) envoient une lettre la même semaine, l'impact politique devient impossible à ignorer.

Actions à mener :

- Élysée (président de la République)
- Ministères (Santé, Éducation, Intérieur, Justice)
- Académies de médecine et universités
- Directeurs d'écoles et d'hôpitaux locaux
- Élus locaux (maires, députés, sénateurs, conseillers)

Modalités pratiques :

- Un courrier minimum par semaine par participant
- Coordination temporelle : tous les mardis par exemple
- Messages courts et précis (une page maximum, env. 200 mots)
- Même une enveloppe vide a un impact logistique !
- Rotation des expéditeurs pour éviter le filtrage
- Suivi des accusés de réception et réponses

Regroupement :

- Objectif masse critique : 100 000 participants minimum
- Organisation locale : groupes de 20-50 personnes par ville
- Coordination nationale : plateforme commune de suivi des actions
- Réseaux sociaux pour synchronisation et partage de modèles
- Cagnottes solidaires pour financer les timbres des plus précaires

Objectifs :

- Saturer les circuits administratifs et forcer l'attention
- Démontrer la force du nombre de façon pacifique et légale
- Obliger les institutions à répondre et prendre position
- Créer une pression médiatique par l'ampleur du phénomène
- Coordonner l'action collective à l'échelle nationale
- Montrer que c'est le peuple qui crée la Nation, pas l'inverse

Avantages :

- 100 % légal ; droit fondamental de pétition, reconnu à valeur constitutionnelle via les décisions de justice
- Coût minimal (timbre + papier + temps)
- Accessible à tous (pas besoin de se déplacer)
- Impact logistique maximal pour effort minimal individuel
- Impossible à censurer contrairement aux réseaux sociaux

Fiche #10-3 : Grèves et blocages coordonnés

Domaine d'activité : Mobilisation collective et paralysie économique

Style d'action : Extérieure – Action sectorielle coordonnée

Description : Organiser des grèves flash et blocages sectoriels coordonnés pour créer une perturbation coordonnée et maîtrisée et démontrer que l'économie dépend du peuple, pas des élites.

Actions à mener :

- Grèves flash d'une heure par jour, tous secteurs simultanément
- Journées noires sectorielles : transports lundi, écoles mardi, santé mercredi...
- Absences symboliques collectives avec brassard « Pour la France »
- Grève du zèle généralisée (application stricte de tous les règlements)
- Blocages doux : marcher/rouler lentement sur les routes
- Fermeture coordonnée des commerces de proximité une heure par jour (expliquer la raison aux passants ou clients)

Actions de blocage pacifiques :

- Occupation des ronds-points et carrefours stratégiques, dans le cadre d'un rassemblement déclaré en préfecture
- Ralentissements coordonnés devant les péages et sur les axes de transport (cf. fiche 10-3, art. R413-19 du Code de la route)
- Perturbation des centres commerciaux par présence massive
- Ralentissements coordonnés sur autoroutes (voies de droite uniquement, à allure réduite — la vitesse minimum de 80 km/h ne s'applique qu'à la voie de gauche, art. R413-19 du Code de la route)
- Occupations symboliques des bâtiments publics
- Fermeture temporaire des services administratifs par les agents

Regroupement :

- Coordination front syndical commun (proche des citoyens) et collectifs citoyens
- Réseaux sectoriels (cheminots, enseignants, soignants, agriculteurs...)
- Comités de grève locaux dans chaque entreprise/service
- Soutien populaire et caisses de grève solidaires
- Coordination nationale pour synchronisation des actions

Objectifs :

- Créer un rapport de force favorable aux revendications
- Démontrer le pouvoir économique réel du peuple jusqu'à l'ouverture d'un dialogue sur les revendications
- Révéler la dépendance des élites vis-à-vis du travail populaire
- Forcer la négociation sur les vraies questions de fond

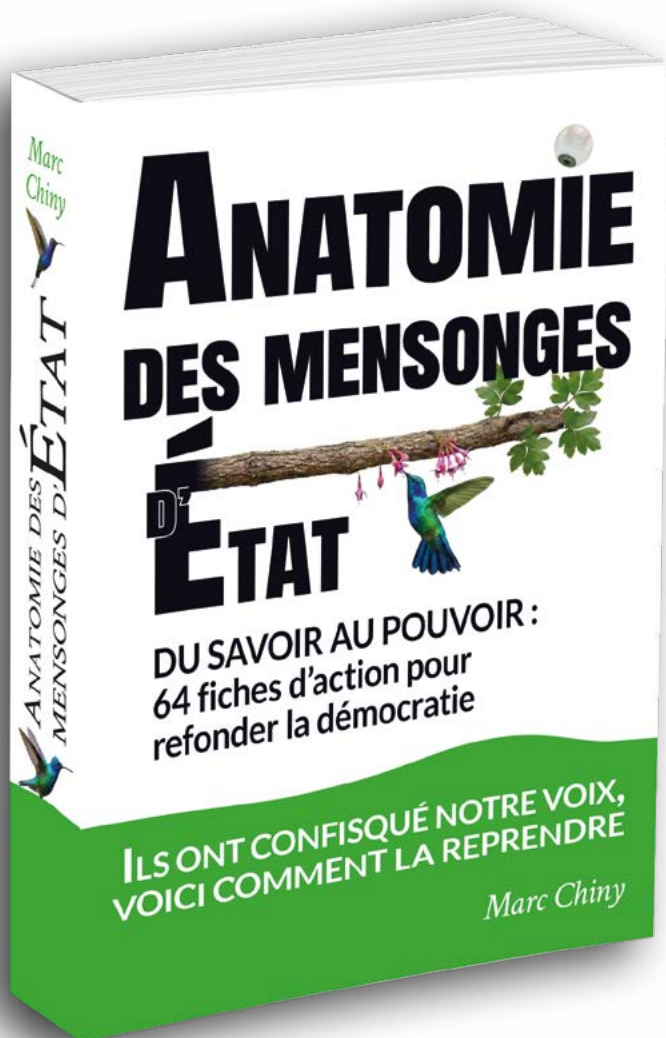
Cadre légal :

- Vérifier la légalité de l'action comme la vitesse minimale sur les autoroutes, etc.

Principe d'escalade :

- Commencer par des actions symboliques courtes
- Intensifier progressivement selon les réactions du pouvoir
- Maintenir la non-violence pour préserver la légitimité
- Rechercher l'adhésion populaire par pédagogie constante
- Viser le point de bascule où l'État doit céder

SAVOIR C'EST POUVOIR¹



**Vos grands-parents
doublaient leur niveau
de vie en dix-huit ans.
Vous? Quatre-vingts ans,
si tout va bien.**

Comment en sommes-nous
arrivés là?

Nous vivons dans l'ère des
confettis mentaux : trop d'in-
formations, plus aucun repère,
et des élites qui décident de
notre avenir sans jamais nous
consulter.

Pendant un an, une équipe
citoyenne a épluché les dolé-
ances de 2019 — celles qu'on a
enterrées. Cet essai en est issu.

Il révèle comment *l'agnoto-
logie*, la fabrication organisée
de l'ignorance, nous maintient
dans la caverne. Il nomme une
science nouvelle, la *doléançolo-
gie*, qui permet à chacun de
comprendre par soi-même :
éducation, énergie, agri-
culture, médias, économie, justice, intelligence artificielle, et même l'art et la

culture, ces deux grands oubliés.

Pourquoi nous parle-t-on sans cesse du CO₂ et jamais du *petit cycle de l'eau*? Que cache la fenêtre d'Overton? Qu'a vraiment démontré Milgram sur notre obéissance?

Plus de 1200 sources, 64 fiches d'action, un trousseau de clés. Parce que comprendre ne suffit pas ; il faut agir.

Et si l'angle mort des angles morts était là : marier *la démocratie vraie* à une écologie enfin libérée des récupérations politiques et industrielles?

Qu'y a-t-il de mieux que de passer à l'action avec espoir?

www.chiny.fr

1. Francis Bacon, *Meditationes Sacrae* (1597), « Savoir c'est pouvoir » est une paraphrase devenue proverbe ; l'expression exacte *Scientia potentia est* n'apparaît pas telle quelle dans ses œuvres.